

**LA TRANSFORMATION DU FRONT NATIONAL  
PAR LES MEGRETISTES ENTRE 1986 ET 1999**

**Vincent RILLARDON**

Master of Philosophy

**ASTON UNIVERSITY**

June 2008

The copy of the thesis has been supplied on condition that anyone who consults it is understood that its copyright rests with its author and that no quotation from the thesis and no information derived from it may be published without proper acknowledgment.

ASTON UNIVERSITY

Mr. Vincent Rillardon  
MPhil  
2008

THESIS SUMMARY

TRANSFORMATION OF THE FRONT NATIONAL BY THE MEGRETISTS BETWEEN  
1986 & 1999

This thesis, entitled “La transformation du Front national par les mégrétistes entre 1986 et 1999” is made up of four parts.

The first part of the thesis, “La dynamique du Front national et le rapport de force entre les différentes familles avant l’arrivée des mégrétistes” describes the main ideological trends within the FN and the position of the party before the entry of the Megretists.

The second part of the thesis, “Les mégrétistes du Club de l'Horloge au Front national”, details and explains the ideas coming from the GRECE and treated within the Club de l'Horloge. It examines the political background and education of Bruno Mégret. It is also shown how the Megretists brought the theme of the national preference in the FN.

The third part of the thesis, “La transformation du FN par les mégrétistes”, deals with all the work Mégret carried out during his time at the FN. It studies the changes made to the structures and organisation, and above all to the ideology and strategy of the party. It is shown how the theme of national identity is meant to be the cornerstone of the Megretist thought and how it comes out in the ideas defended in the political programmes.

The last part of the thesis, “Les causes de la scission du FN”, explains why Le Pen and Mégret violently split in 1998. It is shown that the split has its origin in internal conflicts of interest and strategic divergences and analyses its immediate consequences.

A key conclusion, underlined in this thesis, is that the Megretist ideas come from the Nouvelle droite (GRECE and Club de l’Horloge).

A related key conclusion is that the FN acquired an even harder or more extremist character under the influence of Mégret’s ideas. What is remindful of some of the fascist movements of the 1930s is the way in which Mégret treated of the theme of identity in order to establish a hard-edged discourse dealing especially with social issues, anti-Americanism, immigration, Europe, ecology and also an economic “third way” based on protectionism.

Finally, this thesis tackles the question of the importance of Mégret’s legacy. The question is raised of what role was played by this legacy for the presidential elections in 2002. If it appears that the changes made by the Megretists within the FN contributed to add some electoral credibility to the FN, the extent of this contribution should be qualified, as the great importance of Le Pen’s charisma in the FN vote must be considered.

Key words: Nouvelle droite / GRECE / Club de l'Horloge / national preference / national identity

## REMERCIEMENTS

Je remercie Dr Michael Sutton, qui a dirigé ce mémoire, et ce, pour ses conseils et encouragements, ainsi que Prof Brian Jenkins et Dr Graeme Hayes pour leurs précieuses remarques.

## TABLE DES MATIERES

|  |       |
|--|-------|
| <b>INTRODUCTION : LA DYNAMIQUE DU FRONT NATIONAL ET LE RAPPORT DE FORCE ENTRE LES DIFFERENTES FAMILLES AVANT L'ARRIVEE DES MEGRETISTES</b> | p. 7  |
| <u>Chapitre 1. Origines et formation du Front national</u>   | p. 11 |
| I. D'Occident aux élections présidentielles de 1974  | p. 11 |
| II. La construction du FN  | p. 13 |
| III. Le tournant de 1978 : le national-populisme   | p. 14 |
| <u>Chapitre 2. Construction et développement du FN : Jean-Pierre Stirbois et Jean-Marie Le Pen maîtres d'œuvre</u>                         | p. 17 |
| <br>   |       |
| <b>PREMIERE PARTIE : LES MEGRETISTES DU CLUB DE L'HORLOGE AU FRONT NATIONAL</b>  | p. 20 |
| <u>Chapitre 3. Le GRECE</u>  | p. 20 |
| <u>Chapitre 4. Le Club de l'Horloge</u>  | p. 27 |
| <u>Chapitre 5. Les CAR : Bruno Mégret entre le Club de l'Horloge et le FN</u>  | p. 33 |
| <u>Chapitre 6. La préférence nationale : première manifestation de l'entrisme</u>  | p. 38 |
| I. Nationalité   | p. 45 |
| II. Citoyenneté et souveraineté  | p. 47 |
| III. Education   | p. 47 |
| IV. Emploi   | p. 48 |
| V. Logement et prestations sociales  | p. 49 |
| VI. Retour des immigrés dans leur pays d'origine   | p. 50 |

**DEUXIEME PARTIE : LA TRANSFORMATION DU FN  
PAR LES MEGRETISTES**

p. 53

Chapitre 7. Le travail d'organisation et de restructuration du parti

p. 53

- I. Délégation générale p. 54
- II. Institut de formation nationale (IFN) p. 54
- III. Ecole des cadres p. 55

Chapitre 8. Théorisation du discours du Front national

p. 58

- I. Conseil scientifique p. 58
- II. Centre d'Etudes et d'Analyses et Centre d'Action Parlementaire p. 61
- III. *Identité*, revue doctrinale p. 63
- IV. Presse et Editions (diffusion des idées du Front national, propagande) p. 65
- V. La bataille du vocabulaire : premier pas vers la lepénisation des esprits p. 68

Chapitre 9. Recherche de terrains propices à l'implantation du FN

et à la diffusion de son discours

p. 70

- I. Mouvements de jeunesse (MNJ, Terre et Peuple et RIF) p. 70
- II. Création des syndicats p. 74
- III. Remarques sur le Secrétariat général p. 80

Chapitre 10. L'évolution idéologique apportée par les mégrétistes :

le thème de l'identité et ses nouvelles articulations

p. 81

- I. Le référendum d'initiative populaire ou la démocratie directe p. 81
- II. L'anti-égalitarisme p. 88
  - 1. Le raisonnement du GRECE p. 88
  - 2. Le raisonnement du Club de l'Horloge p. 90
  - 3. Le thème de l'exclusion au Front national p. 98
- III. L'anti-cosmopolitisme, l'anti-mondialisme et l'anti-américanisme p. 102
- IV. L'Europe des patries p. 109

|  |  |        |
|--|--|--------|
| V.   | L'enracinement des individus à travers la politique nationale et internationale : l'exemple du conflit des Balkans | p. 112 |
| VI.  | Le thème de l'écologie   | p. 114 |
| <br><u>Chapitre 11. La nouvelle orientation stratégique du parti</u> |  | p. 117 |
| I.   | Retournement de l'accusation de racisme  | p. 117 |
| II.  | Entente avec la droite : les élections régionales de 1998  | p. 120 |
| <br><b>TROISIEME PARTIE : LES CAUSES DE LA SCISSION DU FN</b>        |  | p. 128 |
| <br><b>CONCLUSIONS</b>   |  | p. 133 |
| <br><b>ANNEXES</b>   |  |        |
|  | Glossaire  | p. 149 |
|  | Bibliographie  | p. 151 |

# LA TRANSFORMATION DU FRONT NATIONAL PAR LES MEGRETISTES ENTRE 1986 ET 1999

## **INTRODUCTION : LA DYNAMIQUE DU FRONT NATIONAL ET LE RAPPORT DE FORCE ENTRE LES DIFFERENTES FAMILLES AVANT L'ARRIVEE DES MEGRETISTES**

Le parti de Jean-Marie Le Pen a considérablement évolué depuis sa création, connaissant différents apports venus de différentes familles de l'extrême droite. La dernière en date a été la Nouvelle droite, communément représentée par les mégrétistes. Ont été appelés ainsi les hommes regroupés autour du délégué général Bruno Mégret et ayant fréquenté pour la plupart le Club de l'Horloge ou le GRECE (Groupement de Recherche et d'Etudes pour la Civilisation Européenne). Sous l'impulsion de leur chef de file, les mégrétistes se sont attachés à moderniser le FN et à lui donner une certaine crédibilité. Fin 1998, le parti a connu une scission entre les partisans de Bruno Mégret et ceux de Jean-Marie Le Pen, scission aboutissant à la création du MNR (Mouvement National Républicain) de Bruno Mégret. Jusqu'à cet événement qui marque un bref coup d'arrêt dans la progression de l'extrême droite dans le paysage politique français, l'influence et le poids des mégrétistes ont été croissants au sein du parti de Jean-Marie Le Pen. En effet, pendant la décennie précédant la scission du FN, le parti a été la formation politique française qui a attaché le plus d'importance aux questions idéologiques. Une entreprise de mise à jour de son héritage politique et idéologique a été entreprise. Certaines personnalités, qualifiées d'« intellectuels organiques » par le FN ont été mobilisés pour cette tâche, en particulier au sein du conseil scientifique du parti et dans la revue doctrinale *Identité* entre mai 1989 et novembre 1998. Leur travail a donné au FN de la fin des années 1990 une identité idéologique et politique très différente de celle qui était la sienne au début des années 1980. Cette mutation s'est effectuée sous le coup d'événements politiques tels que la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc de l'Est, la guerre du Golfe et la construction européenne. Les changements sont multiples et constituent parfois de vrais bouleversements.

De nombreuses études et publications ont été faites sur le mouvement de la Nouvelle droite, mais le mouvement d'Alain de Benoist ayant surtout fait parler de lui au début des années 80, peu de travaux examinent en profondeur les liens entre le GRECE, le Club de l'horloge et le FN, comme par exemple *Visages de la Nouvelle Droite, Le GRECE et son histoire* d'Anne-Marie Duranton-Crabol<sup>1</sup> ou *Les racismes ordinaires* d'Ariane Chebel d'Appollonia.<sup>2</sup>

Pierre-André Taguieff, spécialiste de la Nouvelle droite, refuse quant à lui de voir l'influence directe du chef de file de la Nouvelle droite, Alain de Benoist, sur le FN.<sup>3</sup> Il faut dire que suite au passage au FN à la fin des années 80 de certains leaders historiques du GRECE souhaitant sortir de la sphère métapolitique (Pierre Vial notamment), le GRECE s'est recentré sur les débats intellectuels tout en renouvelant ses cadres, issus désormais principalement de la droite traditionnelle et non plus de la droite nationaliste. Dès lors, il est difficile de placer le GRECE dans le champ politique, de Benoist se rapprochant même parfois de l'extrême gauche sur certains sujets. On ajoutera que de Benoist a toujours rejeté catégoriquement les thèses du FN et fait des déclarations en ce sens au début des années 90, dénonçant l'exploitation xénophobe qui est faite par le FN du droit à la différence prôné par la Nouvelle droite.

Des ouvrages plus récents parus notamment au cours des années 90 se concentrent sur le FN et insistent sur l'ascension de Mégret au sein du parti. S'ils rappellent le parcours politique de ce dernier, et notamment son appartenance au Club de l'Horloge, ces ouvrages n'approfondissent pas l'étude de la Nouvelle droite et se contentent d'en donner un bref aperçu.<sup>4</sup>

Certains travaux apportent néanmoins beaucoup d'informations sur les liens existants entre la Nouvelle droite et le FN : citons par exemple la remarquable enquête effectuée par Éric Osmond et Jean-Christophe Cambadélis.<sup>5</sup> Cependant, cette enquête publiée en 1998 ne peut traiter de la fin des années Mégret au FN. Certains articles établissent un lien plus marqué entre la Nouvelle droite et le parti de Le Pen, comme *Enquête sur la droite extrême* de René Monzat.<sup>6</sup> D'autres articles apportent en langue anglaise des informations plus précises. Citons

---

<sup>1</sup> DURANTON-CRABOL Anne-Marie, *Visages de la Nouvelle droite. Le GRECE et son histoire*, Presses de la Fondation National de Sciences Politiques, Paris, 1988.

<sup>2</sup> CHEBEL D'APPOLLONIA Ariane, *Les racismes ordinaires*, Presses de Sciences Politiques, Paris, 1998.

<sup>3</sup> TAGUIEFF Pierre André. *Sur la Nouvelle Droite. Jalons d'une analyse critique*, Paris, Galilée, « Descartes et Cie », 1994.

<sup>4</sup> Notamment BIRENBAUM Guy, *Le Front national en politique*, Balland, Paris, 1992 ; BOURSEILLER Christophe, *La nouvelle extrême droite*, Editions du Rocher, Monaco, 2002 ; DELY Renaud, *Histoires secrètes du Front national*, Grasset, Paris, 1999 ; MARRICOURT Thierry, *les nouvelles passerelles de l'extrême droite*, interview in Celsius, n° 57, avril-mai 1993.

<sup>5</sup> CAMBADELIS Jean-Christophe et OSMOND Eric, *la France blafarde, une histoire politique de l'extrême droite*, Plon, Paris, 1998.

<sup>6</sup> MONZAT René, *Enquête sur la droite extrême*, Le Monde Editions, 1992.

par exemple le remarquable travail effectué par Peter Fysh. Ce dernier effectue une remarquable analyse de l'idéologie, de la stratégie et de l'organisation du Front National à l'époque de Bruno Mégret.<sup>7</sup>

Il est indéniable que Mégret a mis en pratique certaines idées de la Nouvelle droite lors de son passage au FN. Ces idées se sont vêtues d'un aspect pragmatique lorsqu'elles ont été utilisées par le Club de l'Horloge dans un premier temps, puis par Mégret et les néo-droitiers au sein du FN. Il en va ainsi des déclinaisons du thème de l'identité et l'anti-égalitarisme comme de l'organisation du parti et de la stratégie d'alliance avec la droite parlementaire pour accéder au pouvoir.

Afin de mieux comprendre l'importance des changements apportés par les mégrétistes, il est tout d'abord nécessaire de rappeler les différentes étapes de l'histoire du FN, ses origines et sa formation. De plus, on ne peut comprendre le FN - et la manière dont les néo-droitiers l'ont rejoint - sans s'attarder sur l'hétérogénéité des différentes familles qui le composent.

Si la contribution apportée par les mégrétistes au FN a indéniablement transformé le parti, il ne faut cependant pas négliger le travail réalisé par Le Pen et Jean-Pierre Stirbois, principalement au début des années 80. Il est même impossible de faire un rapprochement entre les efforts de restructuration et de modernisation fournis dans un premier temps par Stirbois puis Mégret à partir de la fin des années 80.

Le FN n'est pas le seul à avoir évolué depuis les années 70 : il en va de même pour la Nouvelle droite. Là encore, la plupart des écrits consacrés à l'étude de la Nouvelle droite sont restés figés sur le GRECE des débuts. Pourtant, le mouvement d'Alain de Benoist a subi certaines évolutions majeures, comme par exemple l'adoption d'un discours basé sur un racisme différentialiste. De même, même si leurs origines sont communes, le GRECE et le Club de l'Horloge diffèrent profondément, principalement en matière économique. Comprendre les origines de la Nouvelle droite, son évolution, à travers une étude précise du GRECE et du Club de l'Horloge est nécessaire pour mieux cerner la pensée mégrétistes. Bruno Mégret, formé au Club de l'Horloge, n'en oublie pas les grands principes du GRECE, notamment sur les questions d'identité.

---

<sup>7</sup> FYSH Peter and WOLFREYS Jim, *The politics of racism in France*, Macmillian Press Ltd, London, 1998, chapitre « anatomy of a fascist party : ideology, strategy, organisation », pp. 107-141.

Le parcours politique de Mégret a été guidé par sa volonté de mettre en pratique les idées de la Nouvelle droite et du Club de l'Horloge en particulier. Après une courte expérience au RPR, il lança les CAR (Comités d'Action Républicaine) avant de trouver au FN une oreille plus attentive. Cette stratégie d'entrisme se manifesta premièrement par l'adoption du concept de préférence nationale par le parti de Le Pen. Ce thème est capital car il sert de pierre angulaire au programme du FN.

Dans une deuxième partie, nous examinerons la transformation du FN par les mégrétistes, à en s'attachant tout d'abord à étudier la poursuite et le développement d'un travail d'organisation et de restructuration du parti entamé par le solidariste Jean-Pierre Stirbois ; puis en détaillant le processus de théorisation du discours du FN ainsi que son application sur de nouveaux terrains tels que les associations satellites et les syndicats. Puis nous nous concentrerons sur l'évolution idéologique apportée par les mégrétistes et en particulier le thème de l'identité et ses nouvelles articulations.

Enfin, il faut analyser la nouvelle orientation stratégique du parti, que ce soit pour contrer les accusations de racisme venues de la gauche et surtout l'attitude du FN à l'égard de la droite républicaine lors des élections régionales de 1998 car on peut y discerner clairement la patte de Mégret dont la stratégie diffère alors de celle de Le Pen.

Dans une troisième partie, nous examinerons les causes de la scission du FN en 1998 qui marque un coup d'arrêt dans sa progression et la fin des années Mégret au sein du parti. On peut en effet s'interroger sur l'influence réelle des idées de Mégret sur son divorce avec le parti frontiste. S'agit-il d'une séparation due à des divergences idéologiques ou bien simplement d'une lutte de pouvoir entre deux hommes ?

L'objet de cette thèse est donc d'examiner les apports mégrétistes au FN mais l'on doit aussi s'interroger sur l'importance de ces transformations dans les succès électoraux rencontrés par le FN au cours des années 90, mais aussi après la rupture en 1998 avec les mégrétistes et en particulier la présence de Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002. Le FN a-t-il conservé certains apports mégrétistes après la séparation ? Dans quelle mesure cela a-t-il pu jouer dans les succès du FN ?

## Chapitre 1. Origines et formation du Front national

### I. D'Occident aux élections présidentielles de 1974

En retraçant la genèse des différents courants d'extrême droite ayant marqué la vie politique française depuis la fin de la seconde guerre mondiale, il convient de mentionner communément le poujadisme des années cinquante, l'OAS pendant la guerre d'Algérie (mais aussi après), puis parallèlement la campagne de Tixier-Vignancour pour les élections présidentielles de 1965. Simultanément, l'extrême droite française va faire preuve d'un engagement débridé dans l'action et radical dans l'expression là où depuis l'affaire Dreyfus se tient le lieu de ressourcement de nombreuses forces politiques françaises : l'Université. C'est donc dans le milieu étudiant qu'apparaît le mouvement Occident en avril 1964. Occident se caractérise par la jeunesse de ses troupes, volontiers portées sur l'action violente doublée d'un anti-intellectualisme même si les jeunes étudiants aiment faire référence à Barrès, Maurras, Drieu la Rochelle ou Brasillach.<sup>8</sup> Constatons que le mouvement Occident n'a pas apporté d'idées nouvelles au nationalisme français, se contentant de répéter les arguments de leurs pères spirituels. On retrouve ainsi la thème de la France seule, un racisme biologisant très traditionnel bien qu'à prétention scientifique, une conception anti-égalitaire de l'humanité qui débouche sur une conception élitiste de l'ordre politique. Après la dissolution d'Occident en 1968 pour activisme, Ordre nouveau est créé en 1969. La stratégie d'Ordre nouveau diffère de celle d'Occident en cela qu'elle n'est pas basée exclusivement sur un activisme violent puisqu'elle tient aussi à désenclaver la droite nationaliste et la sortir du carcan dans laquelle elle fut plongée après l'auto-dissolution des comités Tixier-Vignancour en 1966. Ordre nouveau s'attache donc à combiner l'activisme et l'élaboration d'un programme politique. N'obtenant que 2% des suffrages aux élections municipales de Paris en 1971, Ordre nouveau décide d'élargir l'union de la droite nationale, calquant ainsi la stratégie du MSI qui vient d'absorber le parti monarchiste italien. Ordre nouveau réussit à rallier les nostalgiques de l'Algérie française, les nationalistes-européens de la revue *Militant*, elle-même fondée par Europe-Action. Seuls les monarchistes de la Restauration nationale et le GRECE ne rejoignent pas cette union qui prend le nom de FN en 1972 et se choisit un président acceptable par toutes les familles nouvellement réunies, Jean-Marie Le Pen. Ce dernier a l'avantage de n'appartenir à aucun mouvement particulier mais d'avoir été député poujadiste, directeur de campagne de Tixier-Vignancour mais aussi engagé volontaire en Indochine et en

---

<sup>8</sup> Rivarol. 1966. Repris par DUPRAT François, dans *Les mouvements d'extrême droite en France depuis 1944*, Albatros, 1972, p. 255.

Algérie, cumulant de la sorte une double expérience susceptible de contenter les partisans de l'activisme et les adeptes d'une démarche plus politique. On peut d'ailleurs souligner que la « neutralité » de Jean-Marie Le Pen et sa non-appartenance à aucune famille particulière de l'extrême droite est un trait constant de son positionnement au FN.

Sur le plan organisationnel, la composition du bureau politique de 1972 symbolise la recherche d'un équilibre puisque sont présents à des postes clés autant de nationalistes d'Ordre nouveau que d'hommes qui se sont rapidement rapprochés de Jean-Marie Le Pen.

Le premier programme est naturellement une synthèse en vingt points des idéologies des différentes tendances du FN, entre nationalisme-révolutionnaire et conservatisme. Le Front se positionne comme étant la droite sociale, populaire, nationale, souhaite une « troisième voie entre lutte sociale et monopole »<sup>9</sup> chère à Ordre nouveau. Sur le plan économique cependant, le FN préconise la réduction au strict minimum du secteur public et nationalisé, ce qui est bien loin de l'interventionnisme d'Ordre nouveau. L'accent est mis sur la défense des intérêts catégoriels et corporatistes susceptibles de recueillir le soutien des « Français mécontents » ainsi que la famille et la jeunesse, « gagnée par la pourriture, le gauchisme, le hippysme, la drogue, le conformisme et l'apolitique ».<sup>10</sup> L'immigration est également dénoncée à l'aide des argumentations d'Ordre nouveau, les résidents étrangers étant qualifiés de minorités sauvages inassimilables. Cette immigration est qualifiée de « désastreuse pour les intéressés et déshonorante pour notre pays » en raison des difficultés « matérielles et morales » qui attendent les immigrés.<sup>11</sup> Le Front ne fait toutefois pas de rapprochement entre immigration et chômage. Sur la question de l'Europe, l'Europe des patries est opposée à l'Europe intégrée.

Sur le plan stratégique, Ordre nouveau contrôle la préparation des élections et recherche le soutien du côté de l'armée, de la police, du clergé anti-progressiste, des Anciens combattants et de la jeunesse. Mais les élections législatives sont un échec, les candidats FN (la plupart membres d'Ordre nouveau) obtiennent 1,32% des suffrages. Les tensions augmentent alors entre les différentes composantes du Front, les militants d'Ordre nouveau étant partisans d'un retour à l'activisme violent tandis que Jean-Marie Le Pen souhaite renforcer le parti. L'avenir du FN s'accélère quand Ordre Nouveau est interdit par Raymond Marcellin en juin 1973.<sup>12</sup> La dissolution d'Ordre Nouveau bouleverse les structures du Front et les tensions s'intensifient alors que se profilent déjà les élections présidentielles de 1974.<sup>13</sup> Finalement, la

<sup>9</sup> CAMUS Jean-Yves. *Le Front national, histoire et analyse*, Editions Laurens, Paris, 1997, p. 22.

<sup>10</sup> Front national. *Défendre les Français* Programme des législatives de 1973.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> Raymond Marcellin fut ministre de l'Intérieur entre mai 1968 et février 1974. Il fut remplacé par Jacques Chirac.

<sup>13</sup> Notons que le programme des présidentielles ne comporte pas un mot sur l'immigration, l'ennemi étant l'infiltration communiste.

rupture est consommée et les partisans d'Ordre Nouveau soutiendront la candidature de Valéry Giscard d'Estaing tandis que Le Pen obtiendra 0,74% des voix avec le seul soutien du journal *Rivarol* et les nationalistes-révolutionnaires dirigés par François Duprat. Il s'agit dès lors pour Jean-Marie Le Pen de reconstruire le parti, sans Ordre Nouveau, sa composante principale.

## II. La construction du Front national

C'est François Duprat, professeur d'histoire, activiste, antisémite et révisionniste, qui se charge de structurer le parti, de lui donner une doctrine, une presse et un réseau de militants. Dans le souci de grossir ses rangs, le Front va alors tolérer les tendances les plus radicales en son sein. Les contacts sont établis entre François Duprat et les milieux fascistes et néo-nazis. Sur le plan idéologique, c'est Duprat qui développe les trois axes suivant : l'antiparlementarisme et l'opposition intégrale à la démocratie ; l'anticapitalisme, débouchant sur une conception très extensive du rôle de l'Etat en matière économique et sociale ; la dénonciation du supposé lobby juif, figure emblématique de l'anti-France et de l'ennemi surpuissant.<sup>14</sup> Le milieu catholique intégriste est quant à lui séduit par le thème de la décadence nationale imputable aux idéaux de la Révolution française. Ce ne sont pas les seuls puisque les monarchistes et autres petites formations d'ultra droite « égarées » depuis la dissolution d'Ordre Nouveau sont également séduits par des thèmes liés au courant contre-révolutionnaire maurrassien. Des thèmes qui ne revêtent cependant pas beaucoup d'importance au FN mais qui permettent d'intégrer progressivement les différentes composantes de la droite nationale et nationaliste.

Le mensuel *Militant* participe lui aussi au développement du FN de 1974 à 1975 puisqu'il devient le bulletin interne du parti. Des collaborateurs de *Militant* obtiennent même des responsabilités au sein du parti, tel Pierre Bousquet.<sup>15</sup> Le journal *Le National* voit le jour et rejoint *Rivarol* et *Aspects de la France*, publications soutenant le FN. Des commissions apparaissent en 1975 (la défense nationale, la famille, les institutions et les élections, la jeunesse et l'éducation, les problèmes économiques et sociaux), ainsi que les premières fédérations régionales, les secrétaires départementaux et les sections locales, sans oublier le Front National de la Jeunesse créé en 1973 par Carl Lang. On peut souligner que le modèle

---

<sup>14</sup> *Le Front national, histoire et analyse*, p. 29.

<sup>15</sup> L'équipe rédactionnelle de *Militant* quittera le Front national en 1982 pour rejoindre le Parti Nationaliste Français.

communiste est appliqué à l'organisation des instances nationales, en particulier le comité central et le bureau politique.

Le FN se positionne clairement dans l'opposition, déclarant représenter « la droite contre Giscard », qu'elle accuse de trahir « la vraie droite ». Paradoxalement, lors de scrutins locaux de 1977 des négociations avec la droite sont lancées sous l'égide de François Duprat mais malgré des efforts en matière d'organisation et de crédibilité, le FN souffre de la concurrence du Parti des Forces Nouvelles (PFN) et ne sort toujours pas de la marginalité, la notoriété du PFN étant plus importante que celle du FN.

### III. Le tournant de 1978 : le national-populisme

L'été 1977 est marqué par le début de l'occupation de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet par les catholiques traditionalistes proches de Mgr Lefèbvre. Cette opération spectaculaire marque la renaissance de ce courant catholique intégriste. Ce courant prendra une part active au développement de l'extrême droite politique dès le début des années 80. Nous y reviendrons.

Mais l'année 1977 est importante pour le FN car les solidaristes de Jean-Pierre Stirbois rejoignent le parti au mois de décembre. Ce courant, né en 1966 sous le nom du Mouvement Jeune Révolution, prit en 1971 le nom de Mouvement solidariste français. Il avait été fondé par deux anciens de l'OAS et avait comme idéologie un anticommunisme national-révolutionnaire virulent : « Contre les rouges et la réaction, seule la force paie ! » avait-il déclaré.<sup>16</sup> Ce sont les membres de l'Union solidariste qui, repoussant l'anti-américanisme et l'anti-sionisme prôné par le Groupe Action Jeunesse de Jean-Gilles Malliarakis<sup>17</sup>, décident de rejoindre le parti frontiste. L'Union solidariste met en avant son anti-atlantisme, sa méfiance envers le néolibéralisme, son refus des alliances tactiques avec la droite ainsi qu'une appréhension plus raciale de l'immigration. Cependant, ce nouveau ralliement n'a aucune incidence sur l'idéologie ou la stratégie du FN. En effet, le FN demande aux nouveaux venus de se concentrer sur un travail d'implantation locale, surtout dans les communes de gauche telle Dreux où Jean-Pierre Stirbois commence son action qui le mènera au premier succès du FN en 1983. Il faut toutefois noter que le thème de l'immigration est un thème porteur dans ces villes touchées par la récession et que le FN utilisera pour la première fois le slogan « Un

<sup>16</sup> BIRENBAUM Guy. *Le Front National en politique*, Balland 1992, p. 129.

<sup>17</sup> Le Groupe Action Jeunesse (GAJ), autre composante de la famille solidariste, est aussi un mouvement intensément activiste.

million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop » dans le cadre des élections législatives.

Parallèlement, en 1978, le FN prend un virage idéologique qui se traduit par la parution d'un manifeste économique intitulé *Droite et démocratie économique*, fortement inspiré des théories de Milton Friedman. Dans ce texte qualifié par la suite de « pré-reaganien » par Jean-Marie Le Pen, le « trop d'Etat », l'arbitraire et l'importance fiscale, notamment pour les PME, les syndicats politiques sont dénoncés. Le parti défend alors un libéralisme qui veut redonner sa place à l'initiative personnelle, les PME. Dans *Ce que veut le Front national* le parti explique que « tout cela est réalisable à condition que « le patron ne soit pas l'Etat, ni l'Etat le patron, mais l'arbitre ».<sup>18</sup> Ce nouveau positionnement est en contradiction avec les idées interventionnistes et le soutien à l'économie organique de la tendance chère à *Militant*, aux anciens d'*Europe-Action*, de *Jeune Nation* et François Duprat. Pourtant le nombre de candidats aux élections législatives ayant antérieurement ou simultanément milité dans ces groupes néo-fascistes reste élevé. Le FN obtiendra 1,6% des suffrages, ce qui est moins que le PFN.

L'évolution du FN est accélérée par l'assassinat le 18 mars 1978 de François Duprat. Orphelins de leur leader les nationalistes-révolutionnaires perdent du poids au sein du parti. Conscient du facteur de marginalité que représente la tendance nationaliste-révolutionnaire, le FN va donc modifier ses méthodes de recrutement et ses thèmes de mobilisation. Cette démarche, entamée dès 1977 avec l'arrivée des solidaristes va se poursuivre avec le ralliement d'un certain nombre de catholiques traditionalistes tels que François Brigneau ou Rolland Gaucher. C'est alors que des thèmes comme l'invocation de Jeanne d'Arc, la « France des cathédrales » et l'identification entre la culture nationale et la culture chrétienne apparaissent au FN. Le parti s'intéresse plus au potentiel militant qu'électoral des intégristes qui bénéficient en outre d'une formation intellectuelle non négligeable. Le chef de file de la mouvance intégriste est Bernard Antony, connu également sous le pseudonyme de Romain Marie<sup>19</sup> qui offrait les voix des nationaux catholiques du mensuel *Présent*<sup>20</sup> au parti de Jean-Marie Le Pen dès 1975, prônant la mobilisation sociale contre le communisme. Le rapprochement se fait de manière progressive tout au long des années 78-81, grâce aux nombreux comités, Cercles comme les Comités Chrétienté-solidarité et le Centre Charlier de Romain Marie. Notons également que Romain Marie est proche des réseaux solidaristes de

<sup>18</sup> *Ce que veut le Front national, programme du Front national, supplément à Front national n°2, 1978.*

<sup>19</sup> Référence à l'Empire romain et à la vierge Marie.

<sup>20</sup> *Présent* devient quotidien à partir de novembre 1981.

Jean-Pierre Stirbois et qu'il voit dans le ralliement du FN qui est une force montante, le moyen de convertir politiquement un engagement à l'origine religieux.

Cependant, si la diversité du FN lui permet d'augmenter le nombre de ses militants, elle est aussi la cause de ses échecs répétés. La concurrence interne et les luttes intestines freinent la progression du parti. Le désaccord le plus marquant et le plus significatif est celui qui règne entre les idées révolutionnaires des militants et le conservatisme réactionnaire des dirigeants tel que l'a souligné Frédéric Julien, un ancien militant.<sup>21</sup> Pour les élections européennes de 1979 le FN présente surtout des candidats nationaux-révolutionnaires mais faute de pouvoir fusionner avec d'autres listes il doit se retirer. L'échec des élections présidentielles est encore plus marquant puisque le candidat Le Pen n'obtient pas les 500 signatures nécessaires. Le FN obtient 0,35% des voix aux élections législatives qui suivent. La rupture s'accélère alors et les membres du groupe *Militant* quittent le parti en 1982.<sup>22</sup>

Mais ces désaffections seront compensées par l'arrivée prochaine de membres d'autres composantes de l'ultra-droite comme le PFN, parti concurrent du FN dans les années 70 et formé par d'anciens militants d'Ordre nouveau, mais aussi le Centre National des Indépendants (CNI) - qui fournira un riche contingent de cadres - les catholiques intégristes - de plus en plus nombreux à rejoindre le FN au début des années 80 - ou bien encore de la droite traditionnelle comme le RPR ou l'UDF, attirés par les promesses suscitées par les premiers succès électoraux. C'est alors que le FN prend un nouveau virage qui le conduit vers un conservatisme populiste de type thatchérien. De surcroît, son président Jean-Marie Le Pen va jouer un rôle prépondérant dans les premiers succès électoraux du FN.

---

<sup>21</sup> *Pour en finir avec la droite*, JULIEN Frédéric, La Librairie Française, Paris, 1981.

<sup>22</sup> Dans une lettre au *Monde*, le groupe *Militant* explique les raisons de la rupture avec le parti de Jean-Marie Le Pen : « Les nationalistes qui furent à l'origine de la création du Front national avec Le Pen et Ordre nouveau ont été représentés sans interruption par leurs dirigeants au bureau politique et au comité central du FN de 1972 à la fin de 1981. Ils étaient majoritaires dans tous les congrès tenus par le Front. Les dirigeants nationalistes du FN (...) n'ont pas été éliminés. Ils ont démissionné de leur plein gré, n'étant pas fondamentalement d'accord avec les options imposées arbitrairement par Jean-Marie Le Pen », cité In LORIE J., CRITON K., DUMONT S. *Le système Le Pen*, Editions EPO, Anvers, 1985. p. 138.

## Chapitre 2. Construction et développement du FN : Jean-Pierre Stirbois et Jean-Marie Le Pen maîtres d'œuvre

Le succès de Jean-Pierre Stirbois à l'élection municipale partielle de Dreux en 1983 et le score de 10,95% aux élections européennes de 1984 ouvrent de nouveaux horizons au FN. Le parti dépasse l'état groupusculaire pour accumuler les bons résultats électoraux que l'on connaît. Le succès de Jean-Pierre Stirbois à Dreux s'explique par un long travail d'implantation locale, tandis que celui du FN aux européennes repose à la fois sur des thèmes et slogans qui font mouche et sur la médiatisation de Jean-Marie Le Pen. Ce dernier, après avoir bâti une formation politique dévouée à son leader, mû par le culte du chef, cherche à rassurer l'opinion sur sa propre personne, tout en accentuant son côté populiste - Le Pen : celui qui dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas - en jouant avec les médias qui ne savent quelle attitude adopter face au leader du FN. Parallèlement au slogan « Les idées que je défends ? Les vôtres ! » dont l'impact est certain, une brochure de vingt quatre pages est publiée,<sup>23</sup> servant de programme pour les élections de 1984. Ce programme est principalement marqué par la dénonciation de l'immigration mais il n'oublie pas l'Europe, puisque tel est le thème des élections. La question de l'Europe est abordée par Jean-Marie Le Pen dans ses discours, où il stigmatise « le déclin permanent de l'Europe, (...) grand vaincu de la deuxième guerre mondiale (...) et dont une grande partie de son territoire naturel demeure occupée, sous la férule impitoyable du communisme soviétique, de l'URSS, puisqu'il faut dire ici, en 1984, le véritable nom de *Big Brother* ». <sup>24</sup> A la dénonciation de la menace communiste (menace militaire et subversive) s'ajoutent « les menaces représentées par la dénatalité européenne et l'explosion démographique du Tiers Monde, qui se manifeste déjà par des vagues d'immigration ». <sup>25</sup>

Avec 10,95% soit 2,21 millions de voix, le FN obtient le meilleur score que l'extrême droite ait connu depuis la Libération et obtient dix sièges au Parlement européen. Ce résultat est un choc pour la société française et la progression du parti va pouvoir dès lors s'accélérer.

Cependant le FN souffre encore d'un handicap qui freine sa progression sur le territoire national : en effet au lendemain des élections européennes l'implantation nationale est quasi nulle. Les rares fédérations existantes n'ont vu le jour que sur l'initiative de sympathisants locaux, généralement isolés et inorganisés. Si l'expansion du FN démarre à partir de

<sup>23</sup> *La vraie opposition : le Front national 1984.*

<sup>24</sup> LE PEN Jean-Marie, Groupe des droites européennes. *Europe : discours et interventions 1984-1989*, p. 9.

démarches personnelles, il n'en est pas moins vrai que Jean-Pierre Stirbois joue lui aussi un rôle majeur depuis son intronisation au poste de secrétaire général du parti lors du VI<sup>e</sup> congrès du FN en mars 1982. Fort de son succès personnel à Dreux, son ambition est de réorganiser le parti sur un modèle centralisé et hiérarchique. Il multiplie dès lors les fédérations jusqu'à couvrir la totalité du territoire. Ainsi, le parti qui à l'heure de ses premiers succès électoraux ne comptait que quelques militants, cadres et candidats, voit affluer vers lui des milliers de nouveaux adhérents portant ainsi leur nombre aux alentours de vingt mille au début de 1985 et sûrement d'environ trente mille à la fin de 1986.

Parallèlement, la croissance du FN attire l'attention d'un certain nombre de personnes n'ayant pas de passé extrémiste, ni même un passé politique important, tels Jean-Marie Le Chevallier, giscardien reconverti, Jean-Claude Martinez, universitaire, futur spécialiste de la fiscalité et des finances publiques au sein du parti, François Bachelot, médecin et fondateur avec Alain Juppé du Club 89, Bruno Gollnisch, universitaire. Il faut cependant noter que si les différentes familles du FN peuvent apparaître comme hétéroclites, elles n'en apportent pas moins leurs compétences militantes et théoriques et une disparité qui est un gage de diversification.

L'époque semble révolue où Jean-Marie Le Pen devait composer avec différentes factions plus ou moins organisées en tendances. L'organigramme du FN ressemble désormais à celui d'un parti moderne, organisé et structuré.<sup>26</sup> Cependant Guy Birenbaum fait remarquer que « l'enquête sur le terrain fait cependant apparaître que, souvent, un seul et même militant cumule la plupart des rôles, que les réunions d'adhérents sont assez rares, et que celles du bureau de section sont très informelles (...) ».<sup>27</sup> Afin d'assurer la formation de son encadrement, le FN, met en place en 1985 une Ecole des cadres animée par Romain Marie et Christian Baeckeroot sous le contrôle de Jean-Pierre Stirbois. De plus, on assiste à une véritable professionnalisation du parti sous la férule de Jean-Pierre Stirbois, notamment autour de l'intervention électorale et la création d'un réseau d'organisations « amies » capables de porter le message du FN dans de nouveaux secteurs de la population. Ainsi fût créé le cercle *Entreprise moderne et liberté*, dirigé par l'ancien doriotiste André Dufraisse, qui entend favoriser la pénétration du FN dans les milieux patronaux et intensifier sa propagande auprès des organisations professionnelles.<sup>28</sup> Elle a engendré d'autres Cercles, rassemblant des

---

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Voir Annexe 1 *Organigramme du Front national 1984*.

<sup>27</sup> *Le Front National en politique*, p. 56.

<sup>28</sup> *Le système Le Pen*, p. 241.

Dans son édition du 3 août 1985 *Le Monde* signale la présence de trois anciens membres du Club de l'Horloge à *Entreprise Moderne et Liberté*.

sympathisants du FN dans les milieux hospitaliers, paysans, artistiques ou des transports. Le parti effectue même un « noyautage » des syndicats dans certains secteurs ciblés comme les gardiens de prison (FO) ou à la RATP (CGT).<sup>29</sup> La propagande n'est pas oubliée puisque nous assistons à la fin de 1984 à la création d'un service de presse chargé des contacts avec les journalistes, de la diffusion des communiqués, des argumentaires et de l'acheminement du matériel de propagande à destination des fédérations. La presse frontiste se développe également, principalement *National Hebdo* et *Présent*. Quant au FN de la Jeunesse (FNJ), il est réactivé après avoir sommeillé pendant la traversée du désert du parti. Les structures du FNJ sont calquées sur celle du FN au point que le FNJ possède lui aussi son école de cadres destinée à former les jeunes gens aux joutes politiques.

Jean-Pierre Stirbois s'attache encore à doter le parti d'un programme digne de ce nom : en effet les dernières publications théoriques sont la réactualisation de *Droite et démocratie économique* publié en 1978 et revu dans l'optique des élections européennes et 1984 et l'ouvrage de Jean-Marie Le Pen *Les Français d'abord*. En prévision des législatives de 1986, Jean-Pierre Stirbois met en place des commissions consultatives (agriculture, commerce et artisanat, commerce extérieur et développement industriel, défense nationale et protection civile, immigration, enseignement etc.) Bruno Gollnisch, en sa qualité de doyen de la faculté de langues de Lyon III et considéré comme « l'intellectuel du Front », est chargé d'harmoniser les travaux. Tout cela donnera naissance à *Pour la France, programme du Front national pour les élections législatives de 1986*. Nous y reviendrons.

Nous avons vu que les premiers succès électoraux du Front avaient attiré un certain nombre de cadres issus de la droite conservatrice. Cependant, un accord est signé entre le RPR et l'UDF en avril 1985 excluant une alliance avec le FN dans un cadre gouvernemental. En effet au sein de nombreux clubs de réflexion de droite créés après le choc de 1981 est posée la question de l'union de la droite sans exclusive. La tentation est donc grande de rejoindre - ou tout au moins de ne pas exclure - le FN.

Revenons sur l'entrée de Bruno Mégret et ses amis politiques afin de mieux cerner l'importance de cette nouvelle famille du FN.

---

<sup>29</sup> Notons cependant que s'il paraît évident que le Front national influence certains syndicats de prison et de

## PREMIERE PARTIE : LES MEGRETISTES DU CLUB DE L'HORLOGE AU FRONT NATIONAL

### Chapitre 3. Le GRECE

Si le terme de « Nouvelle droite » apparaît sous la plume d'un journaliste du *Monde* pendant le fameux « été de la Nouvelle droite » en 1979,<sup>30</sup> la naissance de ce courant remonte à 1968 avec la création de la revue *Nouvelle Ecole*, et du GRECE d'Alain de Benoist en 1969. La Nouvelle droite était alors interprétée comme la figure d'un néo-conservatisme à la française. Le but du GRECE est de substituer à l'hégémonie idéologique et culturelle de la gauche celle de la pensée de droite, rénovée et radicalisée. A l'origine de cette rénovation et de cette radicalisation, on trouve, dès 1962, une équipe venue de la fraction intellectuelle du courant néo-fasciste et de l'activisme de l'Algérie française. Rassemblant autour de Dominique Venner des militants issus du courant Europe-Action ou ayant collaboré à des revues comme *Les Cahiers universitaires ou Défense de l'Occident*, cette équipe s'est attachée à élaborer une nouvelle « culture de droite », capable d'affronter la « problématique dominante », mélange à leurs yeux de culture judéo-chrétienne et d'idéologie marxiste ou marxisante. Cela implique une longue période de réflexion et de maturation pendant laquelle on abandonnera le champ de la politique proprement dite, au profit de ce qu'Alain de Benoist et ses amis appellent la « métapolitique » et qu'ils définissent comme « le domaine des valeurs qui ne relèvent pas du politique, au sens traditionnel de ce terme, mais qui ont une incidence directe sur la constance ou l'absence de consensus social régi par la politique ». Un concept qui, bien qu'emprunté à Antonio Gramsci est formulé en d'autres termes : il ne s'agit même selon Pierre-André Taguieff que d'une lecture tronquée de l'œuvre du philosophe communiste italien car elle est « amputée de sa dimension de classe et retournée en faveur de la stratégie contre-révolutionnaire du GRECE ».<sup>31</sup> Les activités du GRECE consistent donc en un intense travail culturel, basé sur de nombreux débats, conférences, séminaires, colloques et rencontres. Les activités de recherche sont également étendues à des mouvements implantés dans plusieurs

---

policiers, sa pénétration réelle du mouvement ouvrier semble encore pour le moins douteuse.

<sup>30</sup> Après une gestation de près de dix ans, la Nouvelle droite accède à une tribune non négligeable (plus importante que celle de *Valeurs actuelles* du très droitier Raymond Bourguine auquel ils participaient depuis 1974) par le biais d'une collaboration au *Figaro-magazine* fondé en 1978 par un de leur sympathisant, Louis Pauwels. Inquiets de voir cette tentative de réarmement idéologique de la droite et de l'extrême-droite, *Le Monde* mène une véritable campagne de combat, reprise par *Le Nouvel observateur*, *L'Express*, *La Croix* contre le GRECE durant l'été 1979, plus communément appelé "l'été de la nouvelle droite".

<sup>31</sup> TAGUIEFF Pierre-André. *Sur la Nouvelle droite. Jalons d'une analyse critique*, Editions Galilée, Paris, 1994, p.17.

pays d'Europe (Italie, Belgique, Allemagne) mais aussi en Afrique du Sud, aux Etats-Unis et en Amérique latine.

Le GRECE s'appuie sur de nombreuses publications : *Eléments* (bulletin de liaison), *Nouvelle Ecole* (mensuel), *Etudes et recherches* (revue doctrinale) ; mais aussi une maison d'édition, les Editions Copernic (créées en 1978). D'autre part, pour élargir son audience et entreprendre sur des bases sûres la conquête du champ culturel, le noyau dur de la Nouvelle droite a investi un certain nombre d'organes de presse d'envergure que l'on se proposait de convaincre, comme le groupe Bourguine (*Valeurs Actuelles*, *Le spectacle du monde* de 1969 à 1977) ou bien au *Figaro-Magazine* (de 1977 à 1981) grâce à Louis Pauwels (qui n'a pas appartenu au GRECE mais qui partage nombre de ses idées). Tout au long de son existence, le GRECE va chercher à développer un certain nombre de thèmes qui, selon Alain de Benoist, sont à la base même d'une idéologie de droite.

Il est clair que par leur itinéraire politique, par leur refus radical de l'héritage judéo-chrétien et humaniste, par le racisme qui sous-tend leur discours et dont ils se défendent (qu'il s'agisse du racisme biologique, ou d'une version spiritualiste empruntée à Julius Evola, dont l'influence sur les penseurs du GRECE a été considérable), la plupart des représentants de la Nouvelle droite se rattachent sinon directement au fascisme et au national-socialisme, du moins au vaste courant intellectuel qui leur a donné naissance à la charnière du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, ainsi qu'à la révolution conservatrice allemande de l'entre-deux guerres, non pas, « dans sa variante *volkisch* (Sang et Sol), romantique, pessimiste et anti-moderniste, mais dans la version volontariste, optimiste et soucieuse d'intégrer la modernité ». <sup>32</sup> Pourtant, on ne peut s'arrêter à une lecture trop rapide de la Nouvelle droite, sous peine de faire des erreurs d'interprétation regrettables. En effet, il est clair qu'une lecture attentive des idées du GRECE est essentielle pour comprendre le mécanisme de fonctionnement de la Nouvelle droite. Nous proposons ici de regarder les thèmes les plus chers aux grécistes.

Le passage d'un racisme biologique et inégalitaire à un racisme différentialiste est communément vu par les chercheurs comme une de ses spécificités principales. A partir de 1974, le GRECE défend le droit à la différence et l'épanouissement des peuples selon leur génie propre. Il ne s'agit plus de différences raciales mais culturelles. Se basant sur des travaux de nature scientifique, le GRECE mêle différences biologiques et différences

---

<sup>32</sup> MILZA Pierre. *Fascisme français. Passé et présent*, Paris, Flammarion, 1991, p. 393-395.

culturelles. Bien avant de devenir un thème de mobilisation politique, le respect des identités culturelles a été utilisé à des fins racistes selon deux axes :<sup>33</sup>

La notion d'infériorité a été remplacée par celle de différence et la race s'est effacée devant l'ethnie ; le rejet implicite des différences a été masqué par la valorisation positive de ces mêmes différences. Ici, l'apport du GRECE a été fondamental. Au nom d'un « renaissance culturelle », il a élaboré une stratégie de « reconquête des esprits » pour fournir une alternative à la pensée, la mentalité, l'anthropologie « égalitaires ».

Pour Ariane Chebel d'Appollonia, ce contre-projet culturel comprend trois aspects : une philosophie politique de l'inégalité, une apologie de l'enracinement et le recours à la science.

L'idéologie de la Nouvelle droite s'articule tout d'abord autour du principe de l'anti-égalitarisme, fondé à ses yeux par les travaux soigneusement triés d'anthropologues, de généticiens, d'éthologues, d'anthropologues, de psychologues etc. et appliqué à l'histoire et aux sciences de l'homme et de la société. Cela se traduit par la dénonciation de l' « érosion des différences, des personnalités, des identités collectives » et par l'affirmation que « la diversité engendre des inégalités relatives ». En d'autres termes, le principe d'inégalité est inséparable du principe de différence.

Il s'agit alors pour le GRECE de combattre les « idéologies égalitaires niveleuses » qui ne peuvent conduire qu'à une « réduction progressive de l'humanité à un type unique, à un référent unique ». La défense du droit à la différence est ainsi présentée comme étant une lutte anti-totalitaire contre les « monothéismes, y compris sous leur forme laïque » et les « doctrines universalistes » (libéralisme, individualisme égalitaire, universalisme marchand, marxisme, christianisme...). En 1977, Alain de Benoist écrit :

J'appelle ici de droite, par pure *convention*, l'attitude consistant à considérer la *diversité* du monde et, par la suite, les inégalités relatives qui en sont nécessairement le produit, comme un bien, et l'homogénéisation progressive du monde, prônée et réalisée par le discours bimillénaire de l'idéologie égalitaire, comme un mal. (...) C'est à dire qu'à mes yeux, l'ennemi n'est pas la gauche ou le communisme, ou encore la subversion, mais bel et bien cette « idéologie égalitaire » dont les formulations, religieuses ou laïques, métaphysiques et prétendument scientifique n'ont cessé de fleurir depuis deux mille ans, dont les « idées de 1789 » n'ont été qu'une étape, et dont la subversion actuelle et le communisme sont l'inévitable aboutissement.<sup>34</sup>

<sup>33</sup> CHEBEL D'APPOLLONIA Ariane. *Les racismes ordinaires*, Presses de Sciences Politiques, Paris, 1998, p. 73.

<sup>34</sup> DE BENOIST Alain. *Vu de droite*, Paris, Copernic, 1977, p. 16.

Considérant que la démocratie égalitaire, « réductionniste » et « niveleuse », qui s'incarne aujourd'hui dans le libéralisme, la social-démocratie ou le communisme, est le produit « décadent » de deux mille ans de tradition judéo-chrétienne, la Nouvelle droite tend à rejeter comme un tout les « utopies chrétiennes et marxistes » et ceci pour trois raisons.

Tout d'abord parce qu'elles sont censées être contraires aux « intérêts de l'espèce humaine », lesquels valorisent l'agressivité (au sens de pulsion vitale telle qu'elle fut définie par l'ethnologue Konrad Lorenz), la force, la discipline, l'instinct animal de défense et de conquête d'un « espace vital », et condamnent la pitié, les sentiments d'humanité et de justice, les respects des droits de la personne humaine.<sup>35</sup> De plus, même si la Nouvelle droite insiste moins que le philosophe Louis Rougier (considéré comme l'« un des très rares maîtres auxquels la Nouvelle droite doit d'être ce qu'elle est devenue »<sup>36</sup>) sur les origines ethniques de la déviance judéo-chrétienne, il faut néanmoins rappeler la dénonciation faite des « métissages » dont le judéo-christianisme est supposé être le résultat.<sup>37</sup> On peut aussi noter également qu'Alain de Benoist ne renie pas pour autant la démocratie, au contraire. Il affirme ainsi que « la démocratie n'est pas antagoniste de l'idée d'un pouvoir fort, pas plus qu'elle n'est antagoniste de l'idée des notions d'autorité, de sélection et d'élite. »<sup>38</sup>

Ensuite parce que contrairement à ce qu'enseigne la tradition idéologico-religieuse qui va de la Bible à Marx, en passant par la Réforme et la philosophie des Lumières, l'histoire n'a pas un commencement et une fin : elle n'est pas inéluctablement orientée dans le sens d'un progrès indéfini des sociétés humaines, mais obéit à des mouvements cycliques et n'a d'autre sens que celui que lui donnent ceux qui la font.<sup>39</sup> Les grécistes reprochent la linéarité de l'histoire telle qu'elle est définie par le judéo-christianisme et ses « dérivés » (le marxisme ou la philosophie des Lumières par exemple). Alain de Benoist oppose à une structure endémique du récit historique une conception *cyclique* voir *sphérique et nietzschéenne*.

Enfin, parce que l'héritage « judéo-chrétien » est fondé sur une illusion : celui d'un ordre naturel, voulu par un Dieu unique, tout-puissant, organisateur du monde à son image et par conséquent réductionniste.

Non seulement le passage du polythéisme antique au monothéisme judaïque, puis chrétien, engendre l'utopie égalitaire, en ce sens que les hommes sont considérés comme égaux devant Dieu, donc la loi et devant la nature, ce qui pour le GRECE est un non-sens, mais écrit Alain

<sup>35</sup> BERSTEIN S. et MILZA P. *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme*, éditions Complexes, Paris, 1992, p. 124.

<sup>36</sup> VIAL Pierre. « Notre ami Louis Rougier », In *Eléments* n°44, janvier-février 1983, p.28.

<sup>37</sup> En particulier par G. Fournier. « Rome et la Judée », *Nouvelle Ecole*, n°33, Eté 1979, p.25.

<sup>38</sup> DE BENOIST Alain. *Démocratie : le problème*, Paris, GRECE/LE Labyrinthe, 1985, p. 82.

<sup>39</sup> *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme*, p. 125.

de Benoist, « l'idée d'un Dieu unique implique celle d'une vérité unique, *absolue*. » Elle est donc porteuse des germes du totalitarisme. Ainsi, récupérant habilement l'idée d'un droit à la différence revendiqué par la gauche post soixante-huitarde, le GRECE rejette la présomption de totalitarisme sur tous les monothéismes et sur les forces laïcisées du monde moderne, toutes étant issues de la même matrice et aboutissant à un nivellement identique. De plus, avec l'argument que le monothéisme du judéo-christianisme implique le totalitarisme, la Nouvelle droite peut se défendre contre toute accusation sur ses éventuelles inclinaisons racistes et totalitaristes.<sup>40</sup> C'est d'ailleurs ce rattachement (et l'approfondissement de la critique du judéo-christianisme) qui distingue le GRECE de la droite radicale des années 1960 et 1970.

L'enracinement permet à l'individu de « s'identifier au sein du groupe, c'est à dire puisqu'il est à la fois semblable et unique, de déterminer sa place et sa personnalité ». <sup>41</sup> Ce n'est possible que dans une société holistique, d'où la nécessité de « balayer les abstractions qui recouvrent la diversité et la richesse de la France. Il faut partir à la recherche de l'homme réel, [...] des grands courants ethnographiques qui unissent de façon charnelle la France à l'Europe ». <sup>42</sup> Le GRECE fait alors référence au paganisme et à l'héritage indo-européen. En effet, si la droite est rattachée à la religion chrétienne, les théoriciens de la Nouvelle droite lui préfèrent un renouveau païen. Le GRECE refuse de s'arc-bouter sur la tradition chrétienne de la pensée contre-révolutionnaire classique et préfère s'inspirer de l'idéologie païenne. C'est surtout de l'héritage indo-européen qu'il s'agit ici. Il est tout d'abord un principe fédérateur car il renoue avec une histoire et un passé commun. Cela se traduit par des activités célébrant les solstices des dieux nordiques.

Mais la finalité de ces activités est surtout de rappeler la *tripartition socio-fonctionnelle* propre aux sociétés indo-européennes. C'est pourquoi le GRECE s'appuie sur les travaux de Georges Dumézil dont le système tri-fonctionnaliste est l'idéal des valeurs et des fonctions.

« Il est le principe européen par excellence, (...) postulait la prééminence du souverain et du prêtre sur le guerrier, et celle du guerrier sur le producteur-consommateur. Ou si l'on préfère de l'âme et de l'esprit sur le cœur, et du cœur sur le ventre - du spirituel sur le corporel et du corporel sur l'économique » écrit Alain de Benoist. « Il faut d'abord retrouver l'Europe ». Ce mythe tri-fonctionnaliste est en effet mobilisateur et nécessaire à la reconstruction de l'Europe. Alain de Benoist dénonce « l'inversion récente de la hiérarchie traditionnelle des

---

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> DE BENOIST Alain. « Réflexions sur l'enracinement » In *Qu'est-ce que l'enracinement ?*, GRECE, 1972, p. 60.

trois fonctions : c'est désormais la fonction économique qui occupe la première place et qui, à ce titre, façonne les mentalités, suscite les besoins et détermine les préoccupations. D'où un déséquilibre profond, insupportable au sens propre ». <sup>43</sup>

De là découle l'éthique du GRECE, fondée sur la disparition des frontières entre l'humain et le divin, ainsi que son projet d'organisation sociale. Pas de morale absolue, universelle, valable pour tous, pour tous les temps et dans tous les pays ( donc pas de Droits de l'Homme au sens humaniste et « judéo-chrétien » du terme) mais une éthique dans le cadre de laquelle l'individu, dégagé de la notion paralysante de péché, aura pour fin supérieure de se dépasser, frayant ainsi les voies de la « surhumanité », le *surhomme* n'étant rien d'autre que celui qui se met en situation « héroïque de se dépasser lui-même, en fondant un nouveau *type* selon les normes qui sont les siennes ». Il en résultera l'émergence d'une nouvelle aristocratie à qui il appartiendra de dominer le nouvel Empire. La future société sera (...) à l'image de la nature aussi bien que de la « culture » qui a lointainement façonné l'Europe. Les vertus du guerrier sublimées en « éthique de l'honneur » animent les propos des grécistes. Ils souhaitent une Europe respectueuse des principes de hiérarchie et d'autorité, sans être totalitaire et raciste, mais se gardant de tout métissage.

La Nouvelle droite substitue au nationalisme traditionnel de l'extrême droite un nationalisme européen et non « occidental », car d'une part l'Amérique marchande, cosmopolite, libérale et « biblique » ne fait pas partie de l'héritage, et d'autre part les frontières de l'Empire à construire ne s'arrêtent pas au rideau de fer. Ce sera une Europe « gaullienne », en ce sens qu'elle ira « de l'Atlantique à l'Oural » et sera bâtie autour de l'axe franco-allemand. Elle ne sera pas totalitaire mais aura à sa tête un Etat fort qui n'interviendra hors du champ politique que pour faciliter l'épanouissement d'une « économie organique ». Elle sera tiers-mondiste, anticolonialiste et antiraciste, tout en affirmant sa volonté de se préserver des « métissages ». <sup>44</sup>

Il est fréquent de rencontrer certaines analogies entre le discours néo-droitier et le national-socialisme. Mais si les éléments sont légion, il faut cependant noter qu'ils s'appliquent plus à l'esprit qu'à la doctrine fasciste. De même, la Nouvelle droite préfère chercher ses références auprès des intellectuels fascistes (Evola, Brasillach, Drieu la Rochelle, Montherlant) plutôt que chez les guides italiens ou allemands. La Nouvelle droite rejetant tout totalitarisme, elle

---

<sup>42</sup> VALLA Jean-Claude. *Qu'est-ce que l'enracinement ?*, GRECE, 1972, p. 32.

<sup>43</sup> DE BENOIST Alain. *Fondements d'une attitude nominaliste devant la vie*, Nouvelle Ecole, n°33, Été 1979, p. 306-308.

<sup>44</sup> *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme*, p. 102.

ne peut retenir du fascisme que son aspect autoritaire, son éthique guerrière, son idéal de la communauté organique. Cependant, comme le remarque Pierre Milza,

l'euphémisation du discours faisant partie, depuis le début, de la stratégie adoptée par les fondateurs du GRECE, il importe de considérer avec beaucoup de prudence leurs professions de foi « antiraciste » et la façon dont ils opposent le respect du « droit à la différence » à ceux qui prônent le métissage des races et l'assimilation réductrice. Les conclusions qu'ils n'hésitent pas à tirer parfois de l'éloge de la différence laissent en effet songeur. Ils dénoncent par exemple discrètement les « mélanges raciaux », ils font une apologie plus appuyée du « développement séparé », c'est à dire de l'*apartheid*, prônent le « retour au pays » pour les immigrés, etc. Surtout, s'il n'est jamais dit de manière explicite, sauf par quelques disciples imprudents ou maladroits, que les Indo-européens (c'est à dire les « blancs ») constituent une race « supérieure », et que par conséquent il existe des races « inférieures », l'usage hyperbolique qui est fait de nos « ancêtres aryens », porteurs de toutes les vertus vitalistes et inventeurs d'un système d'organisation conforme à la « nature », ainsi que du génie de leurs « descendants », en dit long sur la conception du monde et de l'histoire qui en résulte.<sup>45</sup>

En pénétrant les rouages de l'Etat et les structures dirigeantes des grands partis conservateurs, les anciens cadres de la Nouvelle droite ont fortement tempéré leurs ardeurs antidémocratiques et se sont souvent laissé absorber par un néo-libéralisme que quelques-uns d'entre eux auraient souhaité tout juste un peu plus musclé. Ennemis du principe du libéralisme d'inspiration nord-américaine, ils ont eu beaucoup de mal à attirer dans cette voie les larges secteurs de la droite française qui ont penché pendant plusieurs années, vers le « reaganisme ». Du coup la presse Hersant - un temps relais des idées de la Nouvelle droite - a pris ses distances à l'égard du GRECE, peu à peu ramené à son isolement originel et coupé d'une intelligentsia qui lui préfère des lieux de réflexion moins suspects d'arrière-pensées douteuses. Depuis 1983, les publications du GRECE ont perdu une bonne partie de leurs lecteurs, tandis que certains de ses adhérents rejoignaient Le Pen, lequel a pris à son compte, sur un registre souvent moins feutré, nombre de thèmes mis à la mode il y a dix ans par de Benoist et ses amis.

---

<sup>45</sup> *Ibid.* p. 103.

## Chapitre 4. Le Club de l'Horloge

Au début de son existence, le club de pensée se distingue par son élitisme et par un discours très proche de celui du GRECE, ce qui lui vaut d'être parfois classé dans la mouvance Nouvelle droite. Créé en 1974 par Yvan Blot, Jean-Yves Le Gallou (deux anciens membres du GRECE) et Henry de Lesquen, le Club de l'Horloge a d'abord pour but de faire passer dans la droite classique les idées du GRECE. Cette initiative s'accomplit alors en bonne intelligence avec Alain de Benoist qui voit dans ces alliances une opportunité d'étendre son combat culturel dans une perspective gramsciste. Il convient de s'attarder sur cette référence à Antonio Gramsci (1891-1937) qui fut l'un des fondateurs du Parti communiste italien avec Palmiro Togliatti et dont il prit la direction en 1923. Emprisonné en 1926 par le régime fasciste de Mussolini, il met à profit ses années de captivité pour rédiger ses *Cahiers de prison*. C'est à ce moment là que la pensée de Gramsci atteint sa maturité et qu'il développe sa thèse sur le pouvoir culturel. Selon lui, la famille, l'école, l'Eglise, les partis, les professions, l'institution scientifique, universitaire, artistique, les moyens de communication de masse constituent une forme de domination de masse. Il explique en quoi la notion d'hégémonie est indispensable à tout processus de conquête du pouvoir. Dans sa pensée, les intellectuels jouent un rôle déterminant dans la constitution et le maintien de cette hégémonie. C'est ainsi qu'il théorise la fonction de l'intellectuel et la notion de métapolitique, c'est-à-dire que la conquête du pouvoir politique passe d'abord par la conquête de l'hégémonie culturelle.<sup>46</sup> Par la suite Alain de Benoist précisera sa pensée, déclarant vouloir faire ce qu'il appelle un « gramscisme de droite », c'est à dire développer une contre-culture de droite<sup>47</sup>. Néanmoins, il faut préciser que le rapport du GRECE à la pensée d'Antonio Gramsci se limite à un mot d'ordre, à une méthode qui – selon Alain de Benoist – peut être mise en œuvre par n'importe quelle idéologie. Or, la pensée du Gramsci est étroitement liée au marxisme lui-même.

Cependant, pour les horlogers, il convient de prendre le pouvoir politique pour changer la culture et non l'inverse. Alors que le GRECE prétend par le combat culturel renverser l'ordre de valeurs dominant pour lui en substituer un autre, le Club de l'Horloge prétend pénétrer les lieux de pouvoir jusqu'à leur sommet et, une fois établi dans la place, exercer sa domination intellectuelle sur les hommes du pouvoir. Comme le GRECE, le Club de l'Horloge croît nécessaire la conquête de l'hégémonie culturelle comme préalable indispensable à la conquête

<sup>46</sup> GRAMSCI Antonio. *Lettres de la Prison*, traduit de l'italien par Jean Noaro, 1953. Version électronique dans le cadre de la collection "Les classiques des sciences sociales", Université du Québec, Chicoutimi.

<sup>47</sup> Alain de Benoist utilise l'expression « gramscisme de droite » à la fin des années 1970 dans ses ouvrages *Vu de droite*, Editions Copernic, 1977 et *Les idées à l'endroit*, Editions Libre Hallier, 1979.

et à l'exercice du pouvoir politique. Il se réfère donc également à la tradition gramscienne, ainsi qu'il l'annonce en 1977 :

La suprématie d'un groupe social se manifeste de deux manières : comme domination et comme direction intellectuelle et morale. Un groupe social est dominant des groupes adversaires qu'il tend à liquider ou à soumettre par la force armée, et il est dirigeant des groupes voisins ou alliés. Un groupe social peut et doit être dirigeant déjà avant de conquérir le pouvoir gouvernemental. C'est là une question principale pour la conquête même du pouvoir ; après, quand il exerce le pouvoir, et même s'il le tient avec force de son poing, il devient dominant mais doit continuer à être dirigeant.<sup>48</sup>

Néanmoins, de la différence de posture entre le GRECE et le Club de l'Horloge concernant la primauté de la culture découlent des choix méthodologiques fort différents dans les faits. La logique de la métapolitique du GRECE poussée à son terme a conduit ce dernier à nourrir à l'égard de la société politique beaucoup de méfiance.<sup>49</sup> Le Club de l'Horloge, lui, ne veut pas faire de même et les horlogers vont se retrouver en contact étroit avec les formations politiques de la droite gouvernementale. Ils se proposent d'être le laboratoire idéologique de la droite française. Ils entendent prendre en charge le réarmement d'abord argumentatif, plus tard programmatique de la droite afin de la radicaliser.<sup>50</sup> On peut même alors parler d'entrisme - dont les grécistes ont toujours encouragé la pratique - les membres du Club de l'Horloge intégrant peu à peu les états-majors des partis de droite avec l'objectif de changer leur corpus idéologique. A partir de 1981, le Club de l'Horloge évolue rapidement d'un club théorisant a posteriori une politique, en un cercle de propositions idéologiques pour la reconquête du pouvoir.

Henry de Lesquen, président du Club de l'Horloge, tient souvent à rappeler que

Le Club de l'Horloge n'appartient pas à la Nouvelle Droite. Il n'a jamais utilisé cette étiquette, ni accepté qu'on la lui appliquât. Ses positions sont très différentes de celle de la Nouvelle droite sur bien des points, et notamment sur la religion, la nation et le libéralisme. J'ajoute que le Club de l'Horloge n'appartient pas non plus à l'extrême droite. Attachés aux principes démocratiques et universalistes de la nation et de la république, nous condamnons l'extrémisme sous toutes ses formes.<sup>51</sup>

Le Club de l'Horloge et le GRECE conservent cependant un socle commun, constitué par la dimension métapolitique, l'anti-égalitarisme, la biologie, l'élitisme, l'apologie des différences

<sup>48</sup> Jean-Yves Le Gallou et le Club de l'Horloge. *Les Racines du futur, Demain la France*, Albatros, 1977. p. 28.

<sup>49</sup> Notamment après les élections présidentielles de 1974 où la droite est accusée par certains grécistes d'avoir détourné leurs idées.

<sup>50</sup> CAMBADELIS Jean-Christophe et OSMOND Eric, *La France blafarde, une histoire politique de l'extrême droite*, Plon, Paris, 1998, p. 191.

et le rejet des métissages. Mais là encore, si par certains aspects le Club de l'Horloge se rapproche de sa « maison-mère », il est souvent en opposition avec elle sur des questions fondamentales, à partir de 1977 mais surtout en 1979, année de l'« été de la Nouvelle droite ». En effet, le Club de l'Horloge renonce au paganisme du GRECE et préfère se référer à l'héritage chrétien. Il reconnaît donc le catholicisme comme forme religieuse traditionnelle de la France. La religion catholique est invoquée comme source de légitimité politique. La morale chrétienne est respectée. Comme le remarquent Eric Osmond et Jean-Christophe Cambadélis, les horlogers se font ainsi les « héritiers de ce que l'on peut appeler le cynisme maurrassien en matière religieuse ».<sup>52</sup> Le GRECE, quant à lui, a toujours prêché pour la religion païenne, religion des peuples d'Europe. Le Club de l'Horloge n'a d'ailleurs pas la même vision de l'Europe que le GRECE : à la perspective d'une Europe impériale chère à Alain de Benoist, les horlogers préfèrent une « Europe des nations », dominée par une conception de la nation comme le produit d'une évolution historique organique.

En 1977 le Club de l'Horloge publie *Les racines du futur. Demain la France*. La publication de cet ouvrage marque un moment très important dans la vie du Club de l'Horloge. Le thème central concerne les conditions de la survie de la nation. Les horlogers exposent les menaces qui planent sur la France, comme le déclin démographique et la dévalorisation de la famille, la montée de la violence sociale face à la destruction de l'institution judiciaire, le gâchis scolaire auquel conduit l'idéologie égalitaire et l'enlisement de l'économie dans la crise dont les véritables responsables sont l'emprise de l'Etat et le fiscalisme.

Afin de lutter contre ces menaces, il convient d'appliquer la reconnaissance du rôle d'arbitre souverain de l'Etat, de réconcilier l'armée et la nation, et de libérer l'initiative individuelle. Il s'agit donc de réorienter l'action de l'Etat vers ses fonctions de souveraineté et de sécurité et d'alléger son poids économique. On peut noter que le Club de l'Horloge calque ici le modèle trifonctionnel des sociétés indo-européennes où les fonctions spirituelle et de défense prévalent sur la fonction de production économique. Dans cet ouvrage de référence, le Club de l'Horloge esquisse une troisième voie, aussi éloignée des valeurs d'une société marchande que du marxisme totalitaire.

Cependant, au fur et à mesure que le GRECE durcit sa position envers les Etats-Unis et le capitalisme sauvage, le Club de l'Horloge se distingue en louant l'anticommunisme, le

---

<sup>51</sup> Henry de Lesquen et le Club de l'Horloge, *La politique du vivant*, Albin Michel, Paris, 1979, p. 14.

<sup>52</sup> *La France blafarde, une histoire politique de l'extrême droite*, p. 191.

capitalisme et le puritanisme des Etats-Unis, en critiquant toutefois la décadence morale et la sous-culture américaine. Dans *Les Racines du futur : demain la France*, le Club de l'Horloge prône un national-libéralisme, plus inspiré du colbertisme et de la synarchie que du grécisme pur et dur.

Une autre différence essentielle avec le GRECE concerne l'aspect républicain que revendique le Club de l'Horloge. En effet, le Club (et surtout ses trois principaux animateurs, Yvan Blot, Jean-Yves Le Gallou et Bruno Mégret) a « choisi de présenter [son] projet sous les auspices de la République » puisque « les valeurs républicaines sont très largement majoritaires ». <sup>53</sup> Tout comme pour le catholicisme, le Club de l'Horloge considère que le républicanisme fait partie intégrante de l'histoire de la France. Cependant, il est nécessaire de remarquer la définition des valeurs républicaines donnée par le Club de l'Horloge :

La doctrine républicaine comprend une théorie de la nation, reposant sur une philosophie des origines, une théorie du citoyen, fondée sur le principe de la responsabilité individuelle, et une théorie des pouvoirs, qui suppose la distinction des grandes fonctions sociales et de souveraineté, de défense et de production. <sup>54</sup>

Là encore, faisant référence au lointain passé de l'Europe, le Club de l'Horloge se réfère aux sociétés indo-européennes et à leur organisation :

Pour préserver la liberté des citoyens et la primauté de la loi, pour défendre la sécurité intérieure de la nation, pour créer les conditions de la prospérité, il faut distinguer et hiérarchiser les fonctions de souveraineté, de défense et de production. Cette théorie des pouvoirs dont s'inspire l'idéal républicain puise sa source dans le plus lointain passé du monde européen. <sup>55</sup>

En ce qui concerne la « Nation », le Club de l'Horloge soutient

qu'elle est le mythe primordial de la République française. Pour les révolutionnaires, le pacte fondateur des origines avait été obscurci par le jeu des factions. La Révolution ce fut donc le combat du peuple souverain contre les factions, les retrouvailles des Français avec leur nation, une remontée aux racines mêmes de leur histoire. (...) l'appartenance à une même patrie, forgée par les épreuves de l'histoire, enracinée dans une culture, crée un sentiment de fraternité entre tous ceux qui ont une naissance commune et se reconnaissent donc fils de la même nation. La nation est indissociable de la mémoire, enrichie d'apports successifs : la mémoire biologique, transmise par la lignée familiale ; la mémoire

<sup>53</sup> BLOT Yvan, 'Pour une stratégie républicaine', In *Le Club de l'Horloge, Echecs et injustices du socialisme*, Paris, 1982, p. 151.

<sup>54</sup> LEROY Michel, « Projet républicain pour l'opposition », *Lettre d'information du Club de l'Horloge*, n° 8.

<sup>55</sup> *Ibid.*

culturelle transmise par l'éducation. Cette double mémoire constitue l'identité nationale, à la fois matérielle et spirituelle.<sup>56</sup>

On remarquera l'absence de la notion de contrat social et de pacte citoyen. Le citoyen est sacrifié au profit de l'individu, le Club de l'Horloge considérant que seules la liberté et l'égalité définissent le citoyen. L'individu assisté par l'Etat-providence n'est que la caricature du citoyen, l'égalitarisme socialiste n'étant qu'une contrefaçon de l'égalité républicaine. Le Club de l'Horloge estime qu'en privilégiant les droits collectifs par rapport aux droits individuels et en insistant sur l'appartenance de classe, l'idéologie socialiste reconstitue à sa manière les ordres et les privilèges que la Révolution a détruits. Il faut retenir à travers cette démonstration la dénonciation du socialisme, idéologie que combat ardemment le Club de l'Horloge, mais aussi le projet de sacrifier l'égalité à la liberté et le citoyen à l'individu, idées qui correspondent plus à l'ultra-libéralisme dont se réclame le Club de l'Horloge.

En 1979, le Club de l'Horloge publie un autre ouvrage important, *La politique du vivant*.<sup>57</sup> Le Club déclare que « l'homme est doué d'un potentiel d'énergie, qui lui donnent les moyens de sa liberté. Mais il a un besoin vital des disciplines culturelles établies par sa communauté d'appartenance, pour se forger une volonté d'homme libre, capable d'intégrer la multitude chaotique des instincts concurrents en un tout cohérent : l'homme par nature est un être de culture ». <sup>58</sup> Puis, au cours des années 80 et 90, le Club de l'Horloge va produire un certain nombre d'ouvrages, parmi lesquels *La préférence nationale, réponse à l'immigration* de Jean-Yves Le Gallou.<sup>59</sup> L'auteur détaille les trois vagues d'immigration européenne, maghrébine et planétaire qui ont touché la France et énonce les différentes menaces que cette immigration fait peser sur l'identité française. Il insiste particulièrement sur « le choc de l'Islam » et l'incompatibilité de l'Islam et de l'Occident. Se référant au concept d'identité, il regrette le « double déracinement, celui des immigrés mais aussi des Français » qu'entraîne l'immigration. Ainsi, il s'oppose fermement à toute société multiculturelle, qui ne peut être qu'une « sous-culture ». La préférence nationale passe alors par une réforme du Code de la nationalité mais aussi par une modification de la Constitution afin de donner la priorité aux français dits « de souche » en matière d'emploi. De plus, le Club de l'Horloge entend appliquer la préférence nationale à d'autres thèmes comme la famille, l'éducation ou la culture.

---

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> *Ibid.*

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> J-Y Le Gallou et le Club de l'Horloge, *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, Albin Michel, 1985.

Après l'élection de François Mitterrand en 1981, le Club de l'Horloge se pose de plus en plus en « force d'opposition au socialisme » qu'ils jugent « contraire aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de souveraineté nationale ». <sup>60</sup> Dans *Echecs et injustices du socialisme*, le Club de l'Horloge dénonce les injustices engendrées par le socialisme, injustices résidant dans « l'inefficacité économique, la création de féodalités et le discrédit jeté sur des catégories entières de Français ». <sup>61</sup> Dans les années 90, le Club de l'Horloge développe son anti-cosmopolitisme, déclarant que le mondialisme n'est que la dernière évolution de l'idéologie socialiste.

Le Club de l'Horloge propose donc un « projet politique » qu'il définit ainsi : « il doit s'inspirer d'une stratégie fondée sur le choix d'un terrain précis et la perception claire de l'adversaire ; il doit mobiliser une large partie des Français en affirmant des valeurs fondamentales, enracinées dans l'histoire de la Nation ». <sup>62</sup> Cette stratégie dite de « rassemblement, vise à regrouper une majorité de Français autour de valeurs inexpugnables, d'où l'on pourra attaquer l'adversaire, en démontrant que son idéologie et son action contredisent ses valeurs ». <sup>63</sup>

Puis en juillet 1979 le Club dépose les statuts d'une nouvelle association, les Nouveaux Républicains, avec sa tête Bruno Mégret et Yvan Blot comme secrétaire général.

Le but est d'approfondir la tradition républicaine issue de la Révolution française et notamment les valeurs de la nation, de liberté et de dignité de l'homme à la lumière des apports récents des sciences humaines et des sciences sociales. <sup>64</sup>

Puis en janvier 1982 apparaissent les CAR (comités d'action républicaines), prolongement militant du Club et dont le but est d'opérer un rapprochement avec les partis de droite. De plus, le Club de l'Horloge noue des relations avec le FN comme en témoigne l'invitation de Jean-Pierre Stirbois à un colloque consacré à l'immigration en mars 1985. <sup>65</sup>

---

<sup>60</sup> A partir de 1981, réponse que donne le Club de l'Horloge à la question « Qu'est ce que le Club de l'Horloge ? » à la fin de chacun de ses ouvrages.

<sup>61</sup> *Echecs et injustices du socialisme, suivi d'un projet républicain pour l'opposition*, p. 41.

<sup>62</sup> LEROY Michel, « Projet républicain pour l'opposition », *Lettre d'information du Club de l'Horloge*, n° 8.

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> Cité par CHOMBART DE LAUWE Marie-José, *Vieilles traditions extrémistes et droites nouvelles*, Vigilance, Ligue des Droits de l'Homme, Paris, 1986, p.11.

<sup>65</sup> *Ibid.* p.12.

## Chapitre 5. Les CAR : Bruno Mégret entre le Club de l'Horloge et le FN

Né en 1949, Bruno Mégret, polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées, entre au Club de l'Horloge en 1975, entraîné par Yvan Blot. Il devient rapidement une pièce maîtresse du Club et cosigne le livre fondateur, *Les racines du futur*. Par la suite, il rencontre Jean-Yves Le Gallou et surtout Jean-Claude Bardet qui l'initie aux théories du GRECE. Bruno Mégret découvre ainsi les œuvres de l'Allemand Carl Schmitt et son disciple Julien Freund. Puis, fidèle à la stratégie d'entrisme prônée par le Club de l'Horloge, il rejoint le RPR en 1979, puis entre au cabinet de Robert Galley, ministre de la Coopération du gouvernement de Raymond Barre. Son ambition le pousse à demander l'obtention d'une circonscription pour les élections législatives anticipées de 1981. Il affronte Michel Rocard à Conflans-Sainte-Honorine et pousse le dirigeant socialiste à un deuxième tour. Malgré un score de 40%, Bruno Mégret n'obtient pas la reconnaissance espérée de son parti. Plutôt que de rester anonyme au RPR, il décide de quitter le parti gaulliste. En effet, Bruno Mégret a en tête un nouveau parti politique. Il décide de lancer les Comités d'Action Républicaine en compagnie de son fidèle mentor, Jean-Claude Bardet, qui se présente sous le pseudonyme de «Jean-Claude d'Appremont». Bruno Mégret définit ainsi les Comités d'Action Républicaine :

Créés en janvier 1982, les CAR sont l'expression d'un nouveau courant politique au sein de l'opposition. Ni parti, ni Club, ils regroupent en comités de citoyens des hommes neufs qui veulent mener face au socialisme un combat désintéressé, constructif et non partisan.

Leur ambition est d'être au sein de l'opposition un ferment du renouveau. Indépendants de toute organisation, ils entendent se constituer en force politique pour déraciner le marxisme de la société française et faire triompher un nouveau projet aussi éloigné du socialisme rampant d'hier que du socialisme officiel d'aujourd'hui.<sup>66</sup>

Présent au début de l'aventure des CAR (avant de les abandonner rapidement) Yvan Blot, témoigne :

L'entrisme au sein du RPR s'était soldé par un échec complet pour Mégret et moi. Avec la défaite, les états-majors du RPR et de l'UDF étaient décrédibilisés et sérieusement remis en cause. L'arrivée de la gauche au pouvoir avait provoqué un choc psychologique très fort dans l'électorat de droite. Bref, le moment nous semblait propice pour créer un mouvement en marge des partis traditionnels.<sup>67</sup>

<sup>66</sup> *La France blafarde, une histoire politique de l'extrême droite*, p. 142.

<sup>67</sup> *Ibid.*

Contrairement au Club de l'Horloge, les CAR se veulent davantage tournés vers l'action que la réflexion. Signe d'une volonté de ne rien laisser au hasard, les CAR se dotent d'un emblème, une feuille de chêne, « symbole d'enracinement », qui n'est pas sans rappeler celui que choisira Bruno Mégret en 1999 lors de la création du MNR.

Insistant sur l'aspect « républicain », la charte des comités à laquelle souscrivent ses membres se décline en six points : la liberté, l'égalité, la fraternité, le citoyen, l'économie et la nation. Derrière un républicanisme reformulé qui sert de paravent, on voit bien comment la thématique horlogère peut se décliner dans ces six points, avec réflexion particulière accordée à la dénonciation et à la lutte active contre la domination marxiste ainsi qu'à l'étatisation sans cesse croissante qui en découle directement. Les slogans des CAR illustrent parfaitement les préoccupations majeures de Bruno Mégret et de ses amis : « Face au socialisme, prenons l'initiative » ; « CAR : construire face au socialisme ».

Mais les CAR se fixent un triple objectif : Il s'agit bien sûr de démasquer le socialisme mais aussi de créer des contre-pouvoirs et de promouvoir le renouveau de la France. Pour les atteindre, les comités entendent mener des actions à l'échelon national, local et catégoriel. Au plan national, les comités lancent tous les trimestres une campagne nationale d'argumentaires sur un sujet choisi, qui donne le plus souvent lieu à l'élaboration et à la diffusion d'un document extrêmement pédagogique d'une cinquantaine de pages comprenant fiche technique, résumé, notes de lecture, questions et réponses. Si ces documents sont au fond la reprise à l'identique du discours du Club de l'Horloge, on peut aussi remarquer que la forme fait penser aux documents produits par Georges Albertini et son centre de documentation politique et social en action au cours des années 50 et 60.<sup>68</sup>

Des comités locaux se structurent pour influencer sur les élus de droite en leur proposant d'abord leur aide. Est mis en place le 'Centre d'aide et de réflexion des élus locaux', chargé d'analyser les situations locales, de proposer des argumentaires et des dossiers de travail. Enfin, dans le domaine catégoriel, se créent une multitude de structures telles que les CAR étudiants, les CAR enseignement, les CAR travail, les CAR entreprises, les CAR élus, tous chargés de créer, partout dans la société des contre-pouvoirs à l'« hégémonie marxiste. » Les CAR

---

<sup>68</sup> L'Institut d'histoire sociale (IHS) a été créé en 1949 par Georges Albertini et Boris Souvarine. Son objectif était de combattre le communisme en France et il fut soutenu par la CIA. En effet, pour mener leur croisade, les Américains firent appel à d'anciens collaborateurs de haut niveau qui avaient fait pendant la guerre la preuve de leur efficacité contre le communisme. Georges Albertini avait été le secrétaire général du RNP et le bras droit de Marcel Déat. L'IHS donna naissance à une nébuleuse d'organisations et de publications déclinant l'anticommunisme pour des publics divers.

mènent notamment le combat contre les manuels d'histoire « socialo-communistes » qui « pervertissent la jeunesse de France ». Les CAR entreprennent également des actions spectaculaires afin d'attirer l'attention de l'opinion : le 16 mars 1986, des militants déguisés en zèbres envahirent les jardins du Palais Royal pour dénoncer la « décadence » des colonnes de Buren.

Animé d'un souci constant d'élargissement, les CAR lancent bientôt la Confédération des associations républicaines (CODAR), regroupant les associations les plus résolument opposées à la gauche, et qui organisera des états généraux de l'opposition. Ce sont ainsi cent vingt Comités d'Action Républicaine qui voient le jour et qui revendiquent cinq mille militants.

Malgré une organisation impressionnante, les premiers résultats rencontrés par les CAR sont décevants : Bruno Mégret entend présenter sa liste pour les élections européennes de 1984 mais c'est un échec alors que Jean-Marie Le Pen réalise quant à lui plus de 10%.

Une note signée de la main de Jean-Claude d'Appremont (Jean-Claude Bardet) circule dans les comités et insiste sur la rivalité entre les CAR et le FN :

La liste Le Pen ne rassemble que des mécontentements (...) et caricature les thèmes de l'opposition. La liste Le Pen mobilise les Français dans une impasse. Se caractérisant par un activisme passionnel à court terme, sans projet véritable, servant d'exutoire au mécontentement que suscite la politique des socialistes et la passivité de l'opposition institutionnelle, le courant suscité par Jean-Marie Le Pen retombera aussi vite qu'il a grandi dès que les conditions de son développement auront disparu. Rien de tangible et de solide ne saurait en découler. En ce sens, il ne peut que déboucher sur une impasse et rester éternellement marginal (...) A long terme, on peut douter de son succès qui est le résultat d'une démarche plus négative que positive et repose sur une accumulation de mécontentements plutôt que sur une adhésion profonde.

« Peu constructif », le discours d'extrême droite est même accusé d'être produit par des hommes « issus de l'extrême droite la plus réactionnaire et la plus rétrograde » dont « les obsessions souvent caricaturales » vont « heurter les nouveaux venus ». Fustigeant « le ton souvent violent et vindicatif » du FN et « sa structure pyramidale » avec « à la base des militants aux ordres et au sommet un chef d'autant plus omniprésent que sans lui le mouvement n'existerait plus », Bardet donne l'ordre aux responsables des CAR de ne

« s'associer en aucun cas à des manifestations organisées par le FN qui donneraient l'impression de se placer sous tutelle ». <sup>69</sup>

Cependant, les CAR militent pour le regroupement des associations et clubs de droite et d'extrême droite. 25 comités se retrouvent en 1984 au sein de la CODAR qui se veut une force autonome, à côté des partis de la droite classique. Au deuxième congrès de la CODAR, en 1985, Bruno Mégret annonce son ralliement au Rassemblement national qui réunit le FN aux troupes venues du CNI, d'associations et de clubs. Enfin, le 14 décembre 1985 les CAR signe une convention avec le FN concernant la campagne menée contre les manuels scolaires.

70

Aux résultats médiocres aux élections cantonales de 1985 où les CAR réalisent moins de 2% s'ajoutent des problèmes financiers. Les troupes de Mégret se tournent alors progressivement vers le FN. Ainsi Jean-Yves Le Gallou qui, à la suite d'une querelle au sein du Club de l'Horloge entre libéraux et partisans du FN à l'automne 84, rejoint politiquement le courant national en 1985, sans quitter pour autant le Club de l'Horloge.

Dans un entretien au journal *La Croix* Bruno Mégret présente ses thèmes de campagne :

La classe politique se contente de gérer le déclin. (...) Et nous affirmons qu'à la base de ce déclin il y a une crise d'identité des Français. C'est pourquoi il faut lutter contre l'immigration et la dénatalité. <sup>71</sup>

Pendant l'été 1985, Bruno Mégret se résout à prendre contact avec Jean-Marie Le Pen. Le FN manque alors de cadres et le président du FN recrute un grand nombre de personnes munies de bagages intellectuel et technocratique. En novembre 1985 Bruno Mégret entre finalement au FN. Dans son livre *La Flamme* le polytechnicien revient sur ses motivations de l'époque :

Si j'étais resté au RPR, j'aurais été élu député-maire de Poissy, puisque tel était le sort de celui qui m'y a succédé. Peut-être aurais-je occupé un strapontin ministériel. J'aurais ainsi goûté aux délices frelatés des privilèges de l'établissement. Mais en échange de quels renoncements, de quelles compromissions, ou même de soumission à un lâche conformisme ? Au Front national, je suis un homme libre, je suis libre de mes convictions et de mes actes. Et je me sens à la pointe de l'une des grandes aventures politiques de notre époque. <sup>72</sup>

<sup>69</sup> DELY Renaud, *Histoire secrète du Front National*, Grasset, Paris, 1999, p. 41:

<sup>70</sup> *Vieilles traditions extrémistes et droites nouvelles*, p. 109.

<sup>71</sup> *La Croix*, 31 juillet 1987.

<sup>72</sup> *La flamme*, p. 12.

Notons que les CAR ne disparaissent pas avec l'entrée de Bruno Mégret au FN : bien que les comités ne se soient pas signalés ni par une activité débordante ni par un succès médiatique, ils n'en conservent pas moins un statut légal malgré leur mise en sommeil. Les CAR organisent de temps en temps des colloques comme celui auquel assistait Jean-Marie Le Pen le 13 septembre 1992 sur le thème « Maastricht, la souveraineté ne se partage pas ». <sup>73</sup> Bruno Mégret les réactivera même au moment de la création de son propre parti, le Mouvement national républicain en 1999.

Il convient enfin de souligner le rôle important joué par Jean-Marie Le Pen en ce qui concerne la position de Bruno Mégret au FN. En effet, Le Pen considère que les succès personnels de Jean-Pierre Stirbois peuvent constituer une menace pour sa présidence. Afin de garantir une certaine tranquillité personnelle et de freiner l'ascension de Stirbois, Le Pen nomme vice-président du parti Yvon Briant, numéro deux du CNI, membre actif du Club de l'Horloge, élu député sur les listes du FN. Mais une brouille entre Le Pen et Yvon Briant, <sup>74</sup> mène à l'exclusion de ce dernier. Dès lors, Jean-Pierre Stirbois va imposer son autorité dans les rangs de l'organisation, de juillet 1986 à sa propre mort accidentelle en novembre 1988. Toujours dans le but de contenir Stirbois, Jean-Marie Le Pen, séduit par le caractère méthodique de Bruno Mégret, choisit de promouvoir ce dernier et de lui confier les clés de la direction de la campagne présidentielle de 1988.

---

<sup>73</sup> *Le Monde*, 15 septembre 1992, nous citons : « courroie de transmission fantomatique du FN, les CAR, présidés par Jean-Claude Bardet, avaient invité également pour la pluralité du débat, deux gaullistes (...) et M. de Lesquen, Blot et Mégret. M. Comiti, un des gaullistes, s'est élevé contre le fait que « Mustapha », vote dans son village corse contrairement à lui-même (...) M. Le Pen a déclaré que « le traité de Maastricht est un coup d'Etat qui présente la circonstance aggravante d'être exécutée au profit de l'étranger. » Considérant que ce traité contient « quelques mécanismes de désintégration des nations », et qu'il se présente sous la forme d'une « cathédrale dont le clocher est une banque apatride », le président du FN a déclaré que « cette violation est d'autant plus grave qu'elle est préconisée par le président de la République, garant de la Constitution ».

<sup>74</sup> Dans une interview, Yvon Briant annonce qu'il soutiendra le candidat choisi par le CNI aux élections présidentielles de 1988, ce qui sous-entend Jacques Chirac.

## Chapitre 6. La préférence nationale : première manifestation de l'entrisme

Il est toutefois important de noter que la nomination de Bruno Mégret comme directeur de campagne des présidentielles n'est pas le point de départ de l'influence de ceux que l'on allait appeler les mégrétistes. En effet le premier mégrétiste à importer l'héritage du Club de l'Horloge et du GRECE au FN est Jean-Yves Le Gallou. Ayant rejoint le FN en 1985, il est co-rédacteur du programme de gouvernement de la coalition Front National-Rassemblement National, *Pour la France*, en compagnie de Bruno Gollnisch. Outre cette responsabilité, Jean-Yves Le Gallou introduit notamment la thématique de la préférence nationale. Ce fait est d'importance car il représente la principale évolution du programme du FN. A la question d'où vient le programme, le FN répond

qu'il est la synthèse des nombreux travaux antérieurs du parti. En particulier : les livres publiés par le Front national comme *Droite et démocratie économique* paru en 1978 et le *Dossier immigration* de Jean-Pierre Stirbois et Jean-François Jalkh ; les ouvrages de Jean-Marie Le Pen *Les Français d'abord* et *Le retour de la France (...)*<sup>75</sup>

Si sur le fond les idées du FN ne varient guère, il convient de noter l'utilisation importante des argumentaires du Club de l'Horloge, souvent repris *in extenso*, et celui de Jean-Yves Le Gallou en particulier. En effet, le thème de la préférence nationale occupe une position centrale dans le programme des législatives de 1986. Examinons en détail le principe de préférence nationale défini par Jean-Yves Le Gallou.

Dans la lettre d'information du Club de l'Horloge<sup>76</sup> qui synthétise son ouvrage *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, Jean-Yves Le Gallou constate tout d'abord que l'immigration est la cause de nombreux maux dont souffre la société française. Il ne condamne pas la première vague d'immigration « commencée au début des années 50 et s'achevant à la fin des années 60, qui est d'origine européenne »<sup>77</sup> cette vague d'immigration essentiellement d'origine italienne, espagnole puis portugaise est due à la volonté des entreprises françaises de disposer d'une main d'œuvre supplémentaire. Jean-Yves Le Gallou qualifie cette immigration de provisoire car elle disparaît progressivement par l'obtention de la nationalité française (les immigrés se fondant dans le paysage humain et

<sup>75</sup> LE PEN Jean-Marie, *Pour la France, programme du Front national*, Editions Albatros, 1986, p. 199.

<sup>76</sup> Le Club de l'Horloge, *lettre d'information n°20*, 1<sup>er</sup> trimestre 1985, réponses à l'immigration, p.2.

<sup>77</sup> Notons cependant que les premières vagues d'immigration d'origine européenne datent du début du siècle.

culturel) ou le retour au pays d'origine (dans le cadre d'un développement économique).<sup>78</sup> Cependant, il dénonce « la vague maghrébine débutée au milieu des années 60 et se poursuivant aujourd'hui ». Cette immigration a également été souhaitée par l'Etat français afin de bénéficier là encore d'une main d'œuvre complémentaire, mais Jean-Yves Le Gallou souligne que bien que ces besoins de main d'œuvre disparaissent dès 1973 l'immigration continue, appuyée par les gouvernements maghrébins, complices de l'immigration clandestine. L'auteur dénonce également « les mesures prises par les différents gouvernements français comme le regroupement familial de 1974-75 ou la régulation des clandestins en 1977-79 et 1981-82. De plus, si la France procède à de nombreuses naturalisations, celles-ci ne s'effectuent pas dans les esprits ni dans les cœurs ».<sup>79</sup> Les mêmes reproches sont formulés à l'égard de « la vague planétaire apparu à partir de 1975 qui ne correspond en rien aux besoins de la France et qui - plus encore que la deuxième vague maghrébine, acceptée sinon voulue au départ - a été subie (...) Cette immigration est une immigration d'intérêt (...) et de facilité qui cause la crise des institutions nationales et des systèmes de protection sociale ».<sup>80</sup>

Jean-Yves le Gallou affirme que cette immigration, maghrébine et planétaire, a tendance à

importer les conflits ethniques de l'ensemble du monde dans nos villes qui sont en train de devenir des mosaïques ethniques qui portent en germe des conflits sanglants.(...) L'incompatibilité culturelle, historique, religieuse et linguistique entre les Français et l'immigration planétaire fait que l'insertion des immigrés ferait de la France un ensemble multiculturel qui ne pourrait durer dans l'histoire qu'au prix d'un terrible appauvrissement mutuel où les communautés étrangères comme la nation française perdraient peu à peu les valeurs essentielles qui définissent leur caractère propre.<sup>81</sup>

Selon Jean-Yves Le Gallou, « la classe politique n'a pas pris conscience du danger,<sup>82</sup> s'accordant sur un large consensus fondé sur deux idées symétriques : la lutte contre l'immigration clandestine et l'insertion des résidents réguliers », l'auteur de la *Préférence nationale* estimant que « rien ne prouve que l'immigration légale soit moins perturbatrice que l'immigration clandestine (...) la logique de l'insertion jouant comme une pompe aspirante des populations du Tiers-Monde (...) entraînant l'élargissement des droits économiques, sociaux, voire politiques (...) ainsi que la possibilité de garder sa culture, sa religion, son

<sup>78</sup> *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, p. 53.

<sup>79</sup> *Ibid.*

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> Jean-Yves Le Gallou soulignant au passage les voix dissonantes d'Alain Griotteray et de Jean-Marie Le Pen, ainsi que celle de Françoise Gaspard, élue socialiste dans la ville de Dreux.

mode de vie et la développer sur notre sol ». <sup>83</sup> Jean-Yves Le Gallou insiste particulièrement sur

la crise des systèmes de protection sociale qui ont été déstabilisés par l'immigration, dont ils ont d'ailleurs contribué à amplifier le volume ; conçue comme un système de redistribution à l'intérieur de la communauté nationale, la sécurité sociale est devenue un instrument d'attraction et d'implantation de non-nationaux, ce qui a dénaturé son objet et soulevé des difficultés insurmontables (...) La « société multiculturelle » rend cette lecture commune impossible, et conduit donc inéluctablement à l'éclatement des régimes sociaux. La « société multiculturelle » détruit la cohésion de la communauté nationale, mais en même temps elle détruit l'Etat, et avec lui la protection sociale publique. <sup>84</sup>

L'auteur souligne également l'existence des fraudes, l'amalgame famille nombreuse / famille d'immigrés qui a dévalorisé dans les esprits l'image des familles nombreuses. Mais la sécurité sociale n'est pas la seule institution à être touchée par le phénomène de l'immigration : ainsi Jean-Yves Le Gallou lui impute la « relance de la guerre scolaire (...) qui voit le transfert d'élèves vers le privé, conséquence de la dégradation du secteur public (...) où certains établissements ont un taux élevé d'étrangers ce qui représente un handicap dans l'apprentissage de la langue française ». <sup>85</sup>

Ces arguments permettent à Jean-Yves Le Gallou d'attaquer la société multiculturelle qui détruit la cohésion de la communauté nationale et en même temps l'Etat.

Il est un autre point sur lequel s'attarde Jean-Yves Le Gallou et auquel il consacre tout un chapitre : le choc de l'Islam. Reprenant adroitement les mots de la socialiste Françoise Gaspard, il met en garde contre les « chocs culturels » répétés avec des populations « aux traditions religieuses vivaces (...) héritières de civilisations fortes et rivales de la notre ». L'auteur de la *Préférence nationale* constate tout d'abord que l'Islam est la seconde religion en France, qu'il y a toujours plus de mosquées alors que « l'absence de lieux de culte n'est pas aussi redoutable pour un musulman ». L'auteur insiste en effet sur le caractère unitaire de l'Islam qui fait que « le chef de famille est l'imam, le prêtre de la maison, et sa famille apparaît comme un raccourci de l'ummah toute entière ». <sup>86</sup> L'énarque devenu horloger dénonce le caractère propre de la religion musulmane, l'Islam représentant « un bloc spirituel, religieux, juridique et social dont rien n'est exclu ». Jean-Yves Le Gallou cite l'exemple du Sénégal et du Nigeria où « la communauté musulmane forme un véritable Etat dans l'Etat

<sup>83</sup> *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, p. 48.

<sup>84</sup> *Lettre d'information n°20*, p. 3.

<sup>85</sup> *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, p. 126.

<sup>86</sup> *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, p. 74.  
L'ummah représente la communauté de croyants.

réclamant une islamisation des institutions et de la société, mettant ainsi en péril les libertés des autres communautés religieuses, chrétienne notamment ». Transposant ce schéma à la France, Le Gallou estime que l'Etat français représente

une puissance illégitime, mais irrésistible et contraignante, devant laquelle la communauté se met en sommeil, se soumet, sans reconnaître pour autant sa légitimité jusqu'à ce qu'un changement du rapport des forces manifeste la volonté divine de rendre le pouvoir à ses légitimes détenteurs (...) Cohérent avec lui-même et sa foi, un musulman ne respectera donc au mieux, dans un Etat laïc et étranger, que la force. <sup>87</sup>

Dans ce chapitre il apparaît donc clairement que Jean-Yves Le Gallou entend démontrer l'incompatibilité de l'Islam et de l'Occident, laissant sous-entendre les conflits qu'une cohabitation entre musulmans et chrétiens peut engendrer. Pour clore ce chapitre consacré à l'Islam et mettre en exergue les dangers qu'il représente pour la société française l'auteur agite l'épouvantail de l'intégrisme et de la djihad. « L'intégrisme musulman rencontrant en Europe tous les encouragements propres à favoriser son extension : une masse de coreligionnaires déstabilisée, un pouvoir faible, et un peuple d'infidèles ». <sup>88</sup>

La liste des griefs assignables à l'immigration s'étend tout au long des différents chapitres de *La Préférence nationale : réponses à l'immigration* tels que « la paix civile en question » où Jean-Yves Le Gallou mentionne les « zones d'insécurité urbaine, l'importation des conflits ethniques de l'ensemble du monde et la souveraineté partagée ». <sup>89</sup>

Ne reniant pas son passé gréciste, l'auteur défend ensuite l'identité des musulmans, identité menacée par le processus d'assimilation. Une fois le musulman assimilé, qu'il appartienne à la première ou à la deuxième génération, deviendra un complet étranger pour les siens, reniant ainsi sa propre identité. Jean-Yves Le Gallou se demande si ce reniement est d'ailleurs « envisageable, l'allégeance à l'Islam ne sachant être interrompue par une conversion : elle est perpétuelle, sauf à s'exposer à la mort ». L'auteur s'interroge sur le bien-fondé de « la culture beur et sur la richesse de cette nouvelle culture à la langue déformée et appauvrie ». C'est bien la question de l'identité culturelle que discute Jean-Yves Le Gallou lorsqu'il constate que

l'hésitation entre deux modèles culturels est vécu comme un écartèlement par les jeunes maghrébins. La quête d'une identité devient alors impossible. Les conséquences sont déjà connues : échec scolaire

---

<sup>87</sup> *Ibid.*

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, p. 144.

massif, source de chômage et de délinquance et instabilité sociale. Les jeunes maghrébins sont révoltés contre la famille et la société mais aussi des assistés sociaux. Dans ce naufrage culturel, moral et social, l'Islam intégriste risque d'apparaître comme la planche de salut.<sup>90</sup>

Jean-Yves Le Gallou justifie son opposition au modèle multiculturel en insistant sur le danger de déracinement encouru par les Français. Devenant « étrangers dans leur propre pays, les Français modestes dont le mode de vie et le repos sont profondément bouleversés par leur voisinage. Les différences de mœurs et de coutume entraînent des conflits de voisinage où l'on voit souvent abusivement des manifestations de haine raciale ». Prenant pour témoin la crise de l'éducation et regardant la langue française comme l'un des éléments clés de l'identité nationale il prédit un appauvrissement inévitable et déclare que « nous n'avons pas le droit de réduire la variété des cultures des autres continents, que nous n'aurions de nier la diversité européenne (...) le déracinement des français rejoignant celui des étrangers immigrés ». <sup>91</sup>

Par la suite, Jean-Yves Le Gallou inclut l'identité française au sein de l'identité européenne afin de mieux justifier l'impossible métissage culturel. « L'humanisme européen, hérité de l'Antiquité, du Moyen Age, de la Renaissance et des Lumières<sup>92</sup> a peu de point commun avec l'Islam ». Mentionnant les peuples celte, romain, germain, l'auteur reconnaît la diversité de l'identité française, composée, certes, de peuples antagonistes mais dont la diversité est circonscrite au sein de l'ensemble européen. Faisant largement appel aux argumentaires grécistes, Jean-Yves Le Gallou termine sa démonstration en rappelant que « l'immigration d'éléments allogènes sur le territoire d'un groupe ethnique lui fait perdre progressivement son caractère propre ».

Ensuite, Jean-Yves Le Gallou propose de reconstruire la législation française autour de la préférence nationale qui conduit à différencier la situation des étrangers de celle des citoyens. En préambule, il reprend les mots de François Mitterrand qui à l'occasion de la cérémonie des vœux de 1983 avait parlé d'« amour sacré de la patrie ». Selon le dirigeant du Club de l'Horloge, « la notion de préférence nationale n'est qu'une application de cet idéal pour lequel tant de Français sont morts ». Ensuite, l'auteur historicise cet idéal de la nation qui « doit beaucoup au sentiment national qui revient en force dans les nations développées ».

---

<sup>90</sup> *Ibid.*

<sup>91</sup> *Ibid.*

<sup>92</sup> Notons ici que Jean-Le Gallou applique les idées du Club de l'Horloge, n'hésitant pas à mentionner les philosophes des Lumières, acceptant ainsi l'héritage de la Révolution française.

<sup>86</sup> *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, p. 59.

Selon Jean-Yves Le Gallou :

Cet idéal remonte à la guerre de Cent ans et à la formation de deux Etats rivaux de l'Angleterre et de la France, la monarchie absolue contribua ensuite à préparer l'affirmation de la souveraineté nationale par la Révolution française, qui a été, dans sa période conquérante, une réaction contre le cosmopolitisme (« le parti de l'étranger »). Porté par les armées de la République et de l'Empire, le sentiment national engendre alors le mouvement des nationalités, qui irrigue toute l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle ; sa diffusion en Afrique et en Asie au XX<sup>e</sup> siècle aboutit à la décolonisation, pendant qu'en Europe les deux guerres mondiales débouchent sur une crise du sentiment national en Occident. Mais l'arrogance des Etats du Tiers monde et de leurs ressortissants ramène en boomerang le sentiment national, aux Etats-Unis avec Reagan (l'humiliation iranienne) et en Grande-Bretagne avec Margaret Thatcher (l'humiliation argentine) : le sentiment national apparaît alors comme l'une des composantes des révolutions conservatrices, au sens anglo-saxon du terme. En France, la tradition républicaine est organiquement liée à l'idée nationale. La renaissance des valeurs républicaines face à l'égalitarisme socialiste s'accompagne d'un réveil du sentiment national.<sup>93</sup>

Nous retrouvons ici l'Histoire de France telle qu'elle est vue et interprétée par le Club de l'Horloge. En effet, acceptant l'héritage de l'Histoire de France dans sa totalité, le Club de l'Horloge insiste particulièrement sur la Révolution française, ce qui lui permet de rejeter toute classification dans la famille contre-révolutionnaire. De plus, fidèle à la définition que le Club de l'Horloge a donné de la Révolution française, Jean-Yves Le Gallou rappelle que les valeurs qui en sont issues s'opposent à l'égalitarisme socialiste. On peut également noter que l'admiration pour les Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ne s'arrête pas à leur modèle économique ultra-libéral puisque Jean-Yves Le Gallou loue également leur sentiment national. L'allusion à la révolution conservatrice, « *au sens anglo-saxon du terme* », va également dans ce sens puisqu'il permet au Club de l'Horloge de se dédouaner de toute assimilation à la révolution conservatrice allemande, plutôt prisée par le GRECE. Notons qu'à ce sujet Pierre Milza estime que

la plupart des représentants de la Nouvelle droite se rattachent sinon directement au fascisme et au national-socialisme, du moins au vaste courant intellectuel qui leur a donné naissance à la charnière du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, ainsi qu'à la révolution conservatrice allemande de l'entre-deux guerres, non pas, dans sa variante *volkisch* (Sang et Sol), romantique, pessimiste et anti-moderniste, mais dans la version volontariste, optimiste et soucieuse d'intégrer la modernité.<sup>94</sup>

---

<sup>94</sup> *Fascisme français. Passé et présent*, p. 395.

Le concept de préférence nationale repose sur le principe d'exclusion, principe qui est la pierre angulaire de la thématique horlogère. Jean-Yves Le Gallou parle ici des « cercles de la solidarité » que forment les hommes pour faire face à un monde difficile, ce qui permet de faire la distinction entre les membres et les étrangers. Considérant par la suite la nation comme le cercle le plus grand qui puisse exister, il tient à signifier la distinction entre national et étranger, « légitime dès lors que la nation l'est ».

Il convient de s'attarder sur ce concept de cercles, qui n'est pas sans rappeler la hiérarchie des préférences telle que l'a souvent présentée Jean-Marie Le Pen depuis qu'il est socialement et politiquement « écouté », c'est à dire depuis 1983. Le leader frontiste applique la règle du bon sens qui commence d'abord par appliquer ses propres devoirs vis-à-vis de soi-même et des siens, mais qui cache une assimilation démagogique entre la nation et les personnes : « Je l'ai dit à plusieurs reprises, j'aime mieux mes filles que mes nièces, mes nièces que mes cousines, mes cousines que mes voisines. Il en est de même en politique, j'aime mieux les Français. »<sup>95</sup> Il n'est donc guère étonnant que la préférence nationale telle qu'elle a été théorisée par le Club de l'Horloge ait pu être si facilement acceptée par le FN. Sa conceptualisation a pour principal avantage de donner un aspect sérieux, moderne et scientifique à ce qui n'est en fait qu'une forme de discrimination contraire à l'égalité définie par les valeurs républicaines. Sa logique implacable en fait une arme redoutable au service des militants frontistes.

Examinons les différentes mesures que souhaite mettre en place Jean-Yves Le Gallou pour appliquer la préférence nationale. Cela concerne la nationalité, la citoyenneté, la souveraineté, l'école, l'emploi, les prestations sociales, le logement et le retour des immigrés dans leur pays d'origine.

## I. Nationalité

Constatant qu'il existe « mille et une manières de devenir Français » et que cela reste une démarche facile à accomplir, certains immigrés le souhaitent et en apportent la preuve tandis que d'autres acquièrent automatiquement la nationalité française (en même temps que la nationalité d'origine de leur famille) ou par simple déclaration. Soucieux de « distinguer la carte d'identité de la carte orange », Jean-Yves Le Gallou désire réformer le Code de la nationalité.

En premier lieu les articles 23 et 44 sont concernés.<sup>96</sup> S'il paraît compréhensible pour le théoricien du Club de l'Horloge de permettre l'accès à la nationalité française à des enfants étrangers nés en France et y ayant toujours vécu s'ils le demandent et s'ils sont assimilés, autant il considère que les dispositions actuelles des articles 23 et 44 sont préjudiciables à une valorisation de notre nationalité et leurs effets pervers sont nombreux. Il faut donc permettre un véritable choix des étrangers à qui est conférée la nationalité française et limiter les cas de double nationalité. Jean-Yves Le Gallou propose la modification suivante :

Les dispositions des articles 23 et 44 du Code de la nationalité française ne sont plus applicables à l'enfant, né en France, d'un parent né sur un territoire qui avait, au moment de la naissance de ce parent, le statut de colonie ou de territoire d'outre-mer de la République française et qui ont depuis accédé à l'indépendance. Toutefois, il est souhaitable de prendre une mesure plus générale concernant tous les enfants étrangers qui naissent en France et se voient attribuer la nationalité française de plein droit en vertu du double *jus soli* ; il convient donc de supprimer purement et simplement l'article 23 du Code ainsi que les dispositions auxiliaires figurant à l'article 24, ce qui, somme toute, ne paraît pas exorbitant puisque cette disposition présente un caractère aléatoire au regard de l'attachement à la communauté nationale (...) par souci de cohérence avec la disparition de l'article 23, il serait normal de disjoindre également du Code l'article 44.<sup>97</sup>

Parallèlement, Jean-Yves Le Gallou souhaite voir disparaître les articles qui concernent l'accès à la nationalité française par simple déclaration tels que l'article 37-1 qui permet à l'époux ou à l'épouse d'un ressortissant français de devenir français par déclaration, même lorsqu'il réside à l'étranger. Il en va de même pour l'article 57-1 qui donne la faculté de réclamer la nationalité française par déclaration à des personnes qui justifient de la possession

---

<sup>95</sup> Discours de LE PEN Jean-Marie à Balard, « Françaises, Français, je vous aime », La Documentation française, <http://www.front.national.fr/>, 13 mai 1984.

<sup>96</sup> Article 23 : un enfant né en France de deux parents étrangers dont l'un est lui-même né en France, est Français à la naissance. (ex : les enfants nés en France après le 1<sup>er</sup> janvier 1963 de parents algériens, eux-mêmes nés à l'époque où l'Algérie était française).

Article 24 : un enfant né en France de deux parents étrangers nés à l'étranger se voit attribuer la nationalité de ses parents et deviendra automatiquement Français à 18 ans s'il réside alors en France et y a résidé pendant les 5 années précédant sa majorité.

d'état de Français pendant 10 ans et l'article 153 qui prévoit la possibilité pour les ressortissants des anciennes colonies françaises d'être « réintégrés » par déclaration dans la nationalité française.

Enfin, Jean-Yves Le Gallou entend revaloriser la procédure de naturalisation en limitant les cas de binationalité et de conférer la nationalité de manière solennelle. Cela passe par l'exigence pour les candidats de maîtriser notre langue mais aussi de connaître notre histoire, notre culture et nos institutions.

Il convient ici de remarquer que de tels principes restrictifs ont déjà été appliqués en France, à l'occasion de la « Révolution nationale » entre 1940 et 1944, permettant l'exclusion de personnes par le statut juridique. Jugées trop libérales, les naturalisations ont été remises en question. Il s'agissait de viser en priorité les juifs, mais l'ensemble des nationalités fut touché. Le 22 juillet 1940 fut mise en place une commission chargée de réviser les 485 000 naturalisations acquises depuis la loi du 10 août 1927 afin de retirer la nationalité française aux « indésirables ». Quant aux naturalisés qui conservèrent la nationalité française, leurs droits furent limités.

En enlevant l'habillage subtil de la préférence nationale théorisée par Jean-Yves Le Gallou, on retrouve en fait la vieille idéologie d'extrême droite. Le mode de pensée en termes organicistes reste présent : on parle d'organisme malade, de racines, de communauté enracinée et de déracinement. La nation est toujours un agrégat naturel, produit de l'Histoire. Héritage d'une lignée, d'une histoire, des longues traditions spirituelles et culturelles qui doit être préservé et enrichi et non galvaudé. La nation est pensée sur un mode essentialiste : elle est présentée comme une entité existant en tant que telle depuis des temps immémoriaux même si les formules sont plus souples que dans le passé. Les théoriciens du Club de l'Horloge admettent que puissent participer à la nation ceux qui ont fait l'effort nécessaire pour le mériter. Mais en ce qui concerne le plus grand nombre d'immigrés, on doit reconnaître leur différence en les renvoyant dans leur pays d'origine.

En résumé, nous pouvons affirmer que sous couvert de la respectabilité des arguments faisant appel au seul bon sens, le Club de l'Horloge souhaite réserver la nationalité française aux enfants nés de parents français, donc la limiter au droit du sang et supprimer le droit du sol comme mode d'attribution de cette nationalité. Il prévoit aussi de restreindre la naturalisation

---

<sup>97</sup> *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, p. 84-85.

et interdire la double nationalité. Le Club de l'Horloge prétend refonder la nation sur une base d'exclusion raciale et ethnique, remettant ainsi en question l'une des plus anciennes traditions françaises.

## II. Citoyenneté et souveraineté

En ce qui concerne la citoyenneté, le Club de l'Horloge s'oppose à toute procédure consistant à accorder des droits politiques aux étrangers, ce qui implique de supprimer le droit de vote aux étrangers pour les élections aux caisses de sécurité sociale, qui gèrent des prestations de solidarité nationale, et aux prud'hommes, qui jugent au nom du peuple français. Il en va de même en matière de souveraineté où le Club de l'Horloge propose de rétablir l'autorisation préalable, précaire et révocable pour les associations étrangères, d'autoriser les contrôles préventifs d'identité et de rendre possible l'expulsion administrative des clandestins et des délinquants. Enfin le Club de l'Horloge propose de mieux contrôler le droit d'asile.<sup>98</sup>

## III. Education

En matière d'éducation, Jean-Yves Le Gallou et le Club de l'Horloge souhaitent aussi appliquer le principe de la préférence nationale : <sup>99</sup>

Il faut repenser le rôle de l'école dans la société autour de principes simples et subordonner l'accueil des enfants étrangers à la règle de la préférence nationale. L'Education nationale n'a pas à prendre en charge la diffusion de cultures étrangères. L'école doit diffuser un contenu culturel français, et les jeunes Français ne doivent pas avoir à pâtir dans leurs études de la présence dans leurs classes de condisciples étrangers. (...) D'où l'importance d'enseigner - à l'opposé des perspectives d'une éducation multiculturelle, ce qui permet à chacun de se reconnaître *uni* à ses concitoyens - un langage commun, des références culturelles communes, une histoire commune.<sup>100</sup>

Jean-Yves Le Gallou et le Club de l'Horloge proposent donc d'abroger les circulaires de 1975 et 1983 confiant à l'Education nationale des missions d'enseignement des langues et cultures d'origine étrangère qui ne doivent pas lui revenir. Ils veulent aussi abroger la carte scolaire, subie par les parents d'élèves qui sont privés du libre choix de l'école de leurs enfants et

<sup>98</sup> Notons que la question du droit d'asile est traitée dans le chapitre consacré à la souveraineté dans le programme du Front national *Pour la France, programme du Front national*, p. 120.

<sup>99</sup> En matière d'éducation, Jean-Yves Le Gallou s'inspire largement de l'ouvrage de Didier Maupas et du Club de l'Horloge, *L'école en accusation*, publié en 1984 et du colloque organisé par le Club de l'Horloge le 23 octobre 1983 : *Quelle université pour la France ?*

instaurer le chèque-éducation, chaque établissement recevant une dotation proportionnelle au nombre d'enfants inscrits.

#### IV. Emploi

C'est surtout en matière d'emploi que la préférence nationale prend tout son sens. Constatant que « la fermeture officielle des frontières depuis 1974 montre que la France n'est plus demanderesse de main d'œuvre »<sup>101</sup>, le Club de l'Horloge « estime nécessaire et légitime d'appliquer largement, au domaine de l'emploi, le principe de la préférence nationale ».<sup>102</sup> Cela passe par une préférence nationale et communautaire en matière d'embauche ou il convient d'« obliger les agences locales pour l'emploi à présenter en priorité, à qualification égale, les demandes émanant de ressortissants français ou de la CEE »<sup>103</sup> mais aussi d'autoriser la possibilité pour les employeurs de choisir prioritairement des travailleurs nationaux. De même lorsque certains licenciements sont devenus inévitables, « il est nécessaire qu'à catégorie d'emploi équivalente, le principe de la préférence nationale soit respectée pour le maintien dans l'entreprise ».<sup>104</sup>

Parallèlement, Jean-Yves Le Gallou estime que « la lutte contre le chômage des Français (et des ressortissants communautaires) justifie qu'il soit mis fin à l'absence de discrimination positive entre le coût d'emploi d'un national et celui d'un étranger. Le mécanisme le plus simple est la taxation de la masse salariale étrangère (hors CEE) dans l'entreprise ».<sup>105</sup>

Jean-Yves Le Gallou propose également d'appliquer la préférence nationale aux prestations de solidarité attribuées aux chômeurs et d'exclure du bénéfice de ces allocations les étrangers ne ressortissant pas de la Communauté européenne. Enfin, il entend mettre fin à l'impunité du travailleur étranger clandestin.<sup>106</sup>

Remarquons encore une fois que l'exclusion des personnes de par le statut juridique qu'il leur est conféré a été mis en place pendant la Révolution nationale du gouvernement de Vichy

---

<sup>100</sup> *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, p. 125-126.

<sup>101</sup> *Lettre d'information n°20*, p. 5.

<sup>102</sup> *Ibid.*

<sup>103</sup> *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, p. 134.

<sup>104</sup> *Ibid.*

<sup>105</sup> *Ibid.* p. 135.

<sup>106</sup> *Ibid.* p. 137-139.

puisque dès le 17 juillet 1940 l'accès aux emplois des administrations publiques a été limité aux seuls citoyens nés de père français, quelle que soit leur propre nationalité ou celle de leur mère (pas de préférence nationale valable sans souci patriarcal) ; en août puis septembre 1940 ces clauses furent étendues aux professions médicales puis aux tribunaux. Enfin, le 3 octobre 1940 fut édicté le « statut des juifs », leur interdisant d'exercer dans la fonction publique et les professions libérales, quelle que soit leur nationalité. La loi du 22 juillet 1941 a étendu ces interdictions afin de supprimer toute influence israélite dans l'économie nationale, prélude au port de l'étoile jaune et aux déportations en masse.

## V. Logement et prestations sociales

Le Club de l'Horloge considère que la conjonction de la logique libérale et de la logique interventionniste est à l'origine de l'expansion de la population étrangère et que c'est dans le domaine du logement que ce mécanisme pervers a joué de la manière la plus forte. Le Club de l'Horloge considère que les étrangers bénéficient de conditions particulières pour l'octroi d'un logement.<sup>107</sup> Ces dispositions constituent une véritable préférence étrangère et par conséquent il convient de « définir une priorité d'accès aux grands logements HLM pour les familles françaises qui en sont exclues, en droit (parce que leur ordre de priorité est souvent inférieur à celui des familles étrangères) et en fait (parce qu'accepter les logements occasionnellement disponibles traduirait souvent une véritable prolétarisation) ».<sup>108</sup>

Le Club de l'Horloge constate aussi que le système de protection sociale français joue un rôle très attractif auprès des populations du Tiers-Monde et incite au regroupement familial. Considérant que la vocation du régime des allocations familiales est l'essor de la natalité française et non l'entretien de familles étrangères dans leur pays ou en France, le Club de l'Horloge propose de réserver les prestations familiales aux allocataires français (et aux ressortissants de la CEE). Il en va de même pour l'aide sociale.<sup>109</sup>

---

<sup>107</sup> A savoir une cotisation patronale supplémentaire de 0,1% affectée au logement des étrangers et la prise en charge des loyers impayés par les résidents des foyers SONA-COTRA par le Fonds d'action sociale.

<sup>108</sup> *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, p. 155.

## VI. Retour des immigrés dans leur pays d'origine

Stigmatisant le nombre croissant des immigrés en France, leur droit au maintien et l'avenir d'une immigration en France exclusivement subordonné à des volontés étrangères, Jean-Yves Le Gallou pose brutalement l'alternative suivante : devenir Français ou partir.

La France doit dire aux étrangers présents sur son sol ce que la Belgique ou l'Allemagne disent aux leurs : « Votre présence est transitoire, à terme votre départ est inéluctable. Le choix de votre maintien ou de votre retour ne dépend pas seulement de vous mais aussi de nous, pour des raisons de principes comme de fait. (...) Du point de vue de la souveraineté française, il doit être clair que les immigrés qui ne sont pas naturalisés devront partir. (...) D'autre part, 30% des étrangers présents aujourd'hui en France sont arrivés ou nés en France après 1973 : leur vouer une reconnaissance éternelle au titre de leur participation aux « Trente Glorieuses » n'est pas sérieux ! (...) L'aide au retour est souhaitable et nécessaire mais elle ne peut jouer qu'un rôle marginal comme instrument de la politique d'immigration. <sup>110</sup>

Si le Club de l'Horloge souhaite suivre l'exemple allemand, basé sur une incitation financière, il ne souhaite pas que « cette politique s'apparente aux réparations imposées jadis aux Etats vaincus, car rien dans les rapports passés entre la France et ses anciennes colonies, ni entre les Français et les travailleurs immigrés, ne justifie de telles réparations ». <sup>111</sup> Le Club de l'Horloge ajoute qu' « il va de soi qu'il ne serait pas conforme aux traditions de la France de recourir aux méthodes utilisées par l'Algérie après la signature des accords d'Evian pour contraindre à l'exode les Français qui y étaient implantés depuis plus d'un siècle ». <sup>112</sup>

Il est évident que de tels arguments ont pu trouver un écho favorable au sein du FN lorsque Jean-Yves Le Gallou est entré au FN, la préférence nationale « sous le bras ». La référence à l'Algérie et le discours intransigeant sur le retour des immigrés est immédiatement adopté par les nostalgiques de la colonisation, encore nombreux dans le milieu des années 80, et les partisans d'une ligne dure à l'encontre des immigrés. De même, inclus dans le programme du FN, qui a depuis longtemps mis en avant l'équation immigration = chômage, le thème de la préférence nationale en matière d'emploi, prend un aspect singulier. L'immigration présente

---

<sup>109</sup> *Ibid.* p. 147-148.

<sup>110</sup> *Ibid.* p. 161-164.

<sup>111</sup> *Ibid.* p. 160.

<sup>112</sup> *Ibid.* p. 161.

l'avantage pour le FN de tout expliquer : le chômage comme l'accroissement de la délinquance, le déficit de la Sécurité sociale, comme celui de l'Etat.

Le thème de l'éducation est lui aussi un terrain propice à une entente entre le FN et le Club de l'Horloge, puisque la volonté de renier l'idéologie socialiste qui imprègne l'Education nationale depuis 1968 est commune aux deux mouvements. Tout comme la volonté du Club de l'Horloge d'attribuer plus de liberté au choix des programmes et aux chercheurs peut se traduire par un souhait de donner une crédibilité à la pensée révisionniste. Lors des meetings il n'est pas rare d'entendre de l'allusion aux personnalités connues pour leurs thèses révisionnistes lorsque le thème de l'éducation est abordé.

Aussi, le thème de la citoyenneté permet de proclamer l'alliance des deux France. Il n'y a plus de rupture dans l'identité nationale avec la Révolution. Le nationalisme s'affirme républicain, proposant la synthèse de l'héritage monarchiste et catholique et de la tradition républicaine.

Mais c'est surtout le thème de la nation qui, à travers une définition figée, sert de support à toutes les décisions politiques. Cette primauté de la nation permet au FN de dire que ce qui importe c'est l'intérêt national et qu'il constitue l'alpha et l'oméga de tout programme. La préférence nationale est alors indissociable de toute une série d'autres préférences destinées à faire exister cette nation dans sa conception si particulière. Ainsi, les préférences familiale, européenne, occidentale seront théorisées dans les années à venir. Nous y reviendrons. La préférence nationale devenue la véritable poutre-maîtresse de l'idéologie du FN, elle présente aussi l'avantage d'être un slogan. Jusque là, Jean-Marie Le Pen mettait en avant le fameux « *les Français d'abord* » qui rappelle le non moins célèbre « *la France aux Français* » d'Edouard Drumont. Selon Etienne Balibar, l'expression utilisée par Jean-Marie Le Pen « fait corps avec les épisodes fascisants de l'histoire politique française ». <sup>113</sup> Il est clair que la préférence nationale dit la même chose, sous un mode euphémisé. Comme le note Jean Daniel, « elle a le masque du bon sens et n'est, au surplus, apparemment ni agressive ni raciste. Elle se veut protectrice ». <sup>114</sup>

Les idées de Jean-Yves Le Gallou font parfaitement écho aux idées du FN qu'il n'est donc pas étonnant que les différents courants du FN aient accepté la préférence nationale ainsi théorisée. A tel point qu'on peut se demander si ce ne sont pas les idées du FN qui ont servi de base à la rédaction de *La préférence nationale : réponse à l'immigration*. C'est d'ailleurs l'avis des auteurs de *La France blafarde, une histoire politique de l'extrême droite* qui considèrent que Jean-Yves Le Gallou a repris en le développant tout le discours du FN. <sup>115</sup> Le

<sup>113</sup> Cité In SOUDAIS Michel, *Le Front national en face*, p. 114.

<sup>114</sup> DANIEL Jean, *Le Nouvel Observateur*, 15 juin 1995.

<sup>115</sup> *La France blafarde, une histoire politique de l'extrême droite*, p. 251.

passé des principaux leaders du Club de l'Horloge et de Jean-Yves Le Gallou rappelle que les thèmes chers à l'extrême droite française ne leur sont pas étrangers.

Nous pouvons finalement affirmer que le thème de la préférence nationale sert de clé de voûte à un programme qui synthétise les sensibilités de chaque courant du FN, leur fournissant un vaste terrain d'entente à l'intérieur du parti, et assurant leur unité, essentielle pour le développement du parti.

## DEUXIEME PARTIE : LA TRANSFORMATION DU FN PAR LES MEGRETISTES

### Chapitre 7. Le travail d'organisation et de restructuration du parti

Le 5 novembre 1988, le numéro deux du FN, Jean-Pierre Stirbois trouve la mort dans un accident de voiture. Cet événement est d'importance car il entraîne naturellement une restructuration du sommet de l'appareil du parti lepéniste.

Quelques mois auparavant, lors du premier tour des élections présidentielles de 1988, Jean-Marie Le Pen recueille 14,4% des suffrages, soit 4.375.000 voix. Au-delà du choc produit par ce résultat, il faut noter qu'il s'agit aussi d'un « succès d'estime » pour Bruno Mégret, puisqu'il était le directeur de campagne de Jean-Marie Le Pen. De surcroît, le danger que représentait Jean-Pierre Stirbois pour Jean-Marie Le Pen<sup>116</sup> a poussé ce dernier à accorder des fonctions importantes à Bruno Mégret. Fort de ses bons et loyaux services, Bruno Mégret peut conserver la structure mise en place pour la campagne présidentielle, structure qui devient Délégation générale. Malgré tout soucieux de ne pas placer Bruno Mégret dans une position trop favorable, Jean-Marie Le Pen choisit de nommer le très consensuel Carl Lang à la tête du secrétariat général. Dès lors, la vie politique interne du parti lepéniste repose sur une organisation bicéphale qui permet au leader frontiste de diviser pour mieux régner. Car comme nous le verrons, ces deux structures se font souvent concurrence, notamment en matière de communication. C'est aussi à partir de ce moment là que commence la « mégrétisation » du FN car Bruno Mégret va appliquer la stratégie de l'entrisme prisée par le Club de l'Horloge, créant ou réactivant ainsi de nouvelles ou anciennes structures qu'il va confier à ses plus fidèles lieutenants. Notons enfin que Bruno Mégret réorganisera toutes ces structures en 1995, après la nomination de Bruno Gollnisch au poste de secrétaire général.

---

<sup>116</sup> Notons que quelques mois auparavant l'affaire du « détail » et le jeu de mot douteux « Durafour-crématoire » ont miné la popularité de Jean-Marie Le Pen alors que la popularité de Jean-Pierre Stirbois n'en a pas souffert.

## I. Délégation générale

Sous l'autorité du Président du Front National, la délégation générale a pour mission, en liaison avec le secrétariat général, d'assurer au Mouvement, à son Président et aux fédérations des services et des moyens d'action dans le domaine des études, des argumentaires, de la communication, de la propagande, de la formation, des manifestations et des activités catégorielles.<sup>117</sup>

L'organigramme de la délégation est complexe car elle a été renforcée au fil des années. Si la délégation générale est au départ chargée de la propagande, de la communication et des études, elle va rapidement évoluer et son rôle sera de définir l'orientation théorique, programmatique et stratégique du parti. Dans un premier temps, soucieux de ménager les susceptibilités de chaque famille du FN, Bruno Mégret installe des fidèles de Le Pen à des postes supposés importants : Dominique Chaboche (propagande), Bruno Gollnisch (relations internationales), Jacques Tauran et Jean-Pierre Gendron (grandes manifestations). Ils seront peu à peu discrètement remplacés au profit des proches de Bruno Mégret. Serge Martinez, personnage à la verve truculente mais loin d'être un « animal politique » deviendra le seul non-mégrétiste, au poste des grandes manifestations. Il deviendra d'ailleurs l'anti-mégrétiste le plus virulent au moment de la crise qui secouera le FN fin 1998, se moquant notamment des mégrétistes issus du « club de la pendule ». Ce sont les plus fidèles mégrétistes qui occupent les places les plus importantes : Jean-Yves Le Gallou à la formation des candidats aux élections locales, Jean-Claude Bardet chargé du discours politique tandis que la fabrication du discours national est confiée à Yvan Blot.

## II. Institut de formation nationale (IFN)

Créé en 1989 par Bruno Mégret, il reste presque inactif pendant cinq ans mais bénéficie de nouveaux statuts en 1995. L'Institut de formation nationale a pour but d'assurer des missions de formation au bénéfice des salariés, des cadres, des membres de professions libérales, des membres d'associations ou d'élus. Si Bernard Antony dirige l'Institut dans un premier temps, il est ensuite remplacé par Philippe Colombani (mégrétiste), qui s'appuie sur Pierre Vial (mégrétiste) et Françoise Monestier (mégrétiste), collaboratrice de Le Gallou à la région Ile-de-France. Officiellement organisées en collaboration avec le secrétariat général de Gollnisch,

---

<sup>117</sup> Bruno Mégret, fin 1995.

les sessions de formation sont en fait seulement supervisées par Frank Timmermans (mégrétiste).

Grâce à des fonds publics, l'Institut assure la formation des élus du FN en les initiant aux réglementations administratives et aux problèmes de la gestion locale. Cette formation n'est en aucun cas facultative mais au contraire strictement obligatoire pour tout responsable frontiste. Pour tout candidat aux élections, des appréciations exprimées par ses instructeurs valident ou non la candidature du militant. Ce souci tente de pallier ce qui demeure le principal problème de la construction du FN, à savoir la qualité de son encadrement. En effet, s'il dispose désormais d'une direction politique de qualité et d'un électorat abondant, il manque toujours cruellement de responsables et de candidats solides au milieu des années 1990. De plus, lors des colloques organisés en province en 1998, Bruno Mégret en profite pour soigner ses relations avec les élus régionaux frontistes afin d'étendre son influence au niveau local.

### III. L'Ecole des cadres

Le modèle de l'école des cadres est copié sur celui du Parti communiste, ce qui montre bien que les mégrétistes ne rechignent pas à appliquer les préceptes énoncés en son temps par Dominique Venner, puisque celui a conseillé aux futurs penseurs de l'extrême droite française de s'inspirer des méthodes communistes en matière d'organisation, de stratégie et de formation.<sup>118</sup> L'Ecole des cadres est lancée contre l'avis de Le Pen fin 1995 par Philippe Colombani.

Le but est de centraliser et rationaliser la formation militante à l'aide de stages techniques (méthodes de création et de gestion d'une section ou d'une fédération, collages, marchés, campagnes électorales, trésorerie). Il s'agit de disposer d'un outil militant performant. Une série de guides à destination des cadres du mouvement, par les Editions Nationales, remplit ce rôle de formation.<sup>119</sup> On peut aussi remarquer que parmi les partis politiques français seul le FN dispose de tels outils. Ils ont pour principal but de faire des militants et des cadres de vrais soldats politiques, qui sont « en campagne permanente », comme le confiait un militant au

---

<sup>118</sup> Dominique Venner, intellectuel, ancien militant de l'extrême droite des années 1960, partisan de l'Algérie française au sein de Jeune Nation, est emprisonné entre 1961 et 1962 pour son militantisme et son activisme terroriste au sein de l'OAS. Si Dominique Venner ne participe cependant pas à la création du GRECE, il en est néanmoins l'instigateur principal avec Alain de Benoist. Il dirige aujourd'hui le magazine *La Nouvelle revue d'histoire*, disponible dans les kiosques.

<sup>119</sup> Parmi eux citons le célèbre *Cycle du militant* de l'Institut de formation nationale (IFN) et publié par les Editions nationales en 1991.

journaliste américain Mark Hunter.<sup>120</sup> Il faut noter que l'affichage permanent pratiqué par les militants du FN<sup>121</sup> est un phénomène capital car il marque la résurgence d'une forme de mobilisation politique que les partis traditionnels ont abandonnée, préférant privilégier la télévision.

La formation permet aussi aux militants de se sentir capables, utiles, tout en valorisant le parti et ses capacités à se structurer. « En privé ou en public, le militant représente le FN et au-delà, l'idéal national au service duquel il a choisi de s'engager. Conscient de cet honneur mais aussi de cette responsabilité, le militant fera en sorte, en toute occasion, par son allure, son comportement et ses propos, de valoriser notre image. »<sup>122</sup> Cette formation vise également à renforcer l'identité du mouvement : le *Cycle du militant* présente le FN comme « la droite nationale, populaire et sociale, insiste sur sa nature spécifique (« un mouvement, un rassemblement, une force de synthèse, un courant de pensée et une communauté de combat ») et son positionnement actuel (« ni libéral ni populiste, il transcende les clivages traditionnels et se présente comme une force de recours et un mouvement politique, ni laïc, ni confessionnel »), sans oublier de rappeler l'historique du parti.<sup>123</sup> On trouve aussi tous les arguments de la préférence nationale, vulgarisés et simplifiés, afin d'être plus facilement utilisés par les militants et cadres dans leur opération de séduction de l'électorat lors des opérations de proximité. Il en va de même pour les lectures conseillées aux militants et cadres, qui met en avant les ouvrages rédigés par des membres du Club de l'Horloge et du GRECE.<sup>124</sup>

Tout cela s'accompagne de sessions idéologiques autour des sujets suivants : « Le FN, qui sommes-nous ? », « Le FN, une volonté nationale », « Le FN, une volonté populaire et sociale ».<sup>125</sup> Le cursus organisé autour de six thèmes : l'enjeu du combat ; l'essence du politique ; la guerre culturelle ; la troisième voie économique et sociale ; la mission du militant ; la stratégie du FN. Ces six thèmes forment la base de la doctrine du FN telle que la voit Bruno Mégret. Cambadélis et Osmond, auteurs de *La France blafarde*, soulignent qu'

il est particulièrement remarquable de constater comment dans ce cursus, Bruno Mégret et son équipe sont parvenus à concilier les différents courants intellectuels de l'extrême droite en combinant aussi bien les héritages de la tradition catholique ou du pré-fascisme avec la pratique et la culture néo-

<sup>120</sup> HUNTER Mark, *Un Américain au Front : Enquête au sein du FN*, Stock, Paris, 1998, p. 102-103, cité In *Le Monde diplomatique*, mai 1998, p. 16.

<sup>121</sup> Dans les années quatre-vingt dix, le Front national est le seul parti à placarder ses affiches en période non-électorale, y compris dans les zones rurales à faible fréquentation et les routes départementales.

<sup>122</sup> *Militer au Front*, Paris, Editions nationales, 1991 p. 55.

<sup>123</sup> *Cycle du militant*, p. 8-18.

<sup>124</sup> 12 ouvrages sur 34 expriment clairement les idées du Club de l'Horloge et du GRECE.

droitière. Au compromis nationaliste réalisé par Le Pen sur le terrain organisationnel, le délégué général a ajouté une synthèse nationaliste sur le plan doctrinal. Une synthèse que seuls les théoriciens de la Nouvelle droite étaient à même de réaliser.<sup>126</sup>

Il n'est donc guère surprenant de constater que les cadres et élus locaux nouvellement formés deviennent des mégrétistes convaincus.

---

<sup>125</sup> DELY Renaud, *Histoires secrètes du Front national*, Grasset, Paris, 1999, p. 117.

<sup>126</sup> *La France blafarde, une histoire politique de l'extrême droite*, p. 390.

## Chapitre 8. Théorisation du discours du Front national

### I. Conseil scientifique

Créé en 1989 sur l'initiative de Bruno Mégret et Jean-Yves Le Gallou, ce conseil rassemble des universitaires et des clercs, dans l'ensemble de second plan (à l'exception notable de quelques-uns, dont son premier président, le sociologue Jules Monnerot, membre du comité de patronage de la revue de la Nouvelle droite *Nouvelle Ecole*, qui participait également à de nombreux colloques du Club de l'Horloge et qui quittera le FN en 1990, en désaccord avec Jean-Marie Le Pen au sujet de la guerre du Golfe). Le Conseil scientifique est présenté comme « un aréopage de personnalités de haute compétence destinées à conseiller le mouvement, ses dirigeants et son président et à prendre part, au nom du Front National, aux débats intellectuels du moment ». Ce Conseil scientifique prend vraiment de l'importance à partir du moment où Yvan Blot en prend la direction en sa qualité de délégué national aux études.

Il faut aussi surtout noter la présence au sein du Conseil scientifique de Pierre Vial, Jean Varenne,<sup>127</sup> Jean Haudry, anciens membres du GRECE mais aussi tous professeurs à l'université de Lyon III.<sup>128</sup> Ils y défendent et développent souvent des idées et des thèses qu'ils ne peuvent encore imposer ouvertement à l'Université ou dans leurs ordres respectifs. Des thèmes tels que la démographie, la mondialisation, mais aussi la Résistance française sous l'Occupation, sont abordés lors des colloques du Conseil scientifique.

Par exemple Bruno Mégret affirme :

Il y a eu des patriotes dans les deux camps, la Résistance et la collaboration. (...) Le combat de la Résistance visait à s'opposer, à la fois, à l'invasion allemande et à l'opposition nazie. Or, aujourd'hui, il y a invasion et oppression. Certes, il s'agit de formes molles, non militaires, de ces deux fléaux mais les deux mots peuvent être valablement utilisés. L'invasion, c'est naturellement l'invasion liée à l'immigration. (...) La France est victime, depuis de nombreuses années, d'une authentique invasion

<sup>127</sup> Jean Varenne fut président du GRECE de 1984 à 1988.

<sup>128</sup> L'université de Lyon III déclencha une polémique au milieu des années 1990 au sujet du sulfureux Institut d'études indo-européennes (dissous par décision de justice en 1998) et des thèses à caractère révisionniste de Jean Plantin.

silencieuse et, pour le moment, pacifique. (...) Tandis que l'établissement adopte une attitude de collaboration avec l'envahisseur, le Front national, lui, développe une attitude de résistance.<sup>129</sup>

En abordant des thèmes comme celui de la deuxième guerre mondiale, Mégret arrive à séduire certains membres du parti qui peuvent être encore attachés à une certaine nostalgie de l'Occupation et du régime de Vichy, ceci afin d'accroître sa popularité au sein du parti auprès de personnes ayant une certaine fidélité envers Le Pen.

L'influence néo-droitière reste néanmoins très sensible : au sujet de la nature de la population française par exemple, Bruno Mégret insiste sur sa permanence :

Tous les apports extérieurs viennent d'ethnies appartenant au même rameau indo-européen. Il existe bien un peuple français dont l'origine remonte au mésolithique et au néolithique.<sup>130</sup>

Face à ceux qui font de la France un pays « métissé » et la « terre des droits de l'homme », il s'agit pour lui d'exalter un peuple mythique et invariant :

Jamais jusqu'à un passé très récent, il n'aura intégré des ethnies qui ne soient présentes dès les origines de la France. Nulle trace parmi nos ancêtres d'Africains ou d'Asiatiques. Le peuple de France a été constitué en des temps reculés. Les apports qu'il a ensuite reçus ont été minimes et de même appartenance ethnique.<sup>131</sup>

Pour Bruno Mégret, le « peuple de France est la fusion des Celtes, Latins, Germains et Vikings (...), des ethnies qui relèvent toutes de la même origine indo-européenne et s'accordent sur l'essentiel ».

L'homme est un être qui n'existe que par l'appartenance à un groupe, une vision communautaire ancrée sur un sol, la Nation, mais accouchant d'une civilisation européenne (...), une famille de peuples européens unis par une même origine ethnique, une histoire commune de coutumes, des mœurs et des religions proches.<sup>132</sup>

On retrouve là toute la thématique identitaire chère aux penseurs de la Nouvelle droite et du GRECE en particulier. Dans son ouvrage *Le Front national en politique*, Guy Birenbaum constate que « sans entrer dans une comparaison caricaturale (le phénomène n'est absolument pas de même ampleur), la création et l'animation de cet espace évoquent, d'une manière

<sup>129</sup> MEGRET Bruno, « D'une résistance à l'autre, l'Histoire en question de 1940 à 1993 », VII<sup>e</sup> colloque, 15 mai 1993, Editions nationales p. 21.

<sup>130</sup> MEGRET Bruno, *Les origines de la France*, 12 octobre 1996, Editions nationales p. 90.

<sup>131</sup> *Ibid.*

frappante, l'attitude des « intellectuels de parti » au sein du PCF dans les années 50 ». <sup>133</sup>  
L'auteur reprend la définition des « intellectuels de parti » donnée par Jeannine Verdès-Leroux dans son livre *Au service du parti (Le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956))*. La directrice de recherche au CNRS affirme :

Les intellectuels de parti sont ceux qui recevaient leur position, leur pouvoir, leurs privilèges uniquement du Parti, soit qu'ils aient été dépourvus de titres monnayables à bon cours dans le champ intellectuel, soit qu'en étant pourvus ils aient perçu qu'ils n'en auraient tiré (du fait des compétitions internes au champ) que des bénéfices ordinaires, fades. Ils dépendaient donc du Parti pour toutes sortes de gratifications d'une autre nature – pouvoir, autorité – qui s'obtenaient rapidement par la soumission et le zèle. <sup>134</sup>

Guy Birenbaum conclue :

On ne peut que souscrire à une définition identique en ce qui concerne les intellectuels du FN, même si le pouvoir et l'autorité qu'ils en retirent – et là s'inscrit une importante différence – sont uniquement d'ordre intrapartisan. Que penser également de la ressemblance entre les conférences de l'IFN, où cadres et militants viennent entendre ces universitaires maison intervenir sur les sujets de leur compétence, ou les colloques du comité scientifique du FN et les « assemblées d'intellectuels » que décrit Jeannine Verdès-Leroux, aux cours desquelles l'intellectuel présentant son œuvre « est à l'honneur » ? <sup>135</sup>

Cependant, la référence au Parti communiste ne doit pas s'arrêter là : Guy Birenbaum oublie de préciser que Bruno Mégret ne fait qu'appliquer les leçons héritées de la Nouvelle droite. En effet, les pionniers de l'aventure de la Nouvelle droite avaient pris le modèle communiste dès le début de leur aventure. Il est important de souligner ici le rôle majeur joué encore une fois par Dominique Venner. En effet, pendant sa période d'emprisonnement suite à sa condamnation pour activités terroristes, Dominique Venner a beaucoup lu, et s'est intéressé notamment à « l'ennemi », c'est-à-dire le Parti communiste, et principalement au *Que faire ?* de Lénine. <sup>136</sup> Il considère alors qu'il est possible d'emprunter les méthodes du Parti communiste. Abandonnant tout activisme qu'il considère désormais comme stérile, Dominique Venner privilégie la voie de la légalité, souhaitant en particulier que les efforts se

---

<sup>132</sup> *Ibid.*

<sup>133</sup> *Le Front national en politique*, p. 216.

<sup>134</sup> VERDES-LEROUX Jeannine, *Au service du parti (Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956))*, Paris, Fayard/Minuit, 1983, p. 175.

<sup>135</sup> *Le Front national en politique*, p. 97.

<sup>136</sup> Pierre-André Taguieff parle d'une stratégie « contre-léniniste » pour qualifier la stratégie de Dominique Venner : « pas de révolution sans la double construction d'une organisation et d'une doctrine », In *Sur la Nouvelle droite. Jalons d'une analyse critique*, p. 13.

concentrent sur le domaine intellectuel.<sup>137</sup> Cette réflexion est à l'origine du concept de métapolitique qui est la raison d'être du GRECE.<sup>138</sup>

Il est important de souligner que le Conseil scientifique permet à Bruno Mégret d'accroître son influence au sein du FN, appliquant ainsi une stratégie mêlant à la fois l'entrisme et la métapolitique au sein même du FN. En effet, il apparaît comme évident que Bruno Mégret a aussi cherché à étendre son influence au sein du parti en permettant aux néo-droitiers d'exprimer leurs positions, de les populariser, dans le but de les rendre majoritaires au sein du parti de Jean-Marie Le Pen. Encore une fois, il s'agit de prendre le pouvoir culturel pour pouvoir prendre le pouvoir politique.

Parallèlement, le manque de crédibilité du FN en matière scientifique pousse Bruno Mégret à multiplier les structures au sein de l'organigramme du FN, même si elles ne servent que de vitrine au parti. Ceci est particulièrement frappant dans le cas du CEA et du GAP.

## II. Le Centre d'Etudes et d'Analyses (CEA) et le Groupe d'Action Parlementaire (GAP)

Le CEA est créé en 1990 et placé sous la responsabilité de Jean-Yves Le Gallou avant d'être confié à Yvan Blot lors de la restructuration de 1995. Il est composé d'une trentaine d'experts, pour la plupart proches du Club de l'Horloge. Le CEA rédige des « notes de synthèses » au service du GAP, qui est chargé d'« instiller une culture de gouvernement ». Destiné à l'origine à regrouper les 35 députés battus en 1988, le GAP devait venir en aide à Yann Piat, unique rescapée du retour au mode de scrutin majoritaire. Celle-ci quittant le FN pour rejoindre le Parti républicain, le GAP s'assoupit avant d'être remis en fonction par Mégret en 1995. De hauts fonctionnaires, militaires, cadres et médecins regroupés au sein du CEA sont censés alimenter le GAP. L'objectif du CEA est le suivant : « préparer le mouvement à l'exercice des responsabilités parlementaires ou gouvernementales ». Lors d'un discours devant la Convention nationale du parti Bruno Mégret précise la définition du CEA :

Le nouveau CEA réunit des dizaines d'experts de haut niveau, engagés dans la société civile, et qui apportent ainsi, souvent de façon anonyme, compte tenu de leurs fonctions, leurs compétences, et leurs

---

<sup>137</sup> Dominique Venner revient sur cet épisode crucial dans l'histoire de l'extrême droite française dans son livre *Le cœur rebelle*, Les Belles-Lettres, 1994.

<sup>138</sup> Le principe de la métapolitique du GRECE est le suivant : la conquête du pouvoir politique présuppose celle du pouvoir culturel. Celui-ci étant monopolisé par l'intelligentsia de gauche, il faut commencer par dénoncer le

informations à la direction du Mouvement. C'est aussi à partir des travaux des commissions du CEA qu'a été pensé et préparé le programme de notre Mouvement.<sup>139</sup>

En fait, il s'agit plus pour les membres du CEA de défendre des positions plus extrêmes que celles qui figurent dans le programme officiel du FN. En effet, les notes rédigées par les membres du CEA portent la mention « *ce document, rédigé par un expert indépendant, n'engage pas la responsabilité du Front national* ». Tout cela se fait sous couvert d'anonymat.<sup>140</sup>

On peut certainement faire un rapprochement entre les militants du FN – souvent en mal de reconnaissance personnelle et qui, encadrés par l'IFN et l'Ecole des cadres, se voient confiés de véritables missions extrêmement valorisantes pour l'individu – et les intellectuels du Conseil scientifique. En plus d'indéniables convergences idéologiques, les militants et les intellectuels du FN ont en commun ce souci de reconnaissance. Le FN tire avantage de ce phénomène pour augmenter son nombre de militants et justifier une présence dans le paysage politico-intellectuel français. Guy Birenbaum constate également que :

ces personnalités sont souvent dominées dans le champ intellectuel : leurs positions, à de rares exceptions, y sont fragiles, car leurs thèses y apparaissent comme irrecevables. Au FN, ces personnes sont au contraire valorisées, tant le parti est dépourvu d'élites intellectuelles. Ainsi la trajectoire des intellectuels ressemble-t-elle à celle de nombreux élus nationaux du FN, entre 1986 et 1988,<sup>141</sup> ou de certains de ses dirigeants actuels, eux aussi dominés dans les autres partis politiques, où ils étaient mal placés pour briguer poste de pouvoir et mandat, et dont ils ont été exclus pour leurs opinions trop extrémistes. Eux aussi ont rejoint un FN très demandeur d'élites politiques légitimes.<sup>142</sup>

Matière première fournie au GAP, les travaux du CEA ne débouchent pas sur grand-chose. Au congrès de Strasbourg, au lieu des *cents propositions pour cents jours* promises par Mégret, les experts ne fournissent que treize *projets de loi* qui copient la calligraphie et la présentation de l'Assemblée nationale mais se contente de reprendre les thèmes du FN : l'abrogation des lois Pleven-Gayssot qui répriment le racisme et le négationnisme, le rétablissement de la peine de mort, la limitation de l'acquisition de la nationalité française, le retour des immigrés dans leur pays d'origine etc.<sup>143</sup> La crédibilité du GAP est aussi mise en

---

terrorisme intellectuel de la gauche. A partir de 1973-74 Alain de Benoist précise la définition de la métapolitique en précisant qu'il s'agit d'un « gramscisme de droite. »

<sup>139</sup> MEGRET Bruno, Discours devant la Convention nationale du FN, 6 novembre 1992.

<sup>140</sup> On peut remarquer l'utilisation de pseudonymes.

<sup>141</sup> Guy Birenbaum pense certainement à des personnes comme François Bachelot et Yann Piat.

<sup>142</sup> *Le Front national en politique*, p. 218.

<sup>143</sup> *Histoires secrètes du Front national*, p. 181-182.

doute par l'absence notable des thèmes économiques et sociaux, censés crédibiliser la politique du FN.

Il apparaît clairement que le but recherché par l'enchaînement de ces trois structures (Conseil scientifique, CEA et CAP) est de permettre aux idées du FN d'acquiescer une caution scientifique, puis de revêtir l'apparence d'une analyse fondée, avant de prendre la forme de projets de lois.

### III. *Identité*, revue doctrinale

Créée au printemps 1989, *Identité* est une luxueuse revue à tirage confidentiel et à parution aléatoire qui se veut théorique et élitiste.<sup>144</sup> Vingt cinq numéros ont été publiés entre mai 1989 et novembre 1998. L'équipe rédactionnelle comprend notamment Bruno Mégret (directeur de la publication) et Jean-Claude Bardet (rédacteur en chef). Encore une fois, Guy Birenbaum souligne la similitude entre la revue doctrinale du FN et les revues culturelles communistes d'antan.<sup>145</sup>

Le rôle d'*Identité* est clair : la revue constitue un lieu d'échanges entre un parti, un leader en perpétuelle quête de légitimité intellectuelle et des clercs à la recherche, pour la plupart, de reconnaissance personnelle. On peut ainsi remarquer la présence de plusieurs membres du Conseil scientifique du FN tel que Jean Haudry, Pierre Vial ou Jean Varenne au comité de patronage de la revue (tous grécistes de longue date). *Identité* est en fait l'un des vecteurs de l'introduction des thèses néo-droitières au sein du FN. A cet égard, le nom de la revue est tout à fait révélateur de son contenu, le thème de l'identité étant souvent développé dans les différents numéros de la revue. Citons notamment « L'Europe : identité et puissance » (par Bruno Mégret, *Identité* numéro 1, mai-juin 1989), « La résurgence des identités » (par Pierre de Meuse, *Identité* numéro 4), « Maurice Barrès, le découvreur de l'identité » (par Alain Sanders, *Identité* numéro 6), « L'identité, ressort de l'économie ? » (par François Chéron, *Identité* numéro 11), « Qu'est-ce que l'identité ? » ; « L'identité française » ; « Préserver notre identité » (respectivement par Pierre de Meuse, Jean-Claude Bardet, Jean-Yves Le Gallou, *Identité* numéro 13).

<sup>144</sup> Les dates de publication de la revue n'apparaissent que pour le numéro 1 et le numéro 14.

<sup>145</sup> *Le Front national en politique*, p. 218.

Guy Birenbaum va même jusqu'à souligner l'aspect singulier de l'entretien avec Jules Monnerot, spécialiste reconnu du communisme, entretien dans lequel ce dernier justifie son ralliement à Jean-Marie Le Pen. Voir *Identité*, numéro 1, mai-juin 1989.

Il est aussi intéressant de noter que Jean-Marie Le Pen y signe souvent des éditoriaux faisant aux accents néo-droitiens indéniables. Ainsi dans son éditorial du numéro 1 de la revue Jean-Marie Le Pen écrit :

Nos langues, rameaux d'un tronc commun, nous ont façonnés et elles déterminent une façon commune de penser et d'appréhender le réel. Ainsi dans nos amours et nos prières, nous sommes de la même race et du même esprit. C'est pourquoi nous nous devons à notre identité, dans la conscience libre de ce que nous sommes. En existant dans la plénitude de notre être européen, nous respectons aussi l'étranger, dans cette universalité de l'humanité qui fait de chaque homme, de chaque groupe ou nation un être différencié.<sup>146</sup>

On retrouve dans cet extrait le différentialisme identitaire cher aux penseurs de la Nouvelle droite.

De plus, les références à l'Europe des patries sont nombreuses :

C'est donc bien par un retour aux valeurs spirituelles et nationales, dont les pays Baltes, la Pologne, la Hongrie, l'Arménie, l'Ukraine et la Moldavie nous offrent l'exemple évident, que les nations d'Europe occidentale parviendront à cette indispensable synthèse entre la tradition et le progrès économique et technique que seul permet un libéralisme bien compris. (...) Les peuples d'Europe ont commencé leur retour aux sources. Un souffle vital formidable s'exhale des poitrines des foules qui manifestent à Riga, Leipzig, Budapest ou Prague. J'espère qu'il parviendra jusqu'à nous.<sup>147</sup>

On retrouve ici à la fois des références explicites aux peuples de l'Europe de l'Est, souvent montrés en exemple par le GRECE et à un « libéralisme bien compris », bien entendu fortement étranger au GRECE mais qui rappelle le libéralisme tel que le conçoit le Club de l'Horloge.

La revue *Identité* fait ainsi la part belle aux thèmes du GRECE mais aussi du Club de l'Horloge. Citons les nombreuses références à Ernst Jünger, Konrad Lorenz, Jean Raspail, mais aussi la Grèce et la Rome antique, à l'écologie, à l'Europe des patries et surtout l'antiaméricanisme comme en témoigne l'article d'Yvan Blot.<sup>148</sup> De plus, après un silence de plusieurs années *Identité* est relancée en 1996 par Bruno Mégret et elle consacre alors un numéro à *L'Amérique, adversaire des peuples*. On y retrouve l'antiaméricanisme et le rejet du métissage caractéristiques du GRECE :

<sup>146</sup> LE PEN Jean-Marie, *Identité* n° 1 mai-juin 1989.

<sup>147</sup> LE PEN Jean-Marie, *Identité* n° 4, p. 3.

<sup>148</sup> L'imposture américaine, par BLOT Yvan, *Identité*, n°14, p. 12-20.

Le melting-pot américain, longtemps considéré comme un atout, débouche aujourd'hui sur une tribalisation de la société qui fait des Etats-Unis un assemblage hétérogène où s'exacerbent la haine, le racisme et les pires discriminations entre les groupes. (...) Contre l'uniformisation mortelle du monde entreprise sous l'égide des fausses valeurs de l'Amérique, il n'est qu'une alternative, qu'un espoir, celui d'un sursaut des peuples encore attachés à leurs racines et animés d'une foi profonde en eux-mêmes.<sup>149</sup>

Les idées du Club de l'Horloge ne sont pas en reste puisqu'on retrouve l'appel au référendum d'initiative populaire cher à Yvan Blot qui entend « rétablir la démocratie »<sup>150</sup>, la dénonciation et la critique de l'Islam<sup>151</sup>, du socialisme<sup>152</sup> et du coût de l'immigration étrangère (sic).<sup>153</sup>

*Identité* est donc le lieu où les néo-droitiers tendance gréciste ou horlogère peuvent développer leurs thèmes de prédilection, permettant ainsi aux lecteurs de s'imprégner de références culturelles. Il est surtout important de noter que les catholiques traditionalistes sont totalement absents de cette revue qui se présente comme la revue théorique du parti.

#### IV. Presse et Editions (diffusion des idées du Front national, propagande)

Cette mainmise mégrétiste se retrouve aussi dans le domaine de l'Edition puisqu'on assiste à la mise en place de nombreuses structures qui permettent la diffusion des idées du FN, en son sein comme à l'extérieur.

Rappelons tout d'abord l'existence de *Présent*, *National Hebdo*, *Minute*, *Rivarol* et du *Choc du mois*, organes de presse qui existaient avant l'arrivée des mégrétistes au FN mais qui ne représentent en aucun cas la presse officielle du parti de Jean-Marie Le Pen. Cependant, si ces publications sont en concurrence intellectuelle et économique, il faut bien comprendre que leur contenu peut évoluer en fonction des idées de leurs propriétaires respectifs. L'influence mégrétiste s'y fait néanmoins sentir comme en témoigne les articles du *Monde* au sujet de *Présent*, quotidien de la mouvance catholique-traditionaliste. *Le Monde* constate une

<sup>149</sup> L'Amérique adversaire des peuples, *Identité* n° 23, juillet-août-septembre 1996.

<sup>150</sup> Rétablir la démocratie, *Identité* n°2.

<sup>151</sup> Le réveil de l'Islam, *Identité* n°6.

<sup>152</sup> La fin du socialisme, *Identité*, n°15.

<sup>153</sup> Le coût de l'immigration étrangère, *Identité* n°7 et Immigration = chômage, *Identité* n°12.

influence mégrétiste grandissante à la suite de l'offensive antisémite de l'extrême droite (au sujet de l'affaire Claude Autant-Lara) :<sup>154</sup>

Et, alors que les nouveaux penseurs du FN théorisent, à l'occasion de l'université d'été du mouvement d'extrême droite à la Baule, sur la doctrine de l'exclusion que veulent populariser les anciens du Club de l'Horloge, *Présent*, pour sa part, évoque le 2 septembre, « la nouvelle idéologie du social-judaïsme », sœur jumelle de la Nouvelle idéologie socialiste largement décortiquée par Bruno Mégret.<sup>155</sup>

De même, *Le Monde* constate que « les membres du bureau politique du parti ont quotidiennement colonnes ouvertes dans *Présent*. Les plus assidus étant des dirigeants comme MM. Mégret, Blot, Le Gallou, d'ailleurs plus proche des thèses du Club de l'Horloge que des opinions religieuses de M. Madiran ». <sup>156</sup> Ceci témoigne de l'emprise grandissante des mégrétistes sur le parti mais aussi sur la presse partisane. De plus, à partir de 1996, la presse d'extrême droite met l'accent sur la culture. « C'est en changeant la tête des gens, en mettant la main sur leur culture, qu'on parvient au pouvoir » lit-on dans *National-Hebdo*.<sup>157</sup> Le courant catholique n'est pas en reste puisque *Présent* publie un supplément *Présent-jeunesse* consacré à la bande dessinée.

Dans un entretien au *Monde* l'historien René Monzat affirme que l'essentiel de la vente des ouvrages de l'extrême droite se fait par correspondance par le biais de la publicité faite à certains ouvrages dans la presse affiliée au parti. Ainsi *National-Hebdo* vend par correspondance des ouvrages propres à forger une armure intellectuelle et théorique. De même, les bulletins locaux du parti contiennent des annonces pour les catalogues de maisons d'éditions d'extrême droite telle *Diffusion de la pensée française*.<sup>158</sup>

C'est le mégrétiste Damien Bariller qui est chargé de la diffusion des idées du FN.<sup>159</sup> Il contrôle le département argumentaire, la cellule publications, et il est également directeur de

<sup>154</sup> En 1989, Dans le magazine *Globe*, le cinéaste Claude Autant-Lara déclarait : « Quand on parle du génocide, je dis, en tout cas, ils ont raté la mère Veil. », faisant allusion à la déportation de Simone Veil. A l'époque, le cinéaste est député Front national au parlement européen de Strasbourg. Interrogé sur son dérapage antisémite, il s'entête dans ses déclarations, affirmant dire tout haut « l'opinion que des millions de français n'osent pas exprimer ». Simone Veil répliquera par le mépris (« Il faut le laisser dans son délire qui avec l'âge ne s'est pas arrangé ») et c'est Pierre Arpaillange, alors ministre de la Justice, qui engage des poursuites pour injures raciales, diffamation raciale et incitation à la haine raciale. Le scandale est tel qu'Autant-Lara est bientôt contraint de démissionner de la députation.

<sup>155</sup> *Le Monde*, 9 septembre 1989.

<sup>156</sup> *Le Monde*, *Présent* : l' « excellent quotidien » de M. Le Pen, 29 mai 1990.

<sup>157</sup> *National-Hebdo*, 5 septembre 1996.

<sup>158</sup> *Le Monde*, 22 novembre 1996.

<sup>159</sup> Notons que, curieusement, Damien Bariller fréquente l'Opus Dei puis le GRECE. Au FN depuis 1986, il entre au bureau politique en 1994. Directeur du cabinet de Bruno Mégret (aide à la rédaction des discours et textes), il est aussi l'un des piliers de la Délégation générale. Malgré ces divergences, son catholicisme est utile à Mégret lorsque celui-ci veut se dégager d'un entourage païen jugé parfois trop envahissant.

*Français d'abord*, le bulletin intérieur du parti, qui remplace *La lettre de Jean-Marie Le Pen*. Il s'occupe aussi et surtout de la maison d'édition du FN, créée par Bruno Mégret, *Les Editions nationales*. La maison d'édition publie des auteurs maison, les dessins de Konk, ainsi que des ouvrages historiques sur le baroque (par Yvan Blot) ou un album sur Clovis. L'histoire y est réinterprétée, avec une certaine cohérence, dans le but de servir la vision du monde du parti, témoigne René Monzat.<sup>160</sup>

Tout cela relève bien entendu de la stratégie métapolitique chère à Bruno Mégret. Mais le stratège horloger ne se satisfait pas de cette presse d'extrême droite dans laquelle il ne se reconnaît pas. Il estime en effet que la virulence des différents journaux maintient leur diffusion à un niveau jugé confidentiel et totalement décalé par rapport à la progression de l'électorat du FN. Il lance donc *Le Français*, « quotidien avant-gardiste et moderniste », en octobre 1994. Dans un premier temps, la préparation du journal est confiée à Damien Bariller qui veut en faire « un *Parisien* de la droite nationale » avant de tomber entre les mains de mégrétistes de longue date, Jean-Claude Bardet et Philippe Colombani. Moins polémique que *Présent*, moins « lepéniste » que *National-Hebdo*, *Le Français* se trouve incontestablement à droite du *Figaro*. Il veut aussi nouer des contacts avec la droite villiériste et balladurienne. Les préoccupations politiques et culturelles du *Français* faisaient écho à celle de la Nouvelle droite, notamment en matière de géopolitique. On y trouvait également des entretiens avec des personnalités connues et reconnues de la Nouvelle droite tels Jean Mabire, Michel Marmin ou Dominique Venner.<sup>161</sup> *Le Français* ne sera publié que pendant huit mois, et cette expérience stigmatise les tensions qui apparaissent peu à peu au sein du parti. Jean-Marie Le Pen est totalement contre l'initiative de Bruno Mégret et critique ce concurrent de *Présent*. Au même moment, une note interne au parti évoque

la création d'une cellule de communication et d'analyse politique au service du délégué général. Tout doit être mis en œuvre pour accroître la notoriété et la popularité du délégué général, améliorer son image interne et externe. (...) Bruno Mégret doit devenir incontournable. (...) Il faut définir une stratégie, travailler les médias, conduire le travail de la presse plutôt que le subir, créer son réseau interne au plan national.<sup>162</sup>

Jean-Marie Le Pen prendra connaissance de cette note et y verra les premiers indices d'un complot mégrétiste à son endroit.

<sup>160</sup> *Le Monde*, 22 novembre 1996.

<sup>161</sup> Jean Mabire a participé à la création du GRECE. Michel Marmin est membre directeur du GRECE et rédacteur en chef de la revue *Eléments*.

<sup>162</sup> Note *Carnix* rédigée par le journaliste de *Minute* Fabrice Saulais. Cité par DELY Renaud, In *Histoire secrète du Front national*, p. 78.

## V. La bataille du vocabulaire : premier pas vers la lepénisation des esprits

Le terme de lepénisation des esprits<sup>163</sup> implique que le FN a subrepticement imposé ses théories, non seulement à ses sympathisants, mais à l'ensemble du monde politique, poussant même les partis adverses à utiliser ce même vocabulaire.<sup>164</sup> On songe aussi à « l'affaire Le Bras » de l'INED (Institut National d'Etudes Démographiques), ce chercheur ayant provoqué un tollé général en dénonçant dans son livre *Le démon des origines, démographie et extrême droite*<sup>165</sup> une collusion plus ou moins consciente et volontaire entre les travaux de certains de ses confrères de l'INED (notamment Michèle Tribalat accusée d'avoir utilisé inopportunément l'expression « Français de souche »). Cette lepénisation des esprits relève d'une stratégie bien précise mise en place par Bruno Mégret et inspirée une fois encore des idéologues marxistes. Selon le Délégué général,

un de leurs succès a été de faire utiliser une partie de leur vocabulaire par leurs adversaires. Chacun des mots étant lourd d'implications idéologiques, tout homme politique qui l'utiliserait se transformerait en militant involontaire du marxisme. Il ne faut donc pas répandre les termes de ses adversaires. Certains termes transportent avec eux une doctrine politique, notre stratégie sera de contraindre par la force des mots, nos adversaires à rentrer dans notre logique (...). Il s'agit pour nous de diffuser dans le débat public nos propres expressions, porteuses de nos conceptions.<sup>166</sup>

Un texte de l'Institut de formation nationale résume la volonté du FN de créer son propre vocabulaire. « Du choix des mots utilisés dépend l'efficacité du discours politique mais aussi l'image qu'on en donne », lit-on dans ce texte destiné aux cadres du mouvement qui recommande de « ne pas utiliser le vocabulaire de l'adversaire ». Le texte explique ainsi qu'il ne faut pas « utiliser le vocabulaire de l'adversaire ni des termes qui le valorise : deux types de mots sont à proscrire : les mots appartenant à l'idéologie marxiste et les mots appartenant à l'idéologie des droits de l'homme ». Il convient donc de « remplacer les mots interdits par des

<sup>163</sup> Robert Badinter, Ministre de la justice sous le gouvernement Mauroy (1981-1984), garde des sceaux dans le gouvernement Fabius (1984-1986), président du Conseil constitutionnel (1986-1995), aujourd'hui Sénateur, fut le premier à utiliser l'expression « lepénisation des esprits ».

<sup>164</sup> Voir TEVANIAN Pierre et TISSOT Sylvie, *Mots à maux, dictionnaire de la lepénisation des esprits*, Editions Dagorno, 1998. Voir aussi TEVANIAN Pierre, *De l'INED à TF1, un racisme qui vient d'en haut*, octobre 1999, [http://lmsi.net/impression.php3?id\\_article=2](http://lmsi.net/impression.php3?id_article=2).

<sup>165</sup> LE BRAS Hervé, *Le démon des origines, démographie et extrême droite*, Editions de l'Aube, 1998.

<sup>166</sup> MEGRET Bruno, *La bataille du vocabulaire*, cité par FAUX Emmanuel, LEGRAND Thomas et PEREZ Gilles, *Plumes de l'ombre*, Paris, Ramsay, 1991, p. 100.

<sup>169</sup> Le Front national refuse le terme « establishment », « anglicisme qui renforce le pouvoir attractif de l'American Way of Life sur la culture européenne. » Le FN se targue d'avoir « traduit » le mot anglais en bon français.

mots à s'approprier : aux mots confisqués par l'adversaire et qui sont devenus autant de symboles, soit du bien (les travailleurs) soit du mal (les patrons), il faut substituer un autre vocabulaire ».

S'en suit une liste de mots à proscrire et les mots et expressions que le FN préconise : on ne doit pas dire « les masses » mais « les peuples » ; « les classes » mais « les catégories socioprofessionnelles, les Français actifs, qui travaillent » ; « les luttes » mais « le combat » ; « le sens de l'histoire » mais « les aléas de l'histoire » ; « les patrons » mais « les employeurs » ; « les possédants » mais « les propriétaires » ; « les mouvements de libération » mais « les mouvements terroristes ».

Une seconde liste donne des exemples de mots à utiliser « pour des raisons tactiques ». Il faut remplacer « les hommes politiques » par « les politiciens, la nomenklatura politicienne », « le PS, le PC, l'UDF et le RPR » par « l'établissement », <sup>167</sup> « les communistes français » par « les derniers staliniens », « les milieux pro-immigrationnistes » par « le parti de l'étranger », « SOS Racisme, LICRA, MRAP etc. » par « les lobbies de l'immigration ».

*Le Monde* juge que ce texte doit beaucoup à l'apport des anciens du Club de l'Horloge et précise qu'ils ont eu la même démarche auprès du RPR, lorsqu'ils n'avaient pas encore rejoint le FN. <sup>168</sup> Cette portée symbolique du vocabulaire est soulignée par une troisième liste destinée à illustrer la philosophie du FN. Le terme « individualisme » est à bannir car il est synonyme d'« égoïsme ». « L'individu » est vu comme un « homme dépersonnalisé, déshumanisé » et les mégrétistes préfèrent la conception de « l'homme enraciné, héritier d'un lignage et d'une culture. » Le mot « universalisme » doit être remplacé par « cosmopolitisme, mondialisme », « égalitarisme » par « nivellement », « administration » par « bureaucratie », « droits de l'homme » par « les droits et les devoirs des citoyens » et la « société » par « communauté ». La liste est longue et c'est véritablement tout un vocabulaire spécifique qui doit être systématiquement utilisé. Soulignons enfin que le premier mot sur la liste est « identité » et que ce terme doit désormais figurer dans tous les discours de Jean-Marie Le Pen.

---

<sup>168</sup> *Le Monde*, 10 mai 1990, p. 9.

## Chapitre 9. Recherche de terrains propices à l'implantation du FN et à la diffusion de son discours

Dans un souci d'élargir le nombre de ses militants en même temps que son électorat, le FN va s'attacher à créer des structures qui doivent permettre l'ancrage du parti dans la société française. Dès le début des années 1990 on peut noter la mise en place de mouvements de jeunesse et la création de syndicats.

### **I. Mouvements de jeunesse**

Dès 1973 Carl Lang et Jean-Marie Le Pen créent le Front national de la jeunesse (FNJ). Si dans les années 1970 le FNJ se heurte à la concurrence de nombreux groupuscules d'extrême droite portés sur l'action violente contre les groupuscules d'extrême gauche,<sup>169</sup> il a néanmoins permis à certains de ses responsables d'intégrer peu à peu l'appareil du parti. Puis le FNJ commence à s'institutionnaliser du fait de la stabilité qu'il offre par rapport aux autres groupes de jeunes nationalistes souvent éphémères. Cette stabilité est renforcée par l'importance que prend le Front national sur l'espace politique français. Le FNJ tire donc son épingle du jeu pour s'imposer progressivement comme le mouvement de la jeunesse nationaliste française. Bruno Mégret ne pouvait évidemment pas se désintéresser de cette jeunesse radicale mais se heurta à l'hostilité radicale de la direction du FNJ, assumée par Samuel Maréchal, gendre de Jean-Marie Le Pen. Il applique une stratégie de contournement et choisit d'investir le Renouveau Etudiant (RE), syndicat frontiste universitaire créé en janvier 1990 par le FNJ. Destiné à l'origine à « fédérer tous les nationaux et les nationalistes présent dans l'enseignement supérieur »,<sup>170</sup> le RE tente dès son origine de préserver une certaine indépendance vis-à-vis de la direction du parti lepéniste, ce qui permet à Bruno Mégret de pratiquer un entrisme plus aisé, car les liens sont loin d'être coupés entre le RE et le FNJ, ce qui permet à Bruno Mégret d'envisager de disposer à l'avenir de militants tous dévoués à sa

---

<sup>169</sup> Notamment le Groupe Action Jeunesse (GAJ) plutôt proche des solidaristes, le Groupe Union Défense (GUD) composé d'étudiants, l'Œuvre française de Pierre Sidos, prolongement spirituel de Jeune Nation et le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR de Jean-Gilles Malliarakis).

<sup>170</sup> Interview d'un dirigeant RE citée In BOUZAMA Magali, *Le Front national et la formation des jeunes : l'échec d'une tentative d'homogénéisation de cultures politiques*, GSPE, IEP de Strasbourg. Colloque de l'Association Française de Science Politique, avec le concours du Centre de recherches politiques, administratives et sociales (CNRS, Lille 2) et l'Ecole doctorale de l'Institut d'études politiques de Paris : « Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs » Paris, Institut d'études politiques, 31 janvier et 1er février 2002.

cause et ses idées. L'influence du très néo-droitier Pierre Vial s'avère être très forte au RE et sert les desseins de Mégret. De surcroît, les étudiants sont séduits par l'intellectualité comme modalité de faire de la politique. A partir d'octobre 1997, Nicolas Evrard, ancien étudiant de Pierre Vial, Stéphane Bourhis et Olivier Chalmel, deux jeunes mégrétistes, dirigent le RE. Les membres de RE défendent le paganisme et sont ancrés sur une ligne nationaliste-révolutionnaire qui rejette le capitalisme autant que le communisme, ce qui n'est pas sans rappeler le discours du GRECE.<sup>171</sup> De nombreuses divergences opposeront Jean-Marie Le Pen au RE, le leader frontiste qualifiant les activités de RE de « folklore politique ». <sup>172</sup> Né sur les cendres d'Occident en 1968, auto-dissout en 1981, le GUD réapparaît début 1998. D'inspiration nationaliste-révolutionnaire, ses thèmes de prédilection sont l'anticommunisme et l'anti-capitalisme et il se trouve donc très lié au RE, bien qu'il veuille garder son indépendance par rapport au FN. Pourtant, le GUD se rapproche de Mégret et ce dernier puisera parmi le GUD et le RE pour constituer son propre service d'ordre en 1997. <sup>173</sup>

Magali Boumaza précise que

dès le début des années 1990 les néo-droitistes pratiquent leur stratégie de l'entrisme et placent leurs pions aux postes à responsabilités, localement d'abord puis à la direction nationale. Le Renouveau Etudiant est devenu au fur et mesure un instrument de structuration des jeunes mégrétistes, certains n'hésitent pas à parler de la mégrétisation du Renouveau Etudiant.

Le directeur national du FNJ, Erwan Le Gouëllec, l'explique ainsi :

Oui, grosso modo ce qui c'est passé. Il lui restait quoi ? Il [Mégret] lui restait les jeunes, (...) Il est rentré en contradiction complète avec Samuel Maréchal qui, lui, avait adopté la ligne politique *Ni droite, ni gauche, Français* alors que lui préconisait toute une stratégie d'alliance à droite qui est la stratégie qu'a toujours refusé le Front.<sup>174</sup>

En 1995, Pierre Vial décide d'organiser son influence au sein du FN en créant l'association Terre et Peuple. Maître de conférence d'histoire médiévale à Lyon III, Pierre Vial est un néo-droitier pur et dur aux propos souvent radicaux.<sup>175</sup> Il est au FN le chef de fil des païens. Il

<sup>171</sup> *Le FN, 25 ans après, regards sur l'enracinement d'un parti*, 4<sup>e</sup> volet, *l'idéologie du FN, diversité et radicalisation*, Les Nuits magnétiques, France Culture, 26 septembre 1997.

<sup>172</sup> LE PEN Jean-Marie, 4<sup>e</sup> congrès de Renouveau Etudiant, septembre 1995.

<sup>173</sup> Signalons également l'existence du fameux DPS (Département Protection Sécurité), groupe fort de 3 000 hommes placés sous l'autorité de Le Pen.

<sup>174</sup> Erwan Le Gouëllec, directeur national FNJ, 27 ans, commercial, 29/04/2000 Paris. Cité In *Le Front national et la formation des jeunes : l'échec d'une tentative d'homogénéisation de cultures politiques*, p.16.

<sup>175</sup> En 1979 lors du XIV<sup>e</sup> colloque du GRECE Pierre Vial déclare : « Le totalitarisme est né où est apparue l'idée monothéiste qui implique la soumission de l'être humain à la volonté d'un Dieu unique, omniscient, éternel, tout

apporte à son soutien à Bruno Mégret, ainsi qu'une nébuleuse de revues et d'associations bien implantées dans la jeunesse d'extrême droite. Son paganisme est viscéralement anti-chrétien et séduit une frange de la jeunesse frontiste. Terre et Peuple a vocation à rassembler des jeunes pour les préparer physiquement et intellectuellement à la guerre ethnique :

Nous allons tout droit vers une guerre ethnique et cette guerre sera totale. Il n'y a pas mérite à prédire cela : l'actualité quotidienne nous l'enseigne en direct. Il faut donc préparer mentalement, psychologiquement, moralement et physiquement le plus grand nombre possible de nos compatriotes à cette perspective, afin qu'ils vivent cette échéance le moins mal possible, c'est-à-dire en se donnant le maximum de chance de survivre. (...) Nous voulons mettre en alerte les hommes et les femmes de notre peuple sur le sens des affrontements qui se préparent et à forger leur détermination à faire face. Les Français vivent encore dans un cocon. Ils vont bientôt redécouvrir la barbarie, dont le terrorisme n'est qu'un avant-goût. Est en jeu, tout bonnement, la survie d'une culture et d'une civilisation plurimillénaires, sans lesquelles nos vies individuelles n'auraient plus de sens, plus de valeur, plus d'intérêt. (...) Lier les deux mots « Terre et Peuple » n'est jamais qu'une façon de dire « la Gaule aux Gaulois. »<sup>176</sup>

Organisée en petits groupes locaux (Pays Cathare, Alsace, Anjou, Pays Celto-Ligure etc.), Terre et Peuple propose aux jeunes frontistes de nombreuses activités culturelles axées sur le culte de la nature, des divinités nordiques et de l'écrivain Saint-Loup, de son vrai nom Marc Augier, ancien sergent engagé sous l'uniforme de la Waffen SS dans le cadre de la LVF.<sup>177</sup> Le symbole de l'association est l'edelweiss,

qui étymologiquement signifie « blanc et noble » car le blanc a toujours été, chez les peuples européens, depuis l'Antiquité, la couleur de la pureté, de la souveraineté, et de l'élévation tant physique que morale. (...) Symbole plusieurs fois millénaire, expression de cet enracinement, de cette identité culturelle que nous revendiquons, l'edelweiss symbolise parfaitement les combats devenus aujourd'hui indispensables pour défendre notre droit à être nous-mêmes, face à ceux qui voudraient nous imposer un monde uniformisé, massifié, cosmopolite.<sup>178</sup>

---

puissant. Tout a commencé historiquement avec Abraham. Ce n'est pas pour rien que les tenants des trois religions monothéistes, le judaïsme, le christianisme et l'islam, s'intitulent les fils d'Abraham. Il faut nous mettre à l'écoute du grand rire libérateur des dieux de l'Olympe. Bernard Henry-Lévy nous somme de choisir entre Athènes et Jérusalem. Nous avons choisi : nous irons prier sur l'Acropole. »

<sup>176</sup> Bulletin d'information de Terre et Peuple, n°1.

<sup>177</sup> Au sujet de Saint-Loup, Pierre Vial écrit : « Saint-Loup a fait de moi un païen. C'est-à-dire quelqu'un qui sait que le véritable enjeu, depuis deux mille ans, est de savoir si l'on appartient, mentalement, aux peuples de la forêt ou à cette tribu de gardiens de chèvres qui, dans son désert, s'est auto-proclamée élue d'un dieu bizarre. » In *Rencontres avec Saint-Loup*, édité par les Amis de Saint-Loup, 1991, p. 148.

<sup>178</sup> Bulletin d'information de Terre et Peuple, n°1.

Partisan d'un néo-paganisme acharné, centré sur le culte du sang et du sol, Pierre Vial revient dans un autre bulletin de son association sur ce qui est au cœur de ses fantasmes, l'incontournable affrontement religieux et culturel avec le judéo-christianisme :

Nous sommes en état de guerre culturelle. Dans cette guerre, un film, une émission de télévision, les chansons d'un « Bruel », une publicité Benetton, Disneyland, l'ouverture d'un Mac Donald's... sont autant d'armes au service du déracinement. Les choses sont en fait très simples : d'un côté, une idéologie mondialiste, universaliste, cosmopolite ; de l'autre, une conception du monde enracinée, communautaire, populaire. Entre ces deux univers, inconciliables, une guerre a commencé, depuis très longtemps : quelques millénaires... La guerre des peuples de la forêt contre les tribus du désert. <sup>179</sup>

On peut remarquer que comme souvent, Bruno Mégret a une conception utilitariste de Pierre Vial et de son association. Lui fournissant des gages sérieux en matière de fermeté idéologique, les discours à consonance païenne font un peu plus oublier son passé au RPR, ce qui est une nécessité pour conquérir le FN. Il faut pourtant noter que Mégret se défend de toute référence gréciste. Pierre Vial représente certainement un atout pour la conquête de l'appareil et de la jeunesse en particulier mais aussi un handicap pour la quête, externe, de respectabilité.

La jeunesse frontiste applique les méthodes de Pierre Vial et entend aussi développer sa propre culture. Des groupes de rock voient ainsi le jour <sup>180</sup> et revendiquent l'appellation « Rock Identitaire Français » (RIF). Le RIF est officiellement soutenu par le FNJ qui en fait la promotion mais cela ne l'empêche pas les membres des différents groupes de tenir un discours proche de celui de Bruno Mégret. La grande majorité des groupes le suivront d'ailleurs au moment de la scission du FN. Ainsi le groupe *Fraction* affiche clairement son objectif dans une interview à *Jeune Résistance* (hiver 2001), l'une des publications d'Unité radicale, groupuscule nationaliste dont est issu Maxime Brunerie, auteur de la tentative d'assassinat sur la personne du Président de la République le 14 juillet 2002, et dont les liens avec le MNR de Bruno Mégret ne sont plus à prouver. <sup>181</sup> « Diffuser un message politique clair sur un support musical susceptible de toucher le plus grand nombre. » Pour ce faire, les adeptes du RIF disent s'inspirer des théories de l'un des fondateurs du Parti communiste italien, Antonio Gramsci, et citent les exemples de «SOS Racisme et du groupe Zebda» pour

<sup>179</sup> Bulletin d'information de *Terre et Peuple*, n°6.

<sup>180</sup> Fraction Hexagone, Vae Victis, Basic Celtos, In Memoriam, Brixia, Elendil etc.

<sup>181</sup> Voir aussi à ce sujet « Quand Mégret joue les ingénus », *Libération*, 7 août 2002.

souligner la nécessité d'élaborer une «propagande intello-culturelle qui doit servir la mobilisation électorale et politique».<sup>182</sup>

Cependant la diffusion de ces groupes n'est pas assez importante (elle se fait surtout par correspondance et ces disques ne sont pas en vente chez les disquaires officiels) pour concurrencer les groupes proches de l'extrême-gauche. Néanmoins, leur existence montre clairement que la stratégie métapolitique de Bruno Mégret a bien été comprise et assimilée par les jeunes du parti, même si le Délégué général n'est pas directement à l'origine de cette initiative.

## II. Création de syndicats

Le FN s'est déjà soucié des questions sociales et cela dès sa création puisqu'il souhaite alors incarner la droite sociale, populaire, nationale et qu'il défend une « troisième voie entre lutte sociale et monopole ». Puis à partir du moment où le FN a adopté l'ultra-libéralisme à partir de 1978 les questions sociales ne sont plus considérées comme des préoccupations majeures. Si beaucoup considèrent que Bruno Mégret est l'homme qui a forcé le FN à prendre en compte les questions sociales à partir de 1996 il faut néanmoins préciser que le parti n'a pas attendu l'initiative de son délégué général pour s'intéresser au domaine social.

Le premier tournant date de mai 1988. Jusqu'à cette date le FN avait pour habitude de faire défiler ses troupes le deuxième dimanche de mai afin de célébrer Jeanne d'Arc et à travers elle, la nation. En 1988 Jean-Marie Le Pen décide de déplacer cette commémoration au 1<sup>er</sup> mai, en raison de l'élection présidentielle qui a lieu le 8 mai. Ainsi, depuis 1988 le FN fait coïncider la célébration de la nation avec la fête du travail. Lors de la Convention nationale du FN le 22 janvier 1989 Jean-Marie Le Pen confirme son intention de se tourner vers l'électorat populaire et défend « l'ouvrier français ». Lors du 8<sup>e</sup> Congrès du parti du 30 mars au 1<sup>er</sup> avril 1989, le social est encore une priorité affichée et le FN entend bien lancer une offensive dans ce domaine. Cependant, les initiatives annoncées tardent à se concrétiser. Ce n'est que deux ans plus tard que les premiers signes d'une action tournée vers le social apparaissent. C'est alors la délégation générale qui est à l'origine de la mise en route d'une politique sociale puisqu'elle publie les *Cinquante et une mesures* de Mégret destinées à être l'armature du programme social du FN. Des slogans et banderoles sont lancées lors de la journée du 1<sup>er</sup> mai

<sup>182</sup> « Du rock à Gramsci, un fourre-tout idéologique » et « La musique «identitaire », *Libération*, 7 août 2002.

1992 mais l'opinion et les médias retiennent surtout les slogans nationalistes qui parsèment la manifestation. Bruno Mégret présente ensuite les *Trois cent mesures*<sup>183</sup> et déclare que « pour être social il faut être national ».

Il faut ensuite attendre 1996 pour voir le FN véritablement lancer son offensive sociale. Prenant acte de la nouvelle composition de l'électorat frontiste Jean-Marie Le Pen veut « dédroitiser » l'image de son parti.<sup>184</sup> Les grèves de l'hiver 1995-1996 qui paralysent la France vont également jouer un rôle important. Dans un premier temps le FN et son président en particulier condamne les grèves, renvoyant dos à dos l'Etat et les syndicats, mais retourne sa veste devant l'ampleur de la contestation sociale.<sup>185</sup> De plus, 71% des électeurs du FN soutiennent les grévistes selon un sondage effectué en décembre 1995.<sup>186</sup> Le 13 février 1996, dans un entretien au *Monde*, Bruno Mégret explique ses positions en matière sociale :

Le FN entend développer un programme social et soutenir les mouvements sociaux, mais dans une démarche rénovée. Nous voulons faire du social sans faire de socialisme. Ainsi, les socialistes considèrent que la propriété c'est le mal. Nous, nous pensons que la propriété, c'est social, car c'est un facteur d'enracinement et de sécurité (...) Il faut d'abord créer un troisième pilier de crédibilité. Pour beaucoup de Français, le Front national apporte des solutions en matière d'insécurité et d'immigration. Nous voulons, de la même manière, être crédibles sur la question de l'emploi, et plus globalement, sur la question sociale (...) Nous allons également œuvrer au rassemblement du Peuple Français. Nous avons pour ambition d'être un mouvement populaire, transcendant les clivages politiques anciens de la fausse droite et de la gauche archaïque pour rassembler l'ensemble du peuple français, à l'image de ce qu'avait tenté le RPF, le Rassemblement du peuple français du Général de Gaulle. Nous allons intensifier la présence du Front national dans la société française en renforçant son tissu d'implantation locale et en élargissant son impact dans les milieux professionnels. Après la police, nous allons mener des actions à la RATP et, sans doute, dans les transports en province, ainsi que dans le monde enseignant, où nous serons certainement portés par des actes de violence perpétrés dans les établissements. Enfin, nous voulons être présents aux élections professionnelles des chambres de commerce, des chambres de métiers et aux scrutins prud'homaux, portés dans ce cas par la déception du monde économique - surtout des artisans et commerçants, qui ont beaucoup attendu du nouveau pouvoir et qui sont déjà déçus.<sup>187</sup>

Bruno Mégret comprend qu'il ne peut arriver au pouvoir en se coupant des mouvements sociaux. Si le FN a toujours eu une tradition anti-syndicaliste, les choses vont changer sous l'impulsion du Délégué général. En outre, en étant véritablement à l'origine du tournant social

<sup>183</sup> *300 mesures pour la renaissance de la France, programme de gouvernement*, Editions nationales, 1993.

<sup>184</sup> Un sondage IFOP à la sortie des urnes montrait que 27% des ouvriers avaient voté pour Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 1995 contre 20% pour Lionel Jospin.

<sup>185</sup> Rappelons que de tout temps le FN a été hostile à l'action syndicale, le changement n'en est donc que plus significatif.

<sup>186</sup> Sondage CSA-*Le Parisien*-RTL, cité par *Infomatin*, 4 décembre 1995.

du FN, Bruno Mégret va gagner une étape importante dans la conquête interne du parti. Il nomme délégué national au développement Philippe Olivier, ancien directeur de cabinet de Jean-Yves Le Gallou. Ce dernier, appuyé par Olivier Chalmel et Yves Dupont, est en charge des activités catégorielles, actions de proximité et surtout du lancement de syndicats. Les activités catégorielles consistent à conquérir de nouveaux pans de la société en draguant de multiples catégories socioprofessionnelles. « Nous estimons avoir atteint une certaine maturité politique, et nous voulons être défendus syndicalement par des gens qui ne sont pas contre nous », explique Philippe Olivier, en octobre 1996, au magazine économique *Enjeux-Les Echos*.

Le premier syndicat à voir le jour est le FN-Police, créé sur l'initiative personnelle de Jean-Paul Laurendeau,<sup>188</sup> pendant les grandes grèves de l'hiver 1995-1996. En décembre 1995 lors des élections professionnelles de la Police, le tout nouveau syndicat obtient 7,53% des voix, quelques jours seulement après le dépôt de ses statuts.<sup>189</sup>

En mars 1996 naît le FN-RATP, parrainé par Jean-Yves Le Gallou. Notons que les tensions au sein du FN se font de plus en plus sentir, puisque Bruno Gollnisch, élu de la ville de Lyon, lance lui aussi un syndicat de transport dans la capitale Rhône-Alpes, le FN-TCL. (FN-Transports en commun lyonnais).

Le cas de EML, Entreprises modernes et libertés, créé en 1984 est lui aussi révélateur du flou et des rivalités qui règnent au sein du parti frontiste. EML rassemble un certain nombre de Cercles nationaux tels le Cercle national des banques, éducation nationale, justice, RATP, SNCF, santé, transports aériens, Télécoms ou transports routiers. Ces Cercles représentent en quelque sorte les ancêtres des syndicats FN puisque leur rôle est de répandre les idées frontistes dans certains milieux socio-professionnels mais aussi de récolter des fonds pour le parti. Les Cercles n'ont jamais eu une portée suffisante et intéressante pour le FN, le Cercle le plus actif étant le Cercle national des anciens combattants. La plupart de ces Cercles sont souvent des coquilles vides. EML devient la Confédération nationale Entreprise moderne et libertés (CNEML) le 14 février 1996 puis en FN-Entreprises modernes et libertés (FNEML) le 30 mars 1996, passant des mains du secrétariat général de Bruno Gollnisch – dont elle dépend à l'origine – à celles des activités catégorielles sous l'égide de la délégation générale de Bruno Mégret. Le secrétariat général n'est pas en reste puisqu'il lance le CNTS (Cercle national des

---

<sup>187</sup> *Le Monde*, 13 février 1996.

<sup>188</sup> Jean-Paul Laurendeau est un policier qui a d'abord lancé son propre syndicat, Solidarité-Police, avant de le changer en FN-Police avec l'accord des dirigeants du FN.

<sup>189</sup> Avec la FPIP (Fédération professionnelle indépendante de la police), les deux organisations avaient obtenu un score de 13,23 %, suscitant une vive inquiétude des syndicats républicains. Le FN-Police n'a cependant pas pu se présenter au scrutin suivant en 1998. Il avait été interdit par le tribunal de grande instance d'Evry (Essonne) en raison de la confusion créée par cette appellation avec le parti de M. Le Pen. La FPIP redevenait alors presque

travailleurs syndiqués) qui vise à regrouper tous les sympathisants du FN déjà engagés dans les grandes centrales syndicales.

L'offensive syndicale du FN est donc double, d'une part créer les structures syndicales organiquement liées au parti, d'autre part rassembler ses sympathisants qui sont dans de différentes confédérations syndicales et faire de l'entrisme au sein des syndicats.

On comprend mieux alors l'importance de l'Institut de Formation Nationale et de l'École des cadres mises en place par Bruno Mégret. En effet, les militants doivent être formés afin d'infiltrer les organisations syndicales. Le *guide du responsable n°1* invite aussi les militants à se tourner vers la vie associative, où qu'elle puisse être :

Sans démunir ses effectifs, ni disperser ses activités, le secrétaire départemental doit susciter parmi ses adhérents l'implantation des Cercles proches du mouvement. Il proposera la nomination des animateurs départementaux à la direction des différents Cercles intéressés. Le secrétaire départemental incitera les adhérents et militants de sa fédération à participer à la vie associative locale, à des contacts avec les socio-professionnels réceptifs à nos idées, et aux élections syndicales, prud'homales, universitaires et des parents d'élèves, pour mieux diffuser notre message dans toutes les couches de la population.<sup>190</sup>

D'autres syndicats voient le jour, tels FN-Pénitenciaire en septembre 96, puis FN-Routiers, FN des locataires et le Mouvement pour un enseignement national (MEN). Dès 1996, une tentative d'entrisme s'est dessinée lors des élections professionnelles des enseignants. Olivier Pichon, travaillant à l'époque pour le FN, reconnaît que, faute d'avoir réussi la transformation du MEN en syndicat, il « a préféré l'infiltration sur des listes amies ».<sup>191</sup>

Parallèlement, d'autres initiatives à caractère social voient le jour telles la création par le FNJ de l'Association de recherche pour l'emploi des jeunes et le lancement de la Coordination française nationale des travailleurs (cFNt<sup>192</sup>) pour les élections prud'homales de décembre 1997. Le FN entend présenter des listes syndicales dans les collèges salariés et employeurs pour conquérir une représentativité nationale, consolider son ancrage populaire, dans les entreprises comme dans la vie publique. Aux élections de 1997 le cFNt obtient en moyenne

---

seule à occuper le terrain extrémiste, ayant pour unique concurrent un groupuscule, le Syndicat professionnel des policiers de France (SPPF), crédité de 0,4 % des suffrages en 1995.

<sup>190</sup> *Le Guide du militant*, National Hebdo, février 1991. Voir aussi en Annexes extraits de *Pourquoi militer - Le décalogue du militant - Le Guide du militant*, et extraits de *Le militant dans l'action - Créer un syndicat - Le Guide du Militant*.

<sup>191</sup> *Le Monde*, 12 octobre 1996.

<sup>192</sup> La typographie du sigle ne veut laisser planer aucun doute sur les liens qui unissent la coordination et le FN.

moins de 2% des suffrages nationaux mais présente surtout des listes dans tous les domaines.<sup>193</sup>

Cependant, l'offensive sociale du FN marque aussi, dans les rangs syndicaux, les débuts d'une réaction unitaire initiée par la CFDT et de la CGT. Dès le 7 juin 1996, le tribunal de grande instance de Nanterre, saisi par l'entreprise et par la CFDT, interdit notamment au FN-RATP de se prévaloir de la qualité de syndicat professionnel. Et ce, en application du code du travail, qui dispose que « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des droits, ainsi que des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, des personnes visées par leurs statuts. » Dans la foulée, la RATP engage un travail de longue haleine pour réduire les actes de violence et l'insécurité auxquels ses agents sont régulièrement confrontés dans les rames de métro et les autobus. La tentative du FN fit long feu à la RATP, et le parti d'extrême droite ne fit pas appel du jugement du tribunal de Nanterre. Celui-ci a conforté le principe de l'indépendance syndicale et compliqué durablement ses tentatives d'implantation.

Si la création de syndicats FN s'avère être un échec pour le parti, les réseaux et structures mises en place ont néanmoins permis au FN de s'implanter dans la société française. Dans un article du *Monde* analysant les soutiens dont peut bénéficier le FN à l'entre deux tours des élections présidentielles de 2002, Christiane Chombeau explique aussi que :

De l'aide aux plus démunis, aux associations professionnelles en passant par les organisations culturelles, familiales et syndicales, rien n'avait été négligé. Actuellement, beaucoup de ces associations se résument à un président et une boîte à lettres mais peuvent d'un moment à l'autre reprendre vie. Ces réseaux dormants que l'extrême droite peut réveiller. (...) Dans l'éducation nationale, chez les contribuables et les petits patrons, dans les associations de locataires de cités HLM, chez les policiers, le Front national dispose de relais implantés aux cours des années 1990. Chacun d'eux diffuse les thèses de Jean-Marie Le Pen et constitue un vivier de militants.<sup>194</sup>

De même :

---

<sup>193</sup> *Bulletin d'informations syndicales antifascistes n°16, décembre 97-janvier 98*, édité par la commission syndicale de Ras l'Front.

<sup>194</sup> *Le Monde*, 26 avril 2002.

Une structure parallèle au FN a vu le jour en décembre 2001 pour porter, chez les enseignants comme chez les parents d'élèves, les thèses du parti sur l'éducation. *SOS école*, présidée par un ancien proviseur, Gilles Sibillat, rassemble 140 adhérents, dont deux tiers d'enseignants. Elle a succédé au Mouvement pour un enseignement national (MEN), association jadis liée au FN, mais dont le président, Olivier Pichon, est passé au Mouvement national républicain (MNR) de Bruno Mégret. Enseignants et parents d'élèves constituent des cibles privilégiées.<sup>195</sup>

Si le FN a finalement réussi à tenir un discours social, cela est dû au pragmatisme des mégrétistes et de leur chef. De surcroît, les arguments des syndicats FN en matière de lutte syndicale relèvent d'une rhétorique typiquement néo-droitière, la défense des travailleurs français passant par une dénonciation de la mondialisation et par une défense de l'identité nationale à travers la préférence nationale. Bruno Mégret a donc réussi à allier la question identitaire et la question sociale.

Cette offensive sociale est réellement une évolution marquante du FN. L'adoption d'un programme social ne signifie pas que le FN adoucit la teneur de ses idées ni qu'il s'éloigne de l'extrême droite ou du fascisme. Au contraire le FN se durcit comme l'affirme René Monzat :

Les cadres du FN cherchent à créer un « carburant politique » à deux composants : capter l'énergie de la contestation sociale et la lier à la force d'un nationalisme et d'une xénophobie alimentés par la peur. Les dirigeants du FN savent, pour en avoir méthodiquement étudié les leçons, que cette « recette » donna leurs forces aux régimes autoritaires d'entre les guerres, au national-socialisme comme au fascisme italien. Ils ne veulent et ne peuvent recréer le passé, mais souhaitent retrouver l'efficacité politique et sociale du mélange de ces deux composants. (...) Le FN réalise sur le terrain social comme d'en d'autres domaines une synthèse et une mise à jour. Loin d'aller vers la gauche, il se réapproprie l'héritage de la droite « révolutionnaire » comme de la droite « contre-révolutionnaire ». Il réalise en acceptant le cadre républicain et l'idée de démocratie qu'il retravaille au point de les vider de leur sens, une synthèse qui lui permet d'être en prise sur les contradictions sociales et politiques contemporaines. Adoptant un nouveau positionnement politique, cohérent avec son évolution idéologique comme avec le comportement de son électorat, il devient « préfasciste ».<sup>196</sup>

---

<sup>195</sup> *Ibid.*

<sup>196</sup> MONZAT René, « Un zeste de 'social' sur la préférence nationale », In *Les idées en mouvement*, mensuel de la Ligue de l'enseignement, N° 37, mars 1996.

### III. Remarques sur le Secrétariat général

L'organisation du FN repose donc sur une double structure, la délégation générale et le secrétariat général. Il faut s'attarder sur cette dualité particulière, qui permet à Jean-Marie Le Pen de diviser pour mieux régner. En effet, les deux structures sont loin d'être complémentaires et leur rivalité profite au président du FN. Le secrétariat général fut d'abord dirigé par Jean-Pierre Stirbois, puis par Carl Lang entre 1988 et 1995, qui l'organisa de manière efficace, et enfin Bruno Gollnisch, afin de contrecarrer la popularité grandissante de Bruno Mégret.<sup>197</sup> Le secrétariat général est donc une structure majoritairement lepéniste qui a pour mission la gestion des élus, des militants et des sympathisants. Les Cercles nationaux (lepénistes) dépendent également de ce secrétariat même si ceux-ci sont longtemps restés inactifs comme nous l'avons vu précédemment. Le secrétariat général a aussi sous sa coupe trois secrétariats nationaux : le secrétariat national aux fédérations (confié à Frank Timmermans), aux élections (Jean-François Jalkh) et aux élus (Jean-Yves Le Gallou). On peut noter la présence de deux mégrétistes majeurs ce qui prouve l'importance prise par Mégret et ses fidèles lieutenants.<sup>198</sup> De plus, en étudiant de près l'organigramme du secrétariat général de Gollnisch et de la délégation générale de Mégret, on se rend compte que certaines fonctions existent au sein des deux structures, notamment la coordination des actions catégorielles rattachée à la délégation générale et la coordination des Cercles nationaux réservés au secrétariat général. Il en va de même pour la communication (il existe un secrétariat national à l'information et la délégation générale aux éditions) et la gestion des militants. Si le FN donne l'image d'un parti structuré, doté de nombreuses cellules performantes, il est certain que ces multiples structures ont joué un rôle non-négligeable lors de la scission du parti.

---

<sup>197</sup> Bruno Mégret a d'ailleurs demandé la fusion des deux structures et sa nomination à sa tête, demande refusée par Le Pen.

<sup>198</sup> Jean-Yves Le Gallou et Frank Timmermans occupent ces postes à partir de 1995.

## Chapitre 10. L'évolution idéologique apportée par les mégrétistes : le thème de l'identité et ses nouvelles articulations

### I. Le référendum d'initiative populaire ou la démocratie directe

L'idée de démocratie directe n'est pas nouvelle au Front National, en effet Jean-Marie Le Pen l'a développée dans son programme de 1978. Mais le président du FN n'est pas le seul à défendre cette idée car on la retrouve au Club de l'Horloge à la fin des années 1980. Ce qui est intéressant est que la démocratie directe retrouve une place d'importance dans le programme du FN à la même période, et que Jean-Marie Le Pen emploie alors la rhétorique utilisée par le Club de l'Horloge.<sup>199</sup>

Pour défendre la préférence nationale, le Club de l'Horloge met en avant l'exclusion du peuple français de la société au profit des populations immigrées, l'identité du peuple français se trouvant menacée par cette exclusion. C'est le même raisonnement qui est à la base du choix de la démocratie directe et l'on peut même ajouter que pour le Club de l'Horloge préférence nationale et démocratie directe ne peuvent exister l'un sans l'autre. Selon le président du Club de l'Horloge, Henry de Lesquen, le peuple français est exclu de la vie politique. Dénonçant l'utopie égalitaire, la pseudo-démocratie, les dérives du parlementarisme et le poids grandissant de la technocratie, M. de Lesquen affirme que « le peuple est plus sage que les élites, il est dépositaire des traditions, notamment de l'identité nationale ».<sup>200</sup> Au sein du Club de l'Horloge comme par la suite au FN, l'avocat de la démocratie directe est Yvan Blot<sup>201</sup>. Dans *Echecs et injustices du socialisme*, Yvan Blot dénonce :

Le réseau de nouvelles féodalités que les socialistes mettent en place, en particulier dans notre pays, dès qu'ils sont au pouvoir. Ce sont des liens de camaraderie qui se mêlent à des organisations syndicales ou culturelles et qui ont toujours fait la force des organisations de gauche. Il y a là une indiscutable capacité à « tenir » les pouvoirs grâce à la combinaison du pouvoir syndical, local et, aujourd'hui, du pouvoir national.<sup>202</sup>

L'analogie entre les conséquences de l'immigration et celles des « nouvelles féodalités » est frappante : « des féodalités partisans, culturelles, syndicales, administratives, confisquent la

<sup>199</sup> Jean-Marie Le Pen se déclare en faveur du référendum d'initiative populaire lors de l'émission d'Antenne 2 « l'Heure de vérité » le 6 mai 1987.

<sup>200</sup> DE LESQUEN Henry, Université de printemps du Club de l'Horloge, mai 1987.

<sup>201</sup> Yvan Blot est aussi membre de l'association pour le développement de la démocratie directe (A3D).

<sup>202</sup> *Echecs et injustices du socialisme, suivi d'un projet républicain pour l'opposition*, p. 145.

souveraineté, colonisent l'Etat et font passer leurs intérêts catégoriels avant l'intérêt national. (...) Ces féodalités visent à diviser les Français en introduisant une discrimination entre les citoyens ». <sup>203</sup> Yvan Blot met en avant le modèle suisse où « un modèle de société hautement évolutive dans le respect de la liberté et dans l'enracinement dans les traditions les plus lointaines de notre civilisation européenne a été mis en place ». <sup>204</sup> C'est surtout le référendum d'initiative populaire (le RIP) que défend Yvan Blot :

Pour rendre aux représentants du peuple la capacité de légiférer, il est nécessaire d'adopter un scrutin de type proportionnel, afin que le député ne soit plus obligé de jouer le rôle d'une assistante sociale dans sa circonscription. Il faut également - et c'est encore plus important - instituer le référendum d'initiative populaire, pour que le peuple puisse se prononcer directement sur les grands sujets, tels que ceux qui touchent à l'identité nationale. <sup>205</sup>

Mais pour le Club de l'Horloge, l'application de ce processus n'aurait de sens que dans un pays culturellement homogène selon le club, pour qui une forte immigration islamique constitue un frein au développement de la démocratie directe.

Parlant de l'Islam, « qui ne distingue pas le temporel du spirituel », Michel Leroy, secrétaire général du club, lui avait opposé le « christianisme occidental, qui a permis l'émancipation du politique ». Le président du Club de l'Horloge soutient le retour aux sources latines et grecques de la démocratie occidentale.

La démocratie référendaire doit rendre au peuple son pouvoir. Comme en Suisse, elle permettrait, en modifiant l'article 10 de la Constitution sur la promulgation des lois, non seulement d'abroger celles qui sont impopulaires, mais aussi de faire adopter de vastes réformes sur les problèmes de société les plus sensibles : baisse des impôts, école, rétablissement de la peine de mort, politique de l'immigration, code de la nationalité. <sup>206</sup>

Dans les pages du *Monde* Henry de Lesquen affirme :

Après la démocratie de la place publique (Athènes), et la démocratie représentative (Grande-Bretagne), le RIP a fait apparaître en Suisse et en Californie, depuis la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, un troisième type de démocratie, la démocratie référendaire, qui fait revivre l'idéal de la démocratie directe. En Suisse et en Californie, le RIP permet de censurer le parlement ou de le court-circuiter en proposant directement de

<sup>203</sup> *Ibid.* p. 186.

<sup>204</sup> *Lettre d'information du Club de l'Horloge* n°21, 2<sup>ème</sup> trimestre 1985, p. 9.

<sup>205</sup> *Lettre d'information du Club de l'Horloge* n°37, 1<sup>er</sup> trimestre 1989, p. 7.

<sup>206</sup> *Ibid.*

nouvelles lois aux suffrages des citoyens. En Californie par exemple, c'est le peuple qui a décidé du rétablissement de la peine de mort (1972) et de la baisse des impôts (1978).<sup>207</sup>

Dans les écrits du Club de l'Horloge, c'est surtout le socialisme qui apparaît comme responsable de la confiscation de la démocratie. Cela n'est guère surprenant puisque le Club de l'Horloge se fait fort de combattre le socialisme. Le Club insiste par exemple sur l'absence de vraie démocratie dans les démocraties populaires socialistes. Et « les démocraties libérales du monde occidental sont, quant à elles, à mi-chemin entre la pseudo-démocratie oligarchique et la démocratie authentique. A quelques exceptions près, ce sont des démocraties purement représentatives, où le peuple ne peut pas directement faire la loi ».<sup>208</sup>

En France, « sous l'influence des idées socialistes, on a donné mission à l'Etat de gérer l'économie et de réduire les inégalités. (...) La vraie démocratie, notion politique, a dégénéré en « démocratie sociale », ou « démocratie économique. » Insidieusement, la technocratie s'est substituée à la démocratie ».<sup>209</sup>

De plus, le Club de l'Horloge insiste sur le rôle des médias qui « servent de caisse de résonance à des lobbies d'un nouveau genre qui invoquent les droits de la morale - qu'ils seraient seuls qualifiés pour interpréter - contre les droits du peuple. Qu'il s'agisse notamment de l'immigration (code de la nationalité) ou de la sécurité (peine de mort) ».<sup>210</sup>

Henry de Lesquen précise aussi que :

Pour le CDH, ce n'est pas seulement « la bureaucratie bruxelloise » (dénoncée par les autres clubs de droite, Perspectives et Réalités et Club 89) qui est en cause. Mais aussi toutes les féodalités (...), médiatique, culturelle, syndicale, administratives et politiques qui ont confisqué le pouvoir au détriment des Français. Pour contrecarrer l'influence de ces « élites », dont l'opinion en matière de justice, de sécurité et d'immigration notamment (...) est souvent à l'opposé de celle du peuple, le Club de l'Horloge appelle de ses vœux une démocratie mixte, où le Parlement et le RIP se partageraient la fonction législative.<sup>211</sup>

<sup>207</sup> DE LESQUEN Henry, « Vers le référendum d'initiative populaire, les élites tendent à devenir des oligarchies coupées du peuple », *Le Monde*, 5 juin 1987, Pages « Débats ».

<sup>208</sup> *Ibid.*

<sup>209</sup> *Ibid.*

<sup>210</sup> *Ibid.* Notons également que le FN fera la même constatation, et fera montre à l'occasion de son antisémitisme en dénonçant la mainmise du lobby juif sur les médias, en citant les noms des journalistes d'origine juive. (notamment les attaques contre Jean Daniel, Ivan Levaï, Jean-Pierre Elkabach, Christine Ockrent, Anne Sinclair, Michel Drucker.)

<sup>211</sup> DE LESQUEN Henry, « A l'écoute de la droite qui pense », *Le Monde*, 22 novembre 1989.

L'influence des horlogers au FN se fait sentir quand le parti s'empare lui aussi du thème de la démocratie confisquée :

On assiste à une confiscation progressive du pouvoir par la technocratie, par les appareils des partis et des syndicats mais également par les lobbies financiers, médiatiques et idéologiques. Cette exclusion des Français du domaine public n'a été rendue possible que par la passivité, voire la complicité, de la pseudo-droite. La gauche s'est ainsi emparée du pouvoir dans de nombreux domaines tels que l'enseignement, la justice, les médias, la culture, le syndicalisme.<sup>212</sup>

De plus, le FN se sert de l'amenuisement du clivage droite-gauche pour affirmer que ce dernier est remplacé par un clivage vertical, une opposition entre la base et le sommet. La justification identitaire intervient pour accréditer l'équation identité = liberté. Selon le FN, la démocratie ne peut survivre que dans un pays homogène, composés d'individus enracinés et culturellement unis, d'où la nécessité de préserver l'identité du peuple français pour assurer la démocratie en France. En établissant un lien indissoluble entre démocratie et peuple, le FN entend faire remonter l'essence et la naissance de la démocratie à la Grèce antique.<sup>213</sup> C'est dans ce sens là que le FN conçoit la démocratie, c'est-à-dire comme le gouvernement des citoyens, ceux qui, par leurs origines, appartiennent à la Cité, autrement dit au même peuple. En substituant à la notion de peuple celle d'individu comme fondement de la démocratie, le libéralisme et les Lumières ont remplacé le « peuple réel » par un « peuple idéal ».

Jean-Marie Le Pen évoque l'article 6 de la Déclaration des droits d l'Homme et du Citoyen<sup>214</sup> et l'article 3 de la Constitution de 1958<sup>215</sup> pour justifier son attachement au référendum d'initiative populaire. Peu à peu, la rhétorique du Club de l'Horloge en matière de référendum devient le discours mis en avant par le parti, comme le montre le programme de 1993 concocté par Bruno Mégret :

La souveraineté populaire doit aujourd'hui être réaffirmée au sein même des institutions et le pouvoir du peuple doit prévaloir par le biais du référendum et de la démocratie directe. C'est en effet par ce moyen qu'il sera possible de neutraliser le pouvoir des lobbies, des féodalités et des oligarchies. La démocratie directe favorise la concorde précisément parce que les référendums remettent en cause les majorités constituées autour des partis et leur substituent des majorités d'idées éminemment variables.

<sup>212</sup> *Cycle du militant*, p. 122.

<sup>213</sup> Invité au Colloque du Cercle nation et humanisme (association créée par Yvan Blot) sur les « valeurs humanistes et identité nationale » le 17 mai 1998, Jean-Marie Le Pen fait l'éloge de la Grèce antique, « modèle de société et de résistance ». Cité In *Le Monde*, 19 mai 1998, p. 8.

<sup>214</sup> « La loi est l'expression de la volonté générale, tous les citoyens ont droit à recourir personnellement et par leurs représentants à sa formation ».

<sup>208</sup> « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voix du référendum ».

La vie politique cesse alors d'être l'otage exclusif de partis occupés à alimenter les uns à l'égard des autres une haine constante néfaste à l'unité nationale. (...) En multipliant les scrutins, quitte à les regrouper le même jour, comme en Suisse, elle les dédramatise et calme la vie politique. La démocratie directe développe le civisme et oblige les médias à traiter des sujets de fond, au-delà des querelles de personnes. La démocratie directe, en plaçant les pouvoirs publics sous le contrôle du peuple français, en donnant aux citoyens par le moyen de pétitions, l'initiative des lois, introduit plus de liberté dans la vie politique. En rapprochant les gouvernants du peuple français, elle les enracine dans la sagesse populaire. Lier liberté et enracinement, telle est la règle d'une démocratie authentique car, sans les traditions et les coutumes qui garantissent les libertés, la démocratie pourrait s'autodétruire. Enfin le recours au référendum d'initiative populaire constitue l'arme absolue contre la dictature. De nombreux régimes totalitaires recourent, il est vrai, à des élections ou à des plébiscites plus ou moins manipulés, mais a-t-on jamais vu l'un d'entre eux survivre à un référendum diligenté à l'initiative du peuple et portant sur des questions formulées par ce dernier ?<sup>216</sup>

Le référendum d'initiative populaire apparaît dans le *Cycle du militant*, qui explique les grandes lignes du programme du FN. Ainsi, pour « conforter la souveraineté du peuple », il convient de « développer le recours au référendum » afin de « combattre les oligarchies ». Le FN entend « supprimer le monopole syndical qui conduit à la sclérose et à la création de nomenklaturas qui ne sont plus au service des salariés mais au service de leurs propres privilèges » et « refouler la bureaucratie, les citoyens et leurs représentants ayant perdu le contrôle de l'administration qui s'est arrogée de nombreux privilèges, dont celui d'effectuer elle-même le contrôle de ses activités ».<sup>217</sup>

La revue théorique *Identité* n'est pas en reste puisque le numéro deux de la revue a pour thème « Rétablir la démocratie ».<sup>218</sup> La rhétorique est bien entendu celle du Club de l'Horloge et elle se mêle à la dénonciation des « oligarchies pro-immigrationnistes » : « Le lobby pro-immigrationniste ne manque pas une occasion de manifester contre le racisme, comme si le pays était le théâtre permanent de guerres raciales. Il s'agit en fait de culpabiliser le peuple pour mieux faire passer l'idéologie cosmopolite ».<sup>219</sup> Didier Lefranc prend en exemple Harlem Désir, « chantre du melting-pot, ancien trotskiste, président de SOS-Racisme, [qui] est devenu par la grâce de l'Élysée une 'autorité morale'. Il dicte ses volontés au pouvoir et officie sur toutes les chaînes de télévision à l'égal d'un élu du peuple et d'un chef de parti ».<sup>220</sup>

---

<sup>216</sup> 300 mesures pour la renaissance de la France, programme de gouvernement, p. 396-397.

<sup>217</sup> *Cycle du militant*, p. 124-125.

<sup>218</sup> PIGACE Christiane, « Pas de démocratie sans peuple », LEFRANC Didier, « La confiscation de la démocratie », CONSTANT Régis, « La démocratie corrompue », BLOT Yvan, « Rendre la parole au peuple », In *Identité* n° 2.

<sup>219</sup> LEFRANC Didier, *Identité* n° 2, p. 9.

<sup>220</sup> *Ibid.*, p. 10.

L'aspect populiste du Référendum d'initiative populaire est évident : en effet, si la démocratie directe est à rejeter - au-delà du niveau local où elle peut fonctionner - c'est parce qu'elle reste une utopie. Pierre-André Taguieff estime d'ailleurs :

Que la seule réalisation possible [de la démocratie directe] dans les Etats-nations d'une certaine importance, serait une tyrannie de la majorité, un conformisme de masse indéfiniment renforcé et un régime de suspicion réciproque, un ordre politique instable pour une population ingouvernable. L'idée de « démocratie directe », à travers ses rêves d'immédiation et sa phobie des représentations, véhicule l'illusion de la transparence totale et se fonde sur le principe de l'infaillibilité populaire, elle fait surgir le mirage de la démocratisation inconditionnelle et sans limites. Or, l'idée de démocratie absolue ne peut se réaliser que sous des formes despotiques, voire totalitaires. Que Le Pen exploite la référence à la « démocratie directe » dans son discours démagogique, cela est un fait d'un autre ordre, dont l'examen doit s'ajouter à celui du concept même de « démocratie directe » et des procédures qui lui sont associés (référendum d'initiative populaire etc.).<sup>221</sup>

Dans le discours du FN les références au modèle suisse ne manquent pas, car Jean-Marie Le Pen affirme que « c'est grâce à la démocratie directe que la Suisse a pu se protéger de l'abus fiscal et de l'immigration massive ».<sup>222</sup> Pierre-André Taguieff constate que « le modèle suisse idéalisé, a en effet tout pour plaire : il réalise un consensus populiste dans le cadre d'une démocratie « organique », peuplée de citoyens soucieux d'enracinement et décidés à « rester eux-mêmes » (...) Le national-populisme suisse incarne, en outre, l'idéal de la pratique référendaire systématique, identifiée à la vie démocratique même ».<sup>223</sup>

En outre, Margaret Canovan qualifie le modèle suisse de « démocratie populiste » dans son ouvrage référence *Populism*.<sup>224</sup> Pierre-André Taguieff précise que cette « démocratie populiste » - de type référendaire - est caractérisée par le fait que :

la démocratie participative est liée à la structure fédérale de l'Etat. Les procédures de démocratie directe ou, plus exactement, semi-directe, y sont fort diversifiées : l'initiative populaire qui permet à une partie du peuple de proposer une révision totale ou partielle de la constitution, le référendum législatif facultatif, le référendum constitutionnel obligatoire, etc.<sup>225</sup>

<sup>221</sup> « Combattre le Front national : argumentation et action politique » In TAGUIEFF Pierre-André, *Face au Front national : arguments pour une contre-offensive*, TAGUIEFF Pierre-André et TRIBALAT Michèle, 1998, p. 131.

<sup>222</sup> « Pour une vraie révolution française », *National-Hebdo*, n°62, 26 septembre 1985, p. 3.

<sup>223</sup> TAGUIEFF Pierre-André, « Un programme révolutionnaire ? », sous la direction de PERRINEAU Pascal et MEYER Nonna, *Le Front national à découvert*, Presses de Sciences Politiques, Paris, 1996p. 224-225.

<sup>224</sup> CANOVAN Margaret, *Populism*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1981.

Le RIP est donc bien une des caractéristiques de l'appel au peuple, caractéristique du populisme. Bien que le populisme ne soit pas une idéologie en soi, « il désigne strictement qu'une dimension de l'action ou du discours politiques ». <sup>226</sup> On peut dire que le populisme est donc « un ensemble d'opérations rhétoriques mises en œuvre par l'exploitation symbolique de certaines représentations sociales : le geste d'appel au peuple sur ce qu'il veut, sur ce à quoi il aspire. Selon Pierre-André Taguieff, « l'appel se fait aux deux peuples : le dêmos (dans sa composition protestataire, les petits contre les gros) et l'ethos (composante identitaire), et se double d'un nationalisme d'exclusion ». <sup>227</sup> C'est dans la mise en place de la différence entre « une fausse élite » et un « vrai peuple » que s'ancre l'aspect populiste du RIP et qui s'articule sur une opposition fondée sur l'appartenance à une entité réputée « brave », « raisonnable, qui sait mieux que toute autre ce qui est bon pour elle » face au pouvoir supposé « des oligarchies et nouvelles féodalités ».

Notons aussi que Jean-Marie Le Pen n'a pas attendu l'entrée d'Yvan Blot au FN pour faire l'éloge de la Suisse - même s'il ne s'agit pas ici de démocratie directe - comme en témoigne cet extrait de *Droite et démocratie économique*, programme du FN en 1978 :

Tout le monde sait que la Suisse est la plus ancienne démocratie d'Europe, sa fondation remontant à 1291. C'est aussi la plus démocratique des nations. Elle n'en manifeste que davantage le respect des droits de ces citoyens et ne joue pas avec ceux qui s'attachent à leur nationalité. Comme la France, elle a fait largement appel aux étrangers dans les années fastes. Cependant, depuis qu'elle subit, comme ses voisins, la sévérité de la « crise », elle n'a cessé de renvoyer chez eux, et sans indemnité spéciale, ceux qui grossissaient les rangs de ses chômeurs. Aussi, son chômage est-il de loin le plus faible d'Europe et même du monde... Elle le doit en partie à la qualité de son organisation industrielle et à la vigueur de son commerce international... Mais elle le doit davantage au fait qu'elle n'hésite pas à préserver le travail de ses nationaux... La Suisse apporte ainsi la preuve que la démocratie se montre parfaitement compatible avec une politique nationale de l'emploi et que celle-ci constitue la meilleure garantie contre le chômage des citoyens. <sup>228</sup>

---

<sup>225</sup> TAGUIEFF Pierre-André, *L'Illusion populiste*, Editions Berg International, Paris, 2002, p. 112-113.

<sup>226</sup> *Ibid.*, p. 345.

<sup>227</sup> *Ibid.*, p. 389-391.

<sup>228</sup> *Droite et démocratie économique. Doctrine économique et sociale du Front national* (1978), 2<sup>e</sup> édition, Limoges, 1984, préface de LE PEN Jean-Marie, supplément à *National-Hebdo*, octobre 1984, p. 108-109.

## II. L'anti-égalitarisme

L'anti-égalitarisme est un thème récurrent de l'extrême droite française et elle est historiquement liée à la pensée contre-révolutionnaire qui s'oppose à la citoyenneté, principe d'inclusion égalitaire et prône l'inégalité naturelle des hommes et la nécessité du Chef. Dans une certaine mesure le FN s'inscrit dans cette tradition incarnée autrefois par Joseph de Maistre, Louis de Bonald, les idéologues du régime vichyste, ou bien Léon Daudet, Henri Massis et Charles Maurras. Mais l'idéologie du FN constitue également une rupture avec ce courant et l'influence de la Nouvelle droite n'y est pas étrangère.

### 1. Le raisonnement du GRECE

C'est à la Nouvelle droite que l'on doit la vulgarisation du thème de l'anti-égalitarisme. Le GRECE y voit l'origine de toutes les remises en cause de l'organisation de la société et surtout les principes d'autorité et de hiérarchie qui ne font que traduire la réalité d'un monde où la diversité, génératrice d'inégalités, est au contraire la règle naturelle. Le GRECE en a fait le point numéro un de l'argumentaire proposé à ses membres.

Si au début de son existence (1968-1972) le GRECE se contente de reprendre en guise de doctrine le « réalisme biologique »<sup>229</sup> des groupuscules fascistes de l'après-guerre d'Algérie, il adopte vite l'anti-égalitarisme fondé sur un anti-judéo-christianisme radical (1972-1979). Si cette thématique n'a pas été abandonnée par la suite, elle a été refondue à partir des années 80 et la position anti-judéo-chrétienne n'est plus représentée par l'affirmation biologisante de l'inégalité naturelle entre individus et entre races. En effet, elle est argumentée sur la base de l'affirmation de la différence de nature entre les cultures. Dans un premier temps le GRECE insiste sur le fait que rien n'est plus étranger à l'esprit européen qu'une pensée égalitaire puisque toutes les sociétés antiques sont des sociétés organiques, où la politique est conçue comme un rapport de forces, où les rapports sociaux se structurent autour d'un certain nombre de hiérarchies où les individus sont pris pour des personnes qui ne sont identiques à nulle autre. Le GRECE reproche donc à l'égalitarisme ses origines extra-européennes,<sup>230</sup> ainsi que le fait que cette pensée ait été introduite en Europe par le judéo-christianisme. Le GRECE affirme que la diversité du monde est alors devenue secondaire et que le principe de l'égalité

<sup>229</sup> Auto-désignation de la vulgate raciste en cours dans les années cinquante et soixante en France, parmi les groupuscules néo-fascistes.

<sup>230</sup> Pierre-André Taguieff parle à ce sujet de « xénophobie intellectuelle ».

devant Dieu s'est peu à peu laïcisée. La Nouvelle droite s'attaque à l'influence des œuvres de Jean-Jacques Rousseau, à l'idéologie des droits de l'homme, à la conception chrétienne de l'univers afin de dénoncer la société de consommation, l'« Etat-pieuvre des socialistes » et l'« Etat-veilleur de nuit des libéraux », opposant à la philosophie humaniste le surhomme nietzschéen et le héros antique.

Tout cela permet aussi aux penseurs de la Nouvelle droite de poser les premières pierres de sa doctrine différentialiste. En effet, le GRECE constate que

le christianisme est né en dehors de l'Europe et ne saurait convenir aux esprits proprement européens, car les cultures doivent se développer sur les schémas de pensée auxquels elles ont elles-même donné naissance. (...) Le judaïsme est sans doute parfait pour les Juifs, comme l'islam pour les Arabes, et l'on ne peut admettre la pratique raciste qui consisterait à imposer notre modèle de culture à des peuples étrangers.<sup>231</sup>

Taguieff constate avec raison que :

l'argument fondamental du racisme différentialiste est déjà là : être « antiraciste » c'est considérer que chaque race, chaque ethnie ou chaque culture doit préserver à tout prix sa différence, la cultiver, l'approfondir, la défendre contre les agressions et surtout ne pas tenter de l'étendre. Le racisme se confond avec l'universalisation des valeurs et des normes particulières : le racisme est par définition universaliste.<sup>232</sup>

Quoi qu'il en soit, le GRECE estime de tout temps que la pensée égalitaire est une pensée niveleuse. Dès lors, l'égalitarisme apparaît comme une mentalité qui peut prendre plusieurs formes idéologiques ou doctrinales dans l'histoire, et des formes apparemment hétérogènes, voire contradictoires. Aujourd'hui le GRECE dénonce toujours l'idéologie égalitaire :

L'imaginaire de la modernité fut dominé par les désirs de liberté et d'égalité. Ces deux valeurs cardinales ont été trahies. Coupés des communautés qui les protégeaient tout en donnant sens et forme à leur existence, les individus subissent désormais la férule d'immenses mécanismes de domination et de décision vis à vis desquels leur liberté reste purement formelle. Ils endurent le pouvoir mondialisé du marché, de la technoscience ou de la communication sans jamais pouvoir en décider le cours. La promesse d'égalité a elle aussi doublement échoué : le communisme l'a trahie en instaurant les régimes totalitaires les plus meurtriers de l'histoire ; le capitalisme s'en est joué en légitimant par une égalité de principe les inégalités économiques et sociales les plus odieuses. La modernité a proclamé des "droits"

---

<sup>231</sup> « Entretien avec Jean-Claude Valla », In *Dix ans de combat culturel pour une renaissance*, Paris, GRECE, février 1977, p. 68-70.

<sup>232</sup> *Sur la Nouvelle droite. Jalons d'une analyse critique*, p. 73.

sans pour autant donner les moyens de les exercer. Or, en dépit de ce qui les oppose, libéralisme et marxisme appartiennent fondamentalement au même univers, hérité de la pensée des Lumières : même individualisme de fond, même universalisme égalitaire, même rationalisme, même primat du facteur économique, même insistance sur la valeur émancipatoire du travail, même foi dans le progrès, même aspiration à la fin de l'histoire.<sup>233</sup>

Mais le GRECE réfute autant le refus de l'exclusion que l'idéologie égalitaire. Pour justifier ce point, les grecistes font appel à l'éthologie, avec les travaux de Konrad Lorenz, la génétique, la sociobiologie, l'anthropologie physique et la psychologie différentielle, le tout orchestré dans une vision du monde postulant la conformité entre les lois de la nature et les impératifs de l'organisation sociale. Alain de Benoist en déduit que l'homme étant un animal il n'y a aucune raison de penser qu'il n'est pas porteur, comme tout animal, d'un patrimoine génétique qui conditionne fortement son intelligence, ses pulsions, sa sensibilité, sa santé, voire sa moralité. De là découle la nécessité d'exclure certains corps de la société. Ainsi, Louis Pauwels affirme que

(...) pour l'idéologie dominante, tous les hommes naissent avec les même potentialités. Les différences sont créés par le milieu. La science répond que les hommes ne sortent pas identiques d'une matrice universelle. [...] A l'intelligence objective, l'égalisation des natures apparaît aujourd'hui comme un déni de la nature. [...] L'éthologie enseigne que toute société animale possède ses 'alpha', c'est à dire ses leaders. Aucune société humaine ne vit sans élites.<sup>234</sup>

## 2. Le raisonnement du Club de l'Horloge

C'est avant tout sur la nécessité d'exclusion qu'insiste le Club de l'Horloge. Sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, le Club promeut une forme d'élitisme et d'anti-égalitarisme inspirée du darwinisme social et des travaux du GRECE. C'est d'ailleurs là le point commun le plus important entre les deux clubs. L'anti-égalitarisme est bien la pierre angulaire de l'idéologie greciste et horlogère.

Soucieux de se positionner face au socialisme, le Club de l'Horloge entend dès sa création mettre en place une stratégie de rassemblement. Alors que le GRECE - dans une perspective métropolitaine - insiste sur la dénonciation du judéo-christianisme qui n'appartient pas à la civilisation européenne, le Club de l'Horloge adopte une stratégie pragmatique plus à même

---

<sup>233</sup> GRECE, *Le Manifeste de la Nouvelle droite*, [www.grece-fr.net/](http://www.grece-fr.net/).

de séduire les partis politiques. Le Club a vraiment besoin de se démarquer de l'anti-judéo-christianisme du GRECE dont les théorisations peuvent apparaître comme fumeuses et rétrogrades. Cette stratégie vise à regrouper une majorité de Français autour de valeurs inexpugnables, d'où on pourra attaquer l'adversaire, en démontrant que son idéologie et son action contredisent ces valeurs. Dans cette perspective stratégique, le Club de l'Horloge constate que le clivage gauche/droite où les socialistes veulent enfermer l'opposition place celle-ci sur un terrain défavorable : dans le champ des forces idéologiques, la droite sera toujours en position minoritaire et en posture d'accusée. Il faut donc appliquer la stratégie de rassemblement sur un autre terrain, où l'opposition pourra occuper la place la plus large du champ idéologique et mettre à son tour les socialo-communistes en position défensive et minoritaire. A cet égard, le clivage républicains/socialistes offre un terrain favorable à l'opposition. En effet les valeurs républicaines sont profondément enracinées dans la tradition nationale. Elles peuvent donc cristalliser un très large consensus.

Selon le Club de l'Horloge, il est aisé de prouver que le socialisme est contraire aux valeurs républicaines. La liberté républicaine s'oppose à la contrainte étatique engendrée par le socialisme. En 1981 Michel Leroy précise :

L'égalité républicaine des droits, qui offre à tous les individus les mêmes possibilités d'épanouir leurs différences, n'a rien à voir avec l'égalitarisme socialiste, qui impose à tous les mêmes résultats, quelles que soient leurs capacités, leurs goûts ou leurs mérites. La fraternité républicaine, fondée sur l'appartenance à une même nation, est menacée par le dogme socialiste de la lutte des classes, qui substitue à la nation un internationalisme reposant sur l'appartenance de classe. Le socialisme va à l'encontre des principes formulés par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : ni le principe de la souveraineté nationale (article 3), ni le droit à la sécurité (article 2), ni le droit à la libre communication des pensées et des opinions (article 11), ni le droit à la propriété (article 17) ne sont respectés par l'idéologie et la pratique du socialisme. Cette stratégie sera d'autant plus efficace que la tradition républicaine demeure vivace dans l'inconscient de la gauche, où elle le dispute à la tradition marxiste : ainsi, on pourra provoquer le doute d'abord et la division ensuite dans le camp de l'adversaire.<sup>235</sup>

Plus tard, Bruno Mégret fait le même constat dans *La flamme, les voies de la renaissance*, ouvrage destiné au grand public (militants et sympathisants du FN) dans lequel Bruno Mégret fait part ses convictions et ses idées :

---

<sup>234</sup> PAUWELS Louis, « la crise des idéologies », *Maiastra Renaissance de l'Occident*, Paris, Plon, 1979, p. 36-37.

<sup>235</sup> LEROY Michel, « projet républicain pour l'opposition », *Lettre d'information du Club de l'Horloge*, n° 8.

Sans doute cette Nouvelle Idéologie Socialiste est-elle moins structurée que la précédente : elle est en gestation et répond plus à des aspirations instinctives et sentimentales qu'à un besoin d'explication rationnelle du monde. Mais, quoi qu'on en pense, elle reste fidèle aux utopies socialistes, égalitaires et mondialistes, fondées sur la croyance magique que l'on peut changer l'homme par l'action sociale.<sup>236</sup>

Malgré la volonté de se démarquer de la Nouvelle droite, les théories du GRECE réapparaissent. Il est en effet facile de montrer que le Club de l'Horloge détourne de son sens originel le principe de liberté. Selon les horlogers, en laissant jouer le libre choix individuel, on permet aux élites d'émerger et les socialistes qui prônent l'égalité sont accusés de niveler la société par le bas alors qu'il est en fait question de procurer à chacun le maximum de chance de se développer.

Bruno Mégret - tout comme le Club de l'Horloge - appelle « Nouvelle Idéologie Socialiste » ou « nouveau socialisme » le socialisme au pouvoir dès 1981 :

Le redéploiement doctrinal se lit dans les thèmes nouveaux du discours socialiste : le refus des exclusions, la lutte "antiraciste", plus globalement, les droits de l'homme qui deviennent ainsi le support de la Nouvelle Idéologie Socialiste. [...] Par souci d'efficacité idéologique, la gauche livre également à l'opinion une version prémâchée et condensée des droits de l'homme. C'est celle du "refus des exclusions" présentée aujourd'hui comme l'alpha et l'oméga de la Nouvelle Idéologie Socialiste. Ce slogan dans sa globalité joue le rôle qui fut, dans les années soixante-dix, celui de la "réduction des inégalités". Il permet en somme de justifier toutes les initiatives des socialistes car, pour lutter contre les exclusions, tout est permis : on peut pratiquer l'étatisation de la vie sociale, on peut limiter les libertés publiques. On peut aussi exclure ceux qui sont censés préconiser l'exclusion par simple analogie avec la sinistre formule : "Pas de liberté pour les ennemis de la liberté". Comme quoi de grands principes peuvent aboutir à la terreur !<sup>237</sup>

Le raisonnement de Bruno Mégret apparaît alors clairement :

Ce résumé lapidaire des droits de l'homme, version socialiste, est d'une redoutable efficacité politique, car tout peut être contesté au nom du refus de l'exclusion, quoique ce concept soit dépourvu de tout fondement dogmatique clair. Pour s'en convaincre, le mieux est encore d'écouter ce court dialogue que l'on pourrait entendre dans un café du Commerce :

- Monsieur, vous faites partie du club des amis du chemin de fer ?

---

<sup>236</sup> *La flamme : les voies de la renaissance*, www.mnr.fr.

<sup>237</sup> *Ibid.*

- Oui, monsieur, j'ai la carte de ce club. Pourquoi ?
- Parce que moi, monsieur, je n'en fais pas partie et je trouve inadmissible d'être ainsi victime d'une véritable exclusion de la part de votre club. C'est scandaleux !
- Mais, monsieur, vous pouvez toujours demander à en faire partie.
- Et puis quoi encore ! Je devrai donner mon adresse et on me demandera si j'aime les chemins de fer.
- Ah, vous n'aimez pas le train ?
- Non, je préfère la voiture.
- Alors, de quoi vous plaignez-vous ?
- La question n'est pas là. Vous êtes membre de ce club, je n'en suis pas membre, c'est une exclusion intolérable et je demande que cette injustice soit réparée.
- Mais, à la fin, que voulez-vous ?
- Les mêmes avantages, les mêmes droits que les membres de votre club. C'est une question d'égalité, donc de justice. Quand a lieu votre banquet annuel ? Tout le monde doit pouvoir s'y rendre.
- Mais, monsieur, si tout le monde pouvait s'y rendre, il n'y aurait plus de club des amis du chemin de fer !

Ce dialogue pourrait n'être que le pastiche d'une mauvaise pièce d'humour par l'absurde. Pourtant, si l'on veut bien remplacer le club des amis du chemin de fer par la nation française, cet échange verbal prend toute sa valeur démonstrative. On retrouve alors le dialogue que pourraient tenir sur le thème de l'exclusion un Français et un étranger militant à SOS-Racisme.

Car refuser toute différence de droit entre citoyens et étrangers, refuser toute frontière entre la nation et le reste du monde revient à faire disparaître la communauté nationale. Toute construction humaine, toute civilisation est fondée sur des groupes, des communautés, des normes, des règles et des institutions, et toutes impliquent une différence, une limite... une exclusion légitime qui constitue tout simplement la frontière entre ceux qui font partie du groupe et ceux qui n'en font pas partie, entre ceux qui observent les règles et ceux qui les transgressent, entre ceux qui procèdent d'une institution et les autres. Rejeter ces barrières, c'est nier par exemple la famille ou l'entreprise et vouloir détruire toute structure sociale. Les socialistes parlent de refuser les exclusions, ne faut-il pas plutôt se protéger des intrusions ? (...) Pour cette « softidéologie », le thème du « refus des exclusions », par exemple, n'est pas un choix doctrinal, mais relèverait plutôt de la nécessité morale. Pourtant, nous pensons l'avoir démontré, cette pétition de principe a une portée politique extrêmement grave, car elle conduit à détruire les communautés qui fondent notre identité. Adopter ce principe constitue donc un authentique choix idéologique lourd de conséquences.<sup>238</sup>

---

<sup>238</sup> *Ibid.*

Lors d'un colloque consacré au « droit d'exclure » et au « mythe de l'exclusion » considéré comme une « nouvelle expression de l'égalitarisme ».<sup>239</sup> le Club de l'Horloge explique clairement que la lutte contre l'exclusion est le thème central de la propagande néo-socialiste. Yvan Blot reprend alors pour l'essentiel une argumentation qu'il avait déjà développée en 1987. Il oppose ainsi « les apparences » à « la réalité » du discours socialiste contre l'exclusion, qui « permet au socialisme de se donner un visage humain, une impression de motivation fraternelle et charitable propre à se concilier les obédiences maçonniques et religieuses. » Ce discours tend en fait à remplacer « l'égalitarisme niveleur », qui « a trop montré qu'il était destructeur de liberté. » Selon Yvan Blot ce changement de thème entérine de surcroît l'évolution sociologique de la société française :

Le prolétariat disparaît mais le fond de commerce des exclus peut s'accroître indéfiniment (...) L'immigration doit fournir de nouveaux prolétaires.(...) 90% des beurs étaient prêts à voter pour la gauche. Ce sont des gens très mobilisés politiquement. On ne peut pas forcer les Français à accepter des flux migratoires illimités sur un territoire limité.<sup>240</sup>

Il dénonce par la suite la société multiculturelle, qui est inévitablement « une société multiconflictuelle » ; le constructivisme socialiste « qui conçoit la société comme une machinerie qui doit permettre la confection de l'homme nouveau ». Pour Yvan Blot :

Les obstacles au projet socialiste demeurent l'identité et la liberté. Lutter contre l'exclusion c'est se donner les moyens d'empêcher les hommes de choisir et donc détruire les libertés. Or toutes les institutions dites bourgeoises issues de notre civilisation sont des institutions d'exclusion : le mariage, la propriété, la nationalité, la liberté d'association.<sup>241</sup>

Il rappelle le besoin de rattacher le droit d'exclusion à un principe vital et naturel : « le besoin de survie biologique. » M. Blot conclut à la nécessité d'exclure, au « droit des hommes honnêtes d'exclure les hommes malhonnêtes. »

Mais l'ennemi reste bien le socialisme :

Toute forme d'exclusion secrète automatiquement un ressentiment et une jalousie qui demeurent le fond de commerce habituel du socialisme. D'autre part, la lutte contre l'exclusion a l'immense avantage pour les socialistes et la classe technocratique de justifier l'interventionnisme de l'Etat jusque dans la vie

<sup>239</sup> Colloque du Club de l'Horloge, février 1990.

<sup>240</sup> « Le Club de l'Horloge développe sa théorie de l'exclusion », *Le Monde*, 16 février 1990.

<sup>241</sup> *Ibid.*

privée des citoyens. La lutte contre l'exclusion justifie la nomination de fonctionnaires nouveaux, la levée d'impôts toujours plus importants, bref, le renforcement du pouvoir technocratique socialiste.<sup>242</sup>

Ce discours va être celui du Club de l'Horloge pendant les années 90, comme en témoigne cette interview de son président Henry de Lesquen dans les pages du *Monde* en 1997 : « Le discours de gauche sur la morale n'est qu'une mystification. Lorsqu'elle parle de justice, c'est pour la confondre avec la réduction des inégalités ou le refus de l'exclusion. (...) Il ne peut y avoir de société sans inégalité et sans exclusion ».<sup>243</sup>

De Lesquen affirme que le refus de l'exclusion est le nouveau discours tenu par les socialistes au moment du déclin du socialisme. Les immigrés remplacent notamment le prolétariat.

On peut également noter que cette dénonciation de la lutte contre l'exclusion est aussi une critique à peine voilée du thème de campagne de Jacques Chirac pour les présidentielles de 1995, « la fracture sociale ». Mais cette opposition à la droite ne surprend personne puisqu'il est évident que le rapprochement du Club avec le FN est effectif depuis quelques années déjà.

Le raisonnement du Club de l'Horloge apparaît dans le livre collectif et dirigé par l'un de ses membres, Pierre Millan, publié en 1995, et servira à développer ce thème au sein du FN. Cet ouvrage comporte toute la rhétorique du Club sur le sujet de l'exclusion. Pierre Millan y dénonce principalement le nouveau souffle que ce thème de la lutte contre l'exclusion donne au socialisme ainsi que l'immigration qui fournit les nouveaux prolétaires qui seront les nouveaux électeurs sensibles aux idées socialistes et communistes. Mais la dénonciation de la lutte contre l'exclusion apparaît également dans le chapitre consacré à la préférence nationale : selon Pierre Millan et le Club de l'Horloge le lien entre exclusion et préférence nationale est évident :

Au nom de la lutte contre les exclusions, on entend retirer à certains la liberté de préférer ou d'exercer dans les faits cette préférence, et l'on met en place un arsenal répressif pour garantir le respect scrupuleux de cette interdiction. On pourrait citer un nombre non négligeable de condamnations judiciaires prononcées à l'encontre de propriétaires ou d'entrepreneurs ayant annoncé leur préférence en ce qui concernait la nationalité ou la religion de leurs locataires ou employés.<sup>244</sup>

---

<sup>242</sup> *Ibid.*

<sup>243</sup> « La droite de la droite tente de s'organiser », *Le Monde*, 21 octobre 1997.

Mais cette thématique de l'exclusion est également appliquée à d'autres domaines tels que la sécurité, Pierre Millan soutenant que « pour les socialistes (...) ce sentiment d'insécurité serait lié à la montée des exclusions. » Par un habile raisonnement s'appuyant encore une fois sur la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, le Club de l'Horloge entend démontrer que la sécurité implique l'exclusion. Rappelant la définition de l'article II de la Déclaration,<sup>245</sup> le Club affirme que « la première définition de la sécurité est donc celle qui correspond à une sorte d'*habeas corpus* qui définit la sûreté comme un « droit-liberté », comme une protection de l'individu contre l'arbitraire du pouvoir. (...) Mais la sûreté c'est aussi dans un sens plus banal, la sécurité. » Se servant de la définition de la sécurité dans le dictionnaire Larousse,<sup>246</sup> le Club de l'Horloge affirme « qu'il est donc difficile de ne pas admettre que la sécurité suppose l'exclusion. Si la sécurité est un état tranquille qui résulte de l'absence de danger, il faut, pour qu'elle existe, que le danger soit exclu de cette situation et que les individus dangereux soient tenus éloignés des honnêtes gens».<sup>247</sup> Dans le chapitre consacré à la sécurité Pierre Millan critique la politique socialiste dans le domaine de la sécurité, (« cette conception de la sécurité porte en germe le totalitarisme ») et affirme que la seule politique possible est l'exclusion.

Le Club de l'Horloge souhaite donc exclure les délinquants et criminels de la société :

mais aussi pour préserver la paix civile, éviter la coexistence de peuples trop différents sur le même territoire (...) la sécurité dont peut jouir une société dépendant de plusieurs facteurs, notamment de son homogénéité interne. Plus une société est hétérogène, plus elle est violente, New York en étant l'exemple manifeste.<sup>248</sup>

Dans un autre chapitre, « exclusion et économie » rédigé par Charles Bechet, le principe d'exclusion appliqué à l'économie est la base de la troisième voie économique défendue au FN par Bruno Mégret. Nous y reviendrons.

---

<sup>244</sup> Pierre Millan et le Club de l'Horloge, *Le refus de l'exclusion : nouvelle expression de l'utopie égalitaire*, Lettres du Monde, Paris, 1995, p. 38.

<sup>245</sup> « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. »

<sup>246</sup> « La sécurité c'est l'état tranquille qui résulte de l'absence réelle de danger. »

<sup>247</sup> *Le refus de l'exclusion : nouvelle expression de l'utopie égalitaire*, p. 85.

<sup>248</sup> *Ibid.*, p. 107.

Publié en 1995 - à un moment où les horlogers du FN affirment leur influence au sein du parti - l'ouvrage du Club de l'Horloge n'hésite pas à faire des clins d'œil à certaines déclarations sulfureuses de Jean-Marie Le Pen. Ainsi au sujet des malades du SIDA Pierre Millan déclare :

N'importe quel comportement d'évitement peut devenir suspect et tomber sous le coup du droit pénal. Ainsi Claude Evin précisait-il qu'il est « opportun de légiférer pénalement de manière particulière sur le problème du SIDA », de façon que les malades ne soient pas sujets à « d'inadmissibles manifestations d'exclusion ».<sup>249</sup>

Ici, on peut penser que c'est certainement plus les thèses du FN qui influencent le Club de l'Horloge que l'inverse. Il est de bon ton d'affirmer les liens qui unissent désormais les horlogers et le parti de Jean-Marie Le Pen.

Il est important de noter que c'est sur ce thème de l'exclusion que s'opère le rapprochement entre le Club de l'Horloge et le FN, et cela dès 1989 comme en témoigne une interview d'Yvan Blot dans les colonnes du *Monde*.<sup>250</sup> Il déclare en effet que « Le FN est aujourd'hui le principal garant politique des libertés en France ». Précisons qu'à cette époque Jean-Marie Le Pen dénonce la Déclaration des Droits de l'Homme, ce texte qui, selon lui, porte en germe « le totalitarisme »<sup>251</sup> et il s'est fait l'apôtre des « inégalités » naturelles. Des contacts sont noués entre Yvan Blot et le patron du FN qui selon l'horloger « est intuitivement d'accord avec [sa] réflexion ». Le Pen semble vouloir engager le fer avec la gauche sur le thème de l'exclusion. Le but est double : prouver que cette thèse, inacceptable pour les socialistes, a une base naturelle qu'il est possible de théoriser, et tenter d'alimenter le débat politique pour s'y maintenir alors même que la période sans élection qui s'ouvre risque d'être défavorable à l'extrême droite. Yvan Blot estime que « la priorité systématique donnée par les socialistes à l'égalité sur les autres valeurs », conduit à un « égalitarisme totalitaire. » « Le nouveau slogan de la lutte contre l'exclusion » est, selon lui, « une machine de guerre contre toutes les institutions clés de notre civilisation sans lesquelles il ne peut y avoir de liberté. » Or M. Blot affirme que l'on trouve la notion d'exclusion dans la famille « par l'interdiction de la polygamie », dans la propriété privée et dans le concept de nation qui « n'existe que si les

<sup>249</sup> *Le Monde*, 11 novembre 1989.

<sup>250</sup> « Le FN met en forme sa réflexion sur les avantages de l'exclusion », *Le Monde*, 2 septembre 1989.

<sup>251</sup> En 1998, en réaction à la proposition du président de la République d'inscrire dans la Constitution l'obligation, pour tous les élus, de prêter serment sur la Constitution et sur la Déclaration des droits de l'homme, Jean-Marie Le Pen affirmait que la Déclaration ne faisait pas partie de la Constitution et donc pas du bloc constitutionnel de la France.

étrangers sont exclus du pouvoir politique. » A contrario, M. Blot estime que « l'égalitarisme est créateur d'injustice et d'inefficacité ». <sup>252</sup>

### 3. Le thème de l'exclusion au FN

Ce thème de l'exclusion (en fait une façon déguisée de remettre en cause le principe d'égalité) n'apparaît que dans les écrits théoriques du FN, et on peut penser que la complexité de la démonstration aurait sans doute du mal à passer auprès des militants de base et des électeurs. Dans *Identité*, Bruno Mégret expose les principes de ce « droit à l'exclusion » tout en dénonçant le socialisme et plus précisément l'offensive « droits-de-l'homme » :

L'invocation des droits de l'homme est en général d'une totale inefficacité contre les régimes totalitaires mais fonctionne parfaitement pour affaiblir les nations européennes. (...) A présent, cette machine de guerre idéologique est encore renforcée par le thème de prédilection de la phraséologie néo-socialiste : le refus des exclusions. Présenté comme l'alpha et l'oméga de la lutte pour les droits de l'homme, ce slogan est un outil idéologique d'une redoutable efficacité destructrice. Toute construction humaine, toute civilisation est fondée sur des groupes, des communautés, des normes, des règles et des institutions qui impliquent toutes une différence, une limite... une exclusion. Le mot est lancé, mais que définit-il en somme si ce n'est la frontière ? La frontière qui existe entre ceux qui font partie du groupe et ceux qui n'en font pas partie, entre ceux qui observent les règles et ceux qui les transgressent, entre ceux qui procèdent d'une institution et les autres. Récuser ces limites, ces frontières au nom d'un absurde refus des exclusions, c'est nier la famille, la nation, c'est vouloir les détruire. <sup>253</sup>

Le mode de pensée en termes d'organicisme caractéristique de la pensée contre-révolutionnaire reste présent au FN. On parle d'« organisme malade », de « communauté enracinée ». On évoque « la loi d'airain de la nature », « le respect de la vie », qui fonde l'opposition à la légalisation de l'avortement et la dénonciation des « sidaïques ». <sup>254</sup>

On peut aussi noter la volonté du FN de combattre l'idéologie égalitaire dans l'éducation, le FN considérant que le système éducatif crée un nivellement. De plus, ce système éducatif est influencé par l'idéologie socialiste et soixante-huitarde.

<sup>252</sup> « Le FN met en forme sa réflexion sur les avantages de l'exclusion », *Le Monde*, 2 septembre 1989.

<sup>253</sup> MEGRET Bruno, « Le nouveau clivage », *Identité*, N°4, les mutations idéologiques.

<sup>254</sup> 300 mesures pour la renaissance de la France, programme de gouvernement, p. 12, 13, 36, 37.

Mais surtout, le thème de l'exclusion sert de pierre d'achoppement à dénoncer l'immigration (à travers la préférence nationale) à et insister sur le discours identitaire. Ce dernier rejoint d'ailleurs la dénonciation du mondialisme. Celle ci apparaît par exemple dans l'introduction des *300 mesures pour la renaissance de la France, programme de gouvernement* où l'on retrouve la même référence à l'exclusion, mais servant cette fois-ci à dénoncer le mondialisme:

Alors que le marxisme, aujourd'hui sur le déclin, est intellectuellement disqualifié et politiquement discrédité, cette nouvelle idéologie, plus floue, mais elle aussi de nature constructiviste, ne cesse de gagner du terrain. La doctrine mondialiste, généralement présentée sous l'habillage des droits de l'homme, prône la destruction des nations, l'abolition des frontières, le mélange des races, des cultures et des peuples. Autrefois, les marxistes faisaient la chasse aux inégalités et voulaient créer la société sans classe. Aujourd'hui, les mondialistes pourchassent les « exclusions » et préconisent l'avènement d'une société sans différences. Le mythe du paradis rouge a cédé la place à l'utopie du paradis café au lait.<sup>255</sup>

Il est bien évident que le thème de l'exclusion nécessaire et naturelle peut provoquer certains remous au sein de certains courants du FN. Par exemple, la rhétorique de l'exclusion - importée par les horlogers - fait appel à l'héritage révolutionnaire qui doit être accepté et on peut penser que certaines familles encore marquées par la pensée contre-révolutionnaire peuvent avoir certaines difficultés à accepter des références à un héritage qu'elles rejettent. La question des droits de l'homme est particulièrement intéressante : en effet, on sait par exemple que le GRECE s'y oppose. Le Club de l'Horloge également mais de manière plus subtile. Traditionnellement parlant, s'opposer aux droits de l'homme c'est appartenir à la contre-Révolution. Le Club de l'Horloge, dans un but stratégique, entend changer cette vision des choses. Bruno Mégret, déclare accepter l'héritage révolutionnaire et que ce sont les socialistes qui ont perverti le message de la Déclaration des droits de l'homme.

Il règne donc un certain flou dans les écrits du FN. Le GRECE dénonce clairement l'idéologie égalitaire niveleuse issue des Lumières et condamne le capitalisme dans ce sens. Le Club de l'Horloge, lui, soutient la même chose mais ne dénonce pas les Lumières (ni le capitalisme), puisqu'il se sert de la déclaration des droits de l'homme pour justifier ses thèses.

Il est donc normal qu'au sein d'un FN aux multiples courants ce thème de l'exclusion ne soit pas plus mis en avant sur un plan idéologique. Cela provoquerait un débat interne dont le FN n'a pas besoin. S'il existe cependant des écrits traitant de l'exclusion et des droits de l'homme

---

<sup>255</sup> *Ibid.*, p. 15.

(notamment dans *Identité*), on doit avant tout y voir l'emprise des horlogers sur un certain nombre de cellules décisionnaires ou certains moyens de publication.

On peut en conclure qu'il existe un flou au sujet de ce que l'on doit penser des droits de l'homme au FN. Mais ce manque de clarté profite aux horlogers qui peuvent, d'une part, montrer aux contre-révolutionnaires de la vieille garde FN que leurs idées ne sont pas si éloignées des leurs (puisqu'en remontant aux origines des nouveaux républicains il est clair que leur raisonnement est issu de la pensée gréciste, elle clairement anti-égalitaire et anti-droits-de-l'homme) et d'autre part, ne pas rebuter les personnes qui croient au discours des nouveaux républicains.

La position du Club de l'Horloge sur l'exclusion s'oppose aux vertus catholiques mais là encore les horlogers ont préparé leurs réponses. Charles Béchet répond à la question de savoir si la conception horlogère de l'exclusion est compatible avec la théologie catholique. Il souhaite distinguer le spirituel et le temporel pour mieux préciser sa démonstration. Il déclare :

Sur le plan spirituel, je crois que le message du Christ est destiné à tous et qu'il ne peut être supposé que certains en soient exclus. (...) Sur le plan temporel, maintenant, le problème se pose de manière différente. Apparaît en effet une contrainte nouvelle, celle de la rareté (...). Cette contrainte se situe à l'origine de ce que l'Eglise appelle « l'ordre naturel ». (...) Que dit l'Eglise au sujet de l'exclusion ? (...) L'Eglise admet parfaitement « l'amour ordonné de soi-même », c'est-à-dire celui qui, encadré par la foi et la raison, a pour but le perfectionnement de soi. Il est hors de doute que cette concession élémentaire à la vie terrestre emporte déjà l'admission de l'exclusion.<sup>256</sup>

Par la suite, Charles Béchet utilise la même rhétorique que Bruno Mégret, rhétorique simpliste que l'on peut aisément qualifier de populiste :

Prenons l'exemple simplifié d'un concours administratif qui ne donnerait accès qu'à un seul poste, et auquel je postulerais, ainsi qu'un autre candidat. On ne peut me blâmer, bien au contraire, de travailler et de me perfectionner pour gagner ce poste. Pourtant si je réussis, l'autre candidat sera exclu, alors que, peut-être, il avait lui aussi grand besoin de ce travail. Notez que dans ce cas, l'exclusion d'autrui n'est ni contingente ni inconsciente. Elle est nécessaire et connue dès l'origine. Certes, ce n'est pas moi qui ai décidé ou établi sa règle, mais l'Eglise ne blâme pas non plus le fonctionnement qui l'a fait : il a obéi, pour la conservation commune, à une contrainte de rareté qui nous est imposée à tous.<sup>257</sup>

Tout ceci sert à convaincre les catholiques du FN que l'exclusion n'est pas incompatible avec le catholicisme. Cela sert surtout aux horlogers (qui traînent souvent une réputation d'ancien

<sup>256</sup> *Le refus de l'exclusion : nouvelle expression de l'utopie égalitaire*, p. 129-130.

<sup>257</sup> *Ibid.*, p. 130.

grecistes plus païens que chrétiens, d'autant plus que les racines grecistes du thème de l'exclusion sont évidentes) à rassurer les catholiques (traditionalistes ou non) au sein du FN.

On a vu que le thème de l'exclusion importé au FN par les horlogers sert principalement à faire une critique du socialisme ainsi qu'à atteindre un double objectif : objectif économique consistant à élargir le champ du marché libre ; objectif social consistant à dégager la responsabilité de l'État dans les disparités et la dégradation sociale, l'inégalité étant considérée comme une acceptation pure et simple, normale et nécessaire au progrès social et donc cela sert à justifier certaines exclusions (exclusion des étrangers avec l'application de la préférence nationale).

Mais le thème de l'exclusion s'articule aussi sur le thème de l'identité comme le montre Henry de Lesquen lorsqu'il affirme que « les êtres vivants, en particulier, s'excluent d'une manière active. Car la vie, comme l'a montré la biologie moderne, est un processus systématique d'exclusion. Vivre c'est exclure, pour maintenir son identité ». <sup>258</sup>

Le discours de la Nouvelle droite peut donc se résumer ainsi : il existe donc des inégalités, ces inégalités sont naturelles et il ne faut pas chercher à les supprimer. Sur ce point nous avons vu que la Nouvelle droite s'éloigne de la dénonciation de l'idéologie égalitaire pour se concentrer sur la dénonciation de « la nouvelle idéologie socialiste » qui entend « lutter contre les exclusions », <sup>259</sup> exclusions qui sont pourtant nécessaires aux yeux des néo-droitiers pour préserver l'identité. On peut en conclure que le discours identitaire de la Nouvelle droite sert aussi à masquer une idéologie qui est - au départ - anti-égalitariste.

Ceci est bien entendu repris au FN sous l'instigation des mégrétistes. La chute du bloc communiste pousse le FN à trouver « un nouvel ennemi ». Celui-ci est représenté par le cosmopolitisme, ou mondialisme. Comme nous allons le voir une fois encore le thème de l'identité est très présent, tout comme celui de l'exclusion. <sup>260</sup>

---

<sup>258</sup> *Ibid.*, p. 141.

<sup>259</sup> Henry de Lesquen explique que « dans la variante totalitaire de l'utopie égalitaire, l'inégalité sociale est condamnée explicitement par les révolutionnaires. Aujourd'hui, comme les socialistes sont plutôt dans la phase cosmopolite et libertaire, ils feignent d'admettre une certaine inégalité qui résulte inévitablement de l'ordre du marché, mais en même temps ils la dénoncent comme une injustice, sous le nom de l'exclusion. » In *Le refus de l'exclusion : nouvelle expression de l'utopie égalitaire*, p. 139.

<sup>260</sup> Voir à ce sujet le chapitre 7 DE LESQUEN Henry, « inégalité et exclusion : de l'étatisme au cosmopolitisme » In *Le refus de l'exclusion : nouvelle expression de l'utopie égalitaire*, p. 135-150.

### III. L'anti-cosmopolitisme, l'anti-mondialisme et l'anti-américanisme

A la fin des années 80 on assiste à une évolution majeure au sein du FN. En effet, depuis les années 80 le parti s'est toujours présenté comme pro-américain - Le Pen affirmant vouloir être le « Reagan français » - et s'oppose radicalement au communisme. Progressivement, le FN va changer de position et cultiver un anti-américanisme radical. Ce renversement d'attitude résulte de l'analyse - ou plus exactement des analyses - formulées par le FN à propos des bouleversements de l'ordre du monde, mais aussi d'une évolution propre au FN. L'inflexion se produit après la chute du bloc de l'est et la guerre du Golfe. Nous allons voir que deux courants du FN ont préparé le terrain. Il s'agit tout d'abord de la Nouvelle droite dont l'anti-américanisme a toujours été radical, sa doctrine se basant sur le paganisme « naturel » indo-européen (par opposition à l'universalisme chrétien, héritier et « importateur » de la morale hébraïque sur le Vieux Continent). Mais les catholiques traditionalistes de Chrétienté-Solidarité, engagés dans le soutien aux mouvements anti-communistes de divers continents, avaient eux aussi critiqué l'inconséquence et la mollesse des Etats-Unis, coupables de laisser tomber les maquis anticommunistes si leurs intérêts politiques l'exigeaient.

Mais il convient avant tout de revenir sur la guerre du Golfe afin de comprendre comment le FN a pu changer ses positions. Jusqu'à lors, le succès électoral du FN était largement basé sur son racisme anti-arabe. La Guerre du Golfe aurait donc dû représenter une aubaine. Mais Le Pen, loin de soutenir la guerre des USA et de ses alliés, décide d'appuyer publiquement Saddam Hussein le 22 août 1990 lors du traditionnel discours de sa rentrée politique. Il affirme alors qu'il est totalement hostile à tout engagement militaire de la France derrière les Etats-Unis et que sa préférence va à un règlement négocié du conflit. Jean-Christophe Cambadélis et Eric Osmond, les auteurs de *La France blafarde, une histoire politique de l'extrême droite* distinguent plusieurs raisons qui ont pu pousser le leader frontiste à adopter cette position nullement populaire, y compris dans les rangs du FN puisque l'électorat lepéniste approuve autour de 60% l'intervention militaire alliée. La première a trait au souci constant de différenciation maximale du FN à l'égard de tout le reste de la société politique, Le Pen aimant à prendre le contre-pied des autres partis politiques. La seconde explication possible est l'impossibilité constante pour le FN comme pour l'extrême droite française depuis la décolonisation de trancher entre l'antisémitisme et l'arabophobie, entre la judéophobie et l'anti-islamisme. Ensuite, il ne faut pas négliger la réelle sympathie du FN à l'égard du régime irakien. Certains membres du FN aiment le caractère autoritaire, le nationalisme et le militarisme du régime de Saddam Hussein. De plus, les catholiques

intégristes du FN sont gré au président Hussein d'avoir permis à la minorité chrétienne irakienne de vivre en paix. La quatrième explication avancée par les auteurs indique l'importance de l'influence néo-droitière au sein FN. Osmond et Cambadélis parlent

des milieux du Front issus du GRECE qui ont été réceptifs à un antiaméricanisme virulent et au refus du Nouvel Ordre mondial qu'est censé vouloir imposer le Pentagone. (...) Cette guerre du Golfe marque aussi la fin logique des blocs issus de Yalta et elle fut menée en vue de l'instauration d'un Nouvel ordre mondial garantissant le primat du droit sur la force. (...) Un projet aussi universaliste, aussi « négateur de l'incommensurable droit à la différence des peuples », ne pouvait qu'être condamné par les néo-droitières.<sup>261</sup>

En dénonçant l'engagement militaire l'objectif de Le Pen était également de briser l'image négative du FN, à savoir celle d'un mouvement xénophobe ou raciste anti-arabe et celle d'un Le Pen va-t-en-guerre ou d'un parti militariste. En défendant la cause de l'Irak le FN trouve là l'occasion de réfuter les accusations racistes, même si la réaction des militants tend à prouver que ceux-ci assument leur racisme. De plus, la défense de l'Irak permet d'appuyer le thème de la défense identitaire et de justifier l'argumentation comme quoi « le FN n'est pas raciste envers les arabes, mais seulement opposé à la présence d'immigrés en France ». Bien évidemment on rejoint ici la thématique néo-droitière du droit à la différence.

Mais on se doit aussi de constater que ce positionnement contre la guerre du Golfe entraîne également un durcissement du FN. En effet, les réflexes antisémites du FN se sont exprimés lorsqu'il a été question de dénoncer l'impérialisme américain, allié d'Israël. Pierre-André Taguieff affirme qu'il s'agissait aussi pour le FN de continuer l'exploitation politique expérimentale de la montée des attitudes anti-juives depuis 1987-88.<sup>262</sup> Des notables du mouvement, tels Pierre Sergent, ancien de l'OAS et proche ami de Le Pen, critiquèrent publiquement les positions du FN, dénonçant son refus de soutenir l'armée française et s'avouant « pro-israélien ».<sup>263</sup> Mais cette position anti-américaine et anti-sioniste a permis au FN de rassembler autour de lui les multiples groupuscules extrémistes qui, jusque là, reprochaient essentiellement à Le Pen d'être un pro-américain et un pro-israélien, voire un « sioniste ». C'est ainsi que Mark Fredriksen, leader d'une formation néo-nazie (Faisceaux nationalistes européens) félicite le FN de se montrer « de plus en plus ouvert aux réalités », au terme d'un article centré sur la dénonciation des « puissances mondialistes ». Dans l'*Œuvre française*, organe des antisionistes on peut lire que « Saddam Hussein est un héros parce qu'il

<sup>261</sup> *La France blafarde, une histoire politique de l'extrême droite*, p. 321.

<sup>262</sup> *Le Monde*, 10 avril 1991.

<sup>263</sup> *Le Monde*, 3 septembre 1990.

menace le droit de la ploutocratie internationale ». <sup>264</sup> On peut donc affirmer que par sa prise de position pro-irakienne, le FN a donc accéléré le processus d'homogénéisation idéologique des droites radicales en France. Certains dirigeants du FN expriment clairement leur point de vue sur l'armée américaine et ses buts de guerre, ainsi Jean-Yves Le Gallou dans *Présent* :

Si derrière la crise il y a les intérêts pétroliers anglo-américains, il y a aussi les intérêts de l'Etat d'Israël. (...) Il y a dans la crise du Golfe la mise en œuvre d'un projet politique mondial. Ce que nous voyons se construire sous nos yeux est prodigieux. C'est la consécration provisoire de deux rêves : le gouvernement mondial et la fin de l'histoire. (...) Bras armé du gouvernement mondial, l'armée américaine est à l'image de ce gouvernement, cosmopolite, multiracial et à certains égards multiculturel. (...) Cette armée multiraciale d'un gouvernement mondial poursuit un objectif : la fin de l'histoire. (...) Je comprends la gêne que doivent éprouver, compte tenu de ce qu'ils sont, les Saoudiens au spectacle de l'armée américaine : une armée de Noirs, une armée de femmes, une armée d'hommes et de femmes qui boivent du Coca-Cola, une armée où les chrétiens pratiquent leur culte dans le pays de la Mecque, une armée où des Juifs, pourtant interdits d'entrée en Arabie Saoudite, sont présents, ne peut manquer de heurter en profondeur tout ce qui fait l'identité actuelle du régime saoudien. <sup>265</sup>

Mais l'anti-américanisme va par la suite prendre une ampleur de plus en plus importante au FN, à travers la dénonciation du « mondialisme ». C'est en 1992 qu'apparaît le concept de mondialisme au sein du FN. Notons que, préférant le terme « mondialisme », Le Pen refuse d'employer le terme « mondialisation », sans doute dans le but d'imposer un certain vocabulaire, marque de la « lepénisation des esprits. » Cela permet aussi de placer ce « mondialisme » au rang d'ennemi à combattre comme avant le communisme. La phonétique a ici son importance. La Convention du FN tenue à Nice, en novembre 1992, entérine cette orientation qui sera désormais celle du FN. Des études publiées en 1992 par le Conseil scientifique du FN permettent, dans le cadre de la politique définie par Bruno Mégret, de faire fusionner deux cultures de l'extrême droite, celle des années trente et celle du GRECE. Il est important de noter la publication par le FN en 1992 d'une brochure sur le « mondialisme », *Le mondialisme, mythe et réalité*. <sup>266</sup> Les références du FN y apparaissent alors clairement : « Ce ne sera plus le marxisme contre le capitalisme, mais le mondialisme contre le nationalisme. Le mondialisme est aujourd'hui le nouvel et principal adversaire de tous ceux qui veulent préserver la liberté des hommes et des communautés où ils s'enracinent. » René Monzat constate que pareille déclaration renvoie à Henry Coston et Jacques Ploncard d'Assac,

<sup>264</sup> *Le Soleil*, n°4, juillet-août 1990, « Crise du Golfe ; non au diktat sioniste », p. 6.

<sup>265</sup> LE GALLOU Jean-Yves, « Réflexions sur l'armée américaine et ses buts de guerre dans le Golfe », *Présent*, 10-11 septembre 1990.

<sup>266</sup> *Le mondialisme, mythe et réalité*, Paris, Editions nationales, 1992.

chantres de la théorie du complot et des dénonciations des organisations maçonniques américaines, de la Trilatérale, du Council on Foreign Relations (théorie du complot), organisations qui sont censées coiffer un système de sociétés occultes qui exerceraient le pouvoir réel aux USA et partant, sur la planète entière. L'édifice est ancien, l'activité de Coston et de Ploncard ayant débuté bien avant la création du FN puisque les deux auteurs, étaient animateurs de groupuscules ou de publications antisémites avant guerre.<sup>267</sup>

La brochure éditée par le FN se termine par un texte de Pierre Vial, alors membre de la direction du FN. Il écrit que :

le Nouvel Ordre mondial est directement lié à la volonté d'hégémonie mondiale des Etats-Unis. Cette volonté se réclame des Lumières et exprime ce messianisme manichéen, colporté par de sociétés de pensées aussi discrètes qu'efficaces, et qui depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, prétend apporter le bonheur de l'humanité en lui imposant un modèle unificateur, réducteur, niveleur. Les Etats-Unis, société sans racines et bâtie avec des déracinés, se définissent, en toute bonne conscience, comme le modèle le plus achevé.<sup>268</sup>

La référence aux théories du complot maçonnique développée par les auteurs contre-révolutionnaires est également appuyée et le paganisme de Pierre Vial transparaît clairement lorsqu'il dénonce l'hégémonie américaine :

Se considérant comme élus du Dieu biblique pour dire où est le Droit, les Américains ont pour habitude d'écraser sous des tapis de bombes - au besoin nucléaires - et en toute bonne conscience les peuples, forcément diaboliques, qui ne se plient pas à leur définition de la Morale, du Droit et de la Démocratie. Animés par la conviction messianique que les Etats-Unis sont la nouvelle Terre Promise, les Américains vont infuser dans les âmes et dans les têtes le goût d'un mode de vie déraciné et déracinant, colporté, sur tous les continents, par des feuillets télévisés où s'étalent les stéréotypes d'une société multiculturelle et multiraciale. En effet le mondialisme refuse de définir un être humain en fonction du sol et du sang - c'est-à-dire son appartenance à une communauté donnée et ses origines. (...) L'attachement à une patrie est ridiculisé - c'est « franchouillard » - par les intellectuels qui, comme Guy Scarpetta, Bernard-Henri Lévy, André Chouraqui, font l'éloge d'un cosmopolitisme dont la capitale emblématique est, bien entendu, New York, New York, la nouvelle Babel ».<sup>269</sup>

Cependant, le « programme de gouvernement » rédigé fin 1992 reste encore très prudent dans ses formulations : il s'agit avant tout de « rééquilibrer les relations France-Etats-Unis. (...) La France demeurera l'amie loyale des Etats-Unis sans accepter pour autant le diktat du prétendu

<sup>267</sup> MONZAT René, « FN contre USA », *Limes, Revue française de géopolitique*, N° 1, Editions Gallimard, Paris, 1997, p. 53-54.

<sup>268</sup> *Le mondialisme, mythe et réalité*, p. 20.

<sup>269</sup> *Ibid.* p.22.

Nouvel Ordre mondial. » Si le programme annonce que la France « s'opposera à l'invasion de notre pays par la sous-culture américaine », il précise qu'« elle se gardera cependant de tout anti-américanisme primaire. »

Mais le discours anti-américain du FN va s'intensifier au fil des mois, le Nouvel Ordre mondial étant sans cesse dénoncé. Ainsi Bruno Mégret :

La France doit, pour assurer son indépendance, veiller à se dégager de la seule puissance qui la surpasse nettement et qui, grâce aux liens d'hier, l'éclipse dans de nombreux domaines, c'est-à-dire les Etats-Unis d'Amérique. (...) Déjà l'influence culturelle que ces derniers exercent, volontairement ou spontanément, à travers les modes, le cinéma, la musique et la langue, est pesante et pénalisante pour votre identité. Mais (...) les Américains font prévaloir sans complexes leur suprématie dans le domaine économique et politique. A travers le GATT et par le truchement du Nouvel Ordre mondial. Ainsi il est temps de découpler la France et l'Europe des Etats-Unis. A cette fin, il convient aujourd'hui de se prononcer pour la dissolution de l'OTAN (...) juste bonne à pérenniser la tutelle américaine sur l'Europe. La reconquête de notre indépendance, en particulier à l'égard de l'Amérique, devrait constituer l'axe majeur de notre politique étrangère.<sup>270</sup>

1996 marque l'aboutissement de l'anti-américanisme au FN avec la publication d'un numéro d'*Identité* entièrement consacré aux Etats-Unis, « bras armé du Nouvel Ordre mondial ». Les échos de la Guerre du Golfe se sont assourdis mais la critique de l'idéologie américaine est développée :

A l'époque de la Guerre froide, l'Amérique a pu bénéficier jusque dans les milieux de droite d'un préjugé favorable, ce dernier ne voyant en elle que le champion de la lutte entre le communisme et l'amie de l'Europe. Pourtant, l'idéologie qu'elle véhicule, issu du moralisme biblique universaliste et égalitariste de ses premiers pèlerins, comme du libéralisme et du matérialisme de la philosophie des Lumières, font d'elle le moteur d'une nouvelle subversion dont l'aboutissement, l'uniformisation du monde, ne peut détruire l'âme des peuples qu'elle influence. Née d'une rupture avec les valeurs aristocratiques d'autorité, de spiritualité du Vieux Monde, l'Amérique n'en finit pas de diffuser ses mythes mortels. Ne porte-t-elle pas sa part de responsabilité dans la Révolution française de 1789, intervenue treize ans après la Déclaration d'indépendance, comme dans la révolution de mai 68 directement inspiré de la contestation qui sévissait sur ses campus, deux bouleversements qui ont sapé les fondements et la culture de l'ordre ancien et contribué à l'abaissement moral de l'Europe ?<sup>271</sup>

La critique des Etats-Unis à travers leur implication dans la Révolution française et mai 68 permet de rapprocher les deux familles les plus foncièrement opposées du FN, les catholiques

---

<sup>270</sup> MEGRET Bruno, « Une vision pour la France » ; « Actualiser la politique étrangère », *Identité* n°18, printemps 1993, p. 20-21.

traditionalistes et la Nouvelle droite. Ce numéro d'*Identité* est marqué par la forte présence de membres de la Nouvelle droite, et les articles reprennent des formules mises au point par la Nouvelle droite dans les numéros de la revue *Eléments*.<sup>272</sup>

Les idéologues grécistes du FN se réfèrent aussi souvent à Thomas Molnar, philosophe catholique qui a publié dans la revue néo-fasciste *Défense de l'Occident* mais aussi dans la revue catholique traditionaliste *Itinéraires*. Il a également collaboré à un colloque du GRECE sur les Etats-Unis. Les analyses de Molnar confortent l'assimilation entre les Etats-Unis et le mondialisme et rendent inutiles l'évocation du complot maçonnique ou sioniste. Elles permettent de penser l'opposition Etats-Unis/Europe en des termes confluant avec l'analyse développée par le GRECE qui oppose l'Europe enracinée, aux sociétés structurées et le mondialisme, vecteur de l'occidentalisation du monde. Mais il est important de noter que les idéologues grécistes ne reprennent qu'une partie des idées de Molnar, celle qui permet de se rapprocher du courant catholique-traditionaliste.

Dans *L'alternative nationale*, version simplifiée du programme du FN, Bruno Mégret présente les USA comme « les chantres du nouvel ordre mondial (...) dont la société se développe sur un schéma cosmopolite ». Il précise aussi que « le melting-pot fut pratiqué avec bonheur outre-Atlantique quand il s'agissait de mêler des populations européennes et chrétiennes mais qu'il s'étend maintenant à tous les peuples du monde et provoque l'éclatement d'une société débordée par la violence, la drogue et des tensions ethniques de plus en plus inquiétantes ». <sup>273</sup>

Le FN affiche désormais publiquement son anti-américanisme et son opposition au « mondialisme », comme le montre Mégret dans le journal officiel du parti :

Tout comme l'immigration, le mondialisme pénalise notre économie, aggrave le chômage et la précarité. Tout comme l'immigration, il soumet les travailleurs français à une concurrence déloyale et crée une pression à la baisse sur les salaires. Immigration et mondialisme procèdent d'une même logique anti-sociale et anti-nationale. On ne peut combattre l'une sans combattre l'autre. Rien ne sert, en effet, de préserver les travailleurs français de la concurrence de la main d'œuvre présente sur notre sol si, dans le même temps, on les livre à celle des pays du tiers monde. C'est pourquoi, dans les mois et les années à venir, la lutte contre le mondialisme revêtira pour le FN une importance comparable à la lutte contre l'immigration. <sup>274</sup>

---

<sup>271</sup> VIAL Pierre, *Identité* n°23, juillet/août/septembre 1996, p. 12.

<sup>272</sup> Pour en finir avec la civilisation occidentale (1980), *Le nouvel ordre américain* (1990), *Etats-Unis : danger !* (1991).

<sup>273</sup> MEGRET Bruno, *L'alternative nationale, les priorités du Front national*, Paris, Editions nationales, 1996, p.234-235.

Le mondialisme est considéré comme héritier de l'utopie collectiviste. Le FN y voit par conséquent « un moteur de l'immigration apatride dont le judaïsme international serait le fer de lance ». <sup>275</sup> Continuant sa radicalisation, le FN explique la nature de sa nouvelle vision du monde :

L'esprit cosmopolite et son corollaire apatride, le capitalisme anonyme et apatride, loin d'apporter la prospérité, dissout le tissu social et économique et finit par générer le chômage et la pauvreté de par le monde. (...) Le débat sur l'économie ne s'articulera plus comme par le passé entre dirigisme et libéralisme, collectivisme et capitalisme, mais entre économie mondialiste et économie nationale, entre capitalisme spéculatif et sauvage et capitalisme industriel et communautaire, c'est-à-dire entre deux conceptions du monde radicalement opposées. <sup>276</sup>

Le FN fait l'amalgame idéologique entre un anti-libéralisme catholique du XIX<sup>e</sup> siècle et l'idéologie néo-droitière. Le capitalisme de spéculation se voit qualifié d'apatride et tout mouvement de libéralisation est vu comme un processus de relâchement, d'abandon.

Le discours du parti insiste sur le choix à faire entre les thèmes opposant l'identité nationale au mondialisme, en sous-entendant que ce choix est aussi celui à faire entre les notions de peuples enracinés et mondialisme, entre nationalisme et barbarie et insiste sur la nécessité de développer un nationalisme culturel, ethnique et étatique.

L'anti-américanisme est aussi un moyen d'insister sur l'identité :

Le melting-pot américain, longtemps considéré comme un atout, débouche aujourd'hui sur une tribalisation de la société qui fait des Etats-Unis un assemblage hétérogène où s'exacerbent la haine, le racisme et les pires discriminations entre les groupes. (...) Contre l'uniformisation mortelle du monde entreprise sous l'égide des fausses valeurs de l'Amérique, il n'est qu'une alternative, qu'un espoir, celui d'un sursaut des peuples encore attachés à leurs racines et animés d'une foi profonde en eux-mêmes. <sup>277</sup>

C'est par la dénonciation des menaces telles que le mondialisme que l'idée d'identité, comme thème politique à utiliser, a germé. Cependant, à l'examen de ces menaces, on s'aperçoit que la référence identitaire, si elle est suprême, reste quelques fois approximative, voire même usurpatrice. Le principe de notre identité à défendre étant un thème porteur, il peut servir pour dénoncer tout et n'importe quoi. Cette identité menacée permet donc de désigner les « ennemis de la France intérieurs et extérieurs, tous agents du cosmopolitisme. » Ainsi

<sup>274</sup> MEGRET Bruno, *Français d'abord* (journal officiel du FN), décembre 1996.

<sup>275</sup> *Fascisme français, Passé et Présent*, p. 255.

<sup>276</sup> *Identité* n° 23, p. 79.

c'est la désignation de l'immigration, du socialisme, des Etats-Unis, mais cela permet aussi à certains réflexes antisémites de s'exprimer, comme à travers les dérapages visant l'internationale juive ou franc-maçonne, figures mythiques de l'Anti-France, ennemies de la France traditionnelle et de ses valeurs. Non seulement tous les malheurs du pays doivent pouvoir s'expliquer par l'action occulte de puissances négatives, mais les obstacles rencontrés par le parti ainsi que ses échecs, ne peuvent s'expliquer que par l'existence d'un complot visant à dominer ou à détruire la France. Dans le discours qu'il prononce le 1<sup>er</sup> mai 1996, pour la « Fête du travail et des travailleurs », Le Pen dénonce ainsi « les éléments d'un véritable complot : le mondialisme », ainsi que « les valets du complot et les tenants du Nouvel Ordre mondial ». La dénonciation de « l'euromondialisme » va prendre la relève, indiquant une tentative de réappropriation de l'argumentation anti-mondialisation, incluant la critique de « la pensée unique » et l'appel à « une autre politique », incarnée par le FN.

C'est au sein de l'association Terre et Peuple dirigée par le païen Pierre Vial que l'on trouve le discours le plus identitaire en matière d'anti-mondialisme et d'anti-américanisme. Mais ce discours ne s'inscrit pas seulement dans une perspective nationale mais aussi européenne.

#### IV. L'Europe des patries

En matière d'intégration politique et économique de l'Europe, les positions du FN ont évolué au fil des ans. Contrairement aux idées reçues, le FN n'a pas attendu l'adoption de l'euro - irréversible - pour affirmer ses penchants européens.

En 1984 dans *Les Français d'abord* Le Pen défend l'idée d'une communauté de culture et de civilisation qu'il attribue aux différents peuples et nations européens, insistant sur le fait que la France fait partie d'un ensemble culturel plus vaste, l'Europe ou l'Occident auquel la lie un patrimoine commun.

Cette petite péninsule a été menacée tout au long des siècles par les invasions asiatiques. Elle y a résisté et a réussi à établir, dans la diversité, un monde relativement homogène quant à ses choix fondamentaux. (...) Nous avons un patrimoine commun en Europe qui n'est pas seulement lié aux échanges agricoles, de charbon, d'acier ou d'atomes.<sup>278</sup>

---

<sup>277</sup> *Identité* n°23, *Ibid.*

<sup>278</sup> LE PEN Jean-Marie, *Les Français d'abord*, Carrère-Lafon, Paris, 1984, p. 155, 162.

Cosmopolitisme et mondialisme sont aussi deux mots qui reviennent de manière incessante dans le discours du FN. Ils sont eux-aussi appliqués au projet européen. La position du FN a donc évolué au sujet de l'Europe : d'un rejet absolu, le parti est passé à une certaine considération du projet européen. Pour cela, le FN a adapté la définition de l'identité à une dimension européenne. La position du parti de Jean-Marie Le Pen est alors caractérisée par une opposition au projet établi et sa réalisation mais sans un refus total de l'entreprise au nom d'un nationalisme ambitieux. Selon le FN, l'Europe de Bruxelles et de Strasbourg est la représentation la plus parfaite de l'entreprise mondialiste. C'est le moyen d' « effacer les Nations au profit d'un Etat supranational, lui-même étape vers le gouvernement mondial ». <sup>279</sup> Cette vision de l'Europe dénonce finalement au niveau européen puis mondial ce qui était dénoncé au plan national, c'est à dire la mise en place d'une idéologie cosmopolite et économiste :

L'Europe devient le moyen le plus approprié d'abraser les différences, de niveler les peuples européens. Par exemple, le projet d'harmonisation conduit inéluctablement à penser en termes de standardisation, d'uniformisation. La règle de la reconnaissance mutuelle aboutit à des abandons de souveraineté dans le domaine régional. <sup>280</sup>

Le conflit est inévitable avec les Etats nationaux, les particularismes nationaux et derrière eux, en filigrane, les identités culturelles. Par exemple, le FN reprend les bouleversements culturels et linguistiques qui accompagnent inévitablement le projet économiste.

Le FN voit donc dans la construction européenne un abandon de souveraineté sans contrepartie. Cette construction européenne ne respecte pas l'identité et la puissance européenne telles que les voit le FN. Elle n'est pas en accord avec les réalités européennes du passé, basées sur la conception de la Nation comme le produit d'une évolution historique organique. Là encore est stigmatisée une Europe dirigée par l'idéologie des Droits de l'Homme et par le cosmopolitisme dont le but est la destruction des Nations, donc des identités.

Tout en se référant à l'enracinement, Bruno Mégret défend les références culturelles qui sont « celles de notre peuple et qui s'accordent avec les lois de la nature et celles de l'histoire [...] ». Nous avons raison parce que la nature est avec nous ». <sup>281</sup> Ces valeurs culturelles sont opposées à celles qui constituent :

les menaces du cosmopolitisme : le mondialisme, la laideur et la dégénérescence, le Mickey colonisateur, le brassage, le melting-pot, le déracinement culturel et ethnique, le matérialisme

<sup>279</sup> LE GALLOU Jean-Yves, *Identité*, n°1, mai-juin 1989, p.4-5.

<sup>280</sup> MILLOZ Pierre, *Identité*, n°1, mai-juin 1989, p.8-9.

<sup>281</sup> *La flamme : les voies de la renaissance*, p. 186.

trionphant (...) le prêt à pense de la nouvelle idéologie socialiste qui s'appuie sur une définition apatride des valeurs.<sup>282</sup>

Mais le FN a aussi développé une idée concrète de l'Europe : dans le programme de gouvernement *les 300 mesures* le FN estime qu'il faut :

dénoncer comme caduc le traité de Maastricht, abroger la révision constitutionnelle du 23 juin 1992 qui en découle, introduire dans la constitution la primauté du droit interne sur le droit international et supprimer la commission de Bruxelles en raison de son caractère bureaucratique, irresponsable dans les faits et mondialiste dans l'esprit.<sup>283</sup>

Rien de très surprenant dans ces intentions, car tout cela n'est guère nouveau et ne fait que reprendre des arguments d'un FN non-encore marqué par les mégrétistes.

Par contre, on peut dire que les mégrétistes ont donné au FN un modèle d'organisation de l'Europe. En apportant leurs thèses ils ont doté le FN d'un argumentaire efficace qui sort le parti de sa position contestataire. Désormais il faut tout d'abord :

réviser les traités pour créer la confédération de l'Europe des patries fondée sur le principe de l'identité et de la puissance des nations, sur leur nécessaire coopération et sur le principe de la préférence nationale et européenne. (...) C'est sur l'identité nationale de chaque patrie et sur l'identité européenne partagée par toutes que doit reposer cette Confédération de l'Europe des patries. Il faut aussi donner comme objectifs à l'Europe la sécurité militaire et la puissance économique et remplacer le principe de l'intégration par la coopération car actuellement les instances européennes, préoccupées par leur objectif mondialiste, cherchent à intégrer les nations pour les détruire et les fondre en un vaste ensemble multiculturel, donc multiconflictuel et cosmopolite.<sup>284</sup>

Ce dernier point est caractéristique du discours de la Nouvelle droite. Le FN reprend la formulation gaulliste de l'Europe des patries, formule confédérale.

La préférence n'est plus seulement nationale mais européenne et « il faut recourir à un protectionnisme pragmatique aux frontières de la Confédération ». Le FN pense qu'un « nouveau protectionnisme » est possible pour l'Europe et publie un argumentaire lors du 13<sup>ème</sup> colloque du Conseil scientifique.<sup>285</sup> Comme il le fait également au niveau régional, le FN décline tous les arguments nationalistes (immigration, éducation, dénonciation des élites etc.) sur le mode européen.

---

<sup>282</sup> *Ibid.*, p. 36-47.

<sup>283</sup> *300 mesures pour la renaissance de la France, programme de gouvernement*, p. 366-367.

<sup>284</sup> *Ibid.*, p. 368-369.

<sup>285</sup> *Pour un nouveau protectionnisme*, Conseil scientifique du Front national, XIII<sup>e</sup> colloque, Recueil des Actes, Editions nationales.

Cette rhétorique européenne est accompagnée par l'idée de fédérer l'extrême droite européenne. Les contacts et les échanges vont se développer avec un certain nombre de partis d'extrême droite en Europe (MSI italien, Republikaner allemand, Vlaams Blok belge) mais aussi avec des mouvements radicaux et populistes, voire néo-nazis. Les liens établis par le païen Pierre Vial et de son association Terre et Peuple servent à nouer des liens, tout comme les réseaux du catholique-traditionnaliste Bernard Antony. En 1995, Le Pen crée Euronat, qui regroupe le Vlaams Blok flamand et des partis d'Europe centrale et orientale, comme l'ultra-droite serbe ou le parti national slovaque. « Pour Le Pen, il s'agissait de se donner une stature d'homme d'Etat, explique Jean-Yves Camus. Même chose pour ses alliés d'Europe centrale et orientale ». <sup>286</sup> Mais lorsqu'il s'agit de prouver que le projet européen du FN est sérieux et ne se limite pas à de bonnes relations avec les autres partis de la droite radicale européenne, le parti de Le Pen met en avant l'importance du couple franco-allemand, essentiel à l'équilibre de l'Europe. <sup>287</sup>

#### V. L'enracinement des individus à travers la politique nationale et internationale : l'exemple du conflit des Balkans

Depuis 1991, le développement de la guerre en Ex-Yougoslavie a des répercussions importantes car révélatrices de l'influence grandissante de la Nouvelle droite sur le FN. On peut même dire que c'est à ce moment là que la Nouvelle droite est quelque peu sortie de l'ombre où elle s'était volontairement réfugiée depuis le fameux « été de la Nouvelle droite » de 1979. Ce conflit des Balkans est un sujet qui mobilise de nombreux intellectuels d'extrême droite et d'extrême gauche. Ils se regroupent même au-delà des frontières et - confirmant l'adage qui dit que « les extrêmes se rejoignent » - en viennent à être d'accord sur de nombreux points. Les échanges se font de plus en plus intenses au sein de revues néo-droitières telles *Eléments*, sa déclinaison russe *Elementi* ou bien encore *Monde et Vie* ou *Le Choc du mois* et les débats se poursuivent dans la presse frontiste (*Minute, Présent, National Hebdo*).<sup>288</sup>

<sup>286</sup> « M. Le Pen cherche en vain à nouer des alliances européennes », *Le Monde*, 27 avril 2002.

<sup>287</sup> MEGRET Bruno, *La troisième voie, pour un nouvel ordre économique et social*, Editions Nationales, 1997, p. 329-330.

<sup>288</sup> Notons cependant que ces journaux ne sont pas officiellement « l'organe de presse » du FN, mais on ne peut nier que les principaux leaders frontistes y ont régulièrement tribune ouverte ou ont des positions d'éditorialistes.

Cette guerre met le FN en demeure de désigner l'ennemi, ce qui ne fut pas facile. Dans un premier temps, à partir de 1991, les combats entre les Serbes et les Croates poussent le FN à soutenir les Croates, principalement par la voix de son aile catholique traditionaliste, qui choisit naturellement de se ranger aux côtés des nationalistes croates, catholiques. Il est alors hors de question de soutenir les post-communistes Serbes, orthodoxes. Une assistance matérielle et technique sera même mise en place par les journaux *Monde et Vie* et *Présent*, accompagnés par le réseau intégriste catholique de Bernard Antony et une fraction du FN de la jeunesse.

Mais dès lors que les Serbes attaquèrent la Bosnie à dominante musulmane, le FN se trouva partagé entre les catholiques traditionalistes qui continuèrent à soutenir les Croates dans leur lutte contre les Serbes, et des néo-droitiers tels Martin Pelletier et *National Hebdo* ou Bernard Lugan, afrikaner gréciste, spécialiste des luttes inter-ethniques dans les Balkans et en Afrique du Sud. Les mégrétistes ainsi que la Nouvelle Droite (GRECE) défendirent la Serbie et Milosevic, l'OTAN étant accusée de nuire à l'identité européenne et de concourir à la formation d'un nouvel Etat musulman sur le Vieux Continent.

Enfin, lorsqu'en 1995 les nationalistes catholiques croates s'unirent aux armées pluri-ethniques à dominante musulmane bosniaque pour lancer une offensive finalement victorieuse contre l'ennemi commun, l'expansionnisme serbe, Le Pen s'interdit de prendre position publiquement, décrétant simplement que cela ne concernait pas la France. Plus tard, il décida de donner des signes de reconnaissance aux différents acteurs du conflit. Des visites de représentants FN ou de Le Pen lui-même aux leaders ultra-nationalistes du Parti radical serbe et aux catholiques radicaux du parti HSO croate furent organisées.

Le FN s'était lézardé tout au long de l'évolution des conflits en Ex-Yougoslavie. Cet événement est d'extrême importance car rappelons que c'est aussi à cette période que le FN s'est évertué à mettre en avant (de la manière la plus aboutie et crédible aux yeux des frontistes) tout un programme de gouvernement centré sur le concept de préférence nationale, lui-même issu de réflexions présentées comme profondes et formant une véritable idéologie, celle de l'identité.

Il est particulièrement intéressant ici de garder à l'esprit la rhétorique de base du concept identitaire au FN et de la confronter au conflit identitaire des Balkans. En effet le raisonnement identitaire que les néo-droitiers ont su si bien théoriser dans les idées présentées par le FN reposent sur une hiérarchie des priorités que Le Pen est parvenu à populariser avec la célèbre formule « J'aime mieux mes filles que mes cousines, mes cousines que mes voisines, mes voisines que des inconnues et les inconnus que mes ennemis ». Ce que nous pouvons traduire par « je suis français avant d'être européen, européen avant d'être occidental

et finalement occidental avant d'appartenir, seulement, à l'humanité tout entière ». De même, les frontistes ont cru qu'ils pourraient se contenter de préférer les Croates aux Serbes, les Serbes aux Bosniaques, dans une hiérarchie affective basée sur les ressemblances. Or le cours des événements a chamboulé les certitudes frontistes, trahissant ainsi la non-viabilité du système de préférence nationale basée sur la préférence identitaire qu'ils ont élaboré et sur lequel ils proposent de refonder l'ordre du monde. Les théories du FN touchent là leurs limites. Dénonçant depuis longtemps la vision égalitaire présente dans la théologie chrétienne (dénoncée au profit de la religion païenne d'origine indo-européenne), les principes universalistes des Lumières, le communisme ou la mondialisation niveleuse et destructrice de l'identité, les frontistes voient leurs propres théories afficher leur caractère utopique et abstrait. La preuve du primat de l'identité sur l'électivité de la pensée frontiste est mise à mal par les principaux universaux du droit, de la libre disposition des peuples et de la justice internationale appliqués pour la résolution du conflit des Balkans.

L'idéologie frontiste a montré son caractère inapplicable dans un conflit pourtant tellement identitaire qu'il était pourtant pour le FN un terrain idéal pour la démonstration d'une soi-disant efficacité de leurs pensées.

## VI. Le thème de l'écologie

Au début des années 1990 le FN a développé le thème de l'écologie. Ce thème lui permet de se présenter comme un parti à l'écoute des préoccupations des citoyens mais aussi de développer une théorie organiciste de la nation applicable à l'écologie. Se basant à la fois sur le réalisme biologique du GRECE et la « politique du vivant »<sup>289</sup> du Club de l'Horloge, le FN entend élargir son audience et propose sa vision d' « une nation saine dans un environnement sain. » Le 8<sup>ème</sup> Congrès du FN doit constituer un tournant et Jean-Claude Bardet, rédacteur en chef d'*Identité* - en se référant à Lévi-Strauss - déclare que dans toute société « l'exclusion n'est pas un mal mais une nécessité » et qui assure que « la défense de l'écologie et des lois de la nature passe aussi par le refus de l'immigration et du cosmopolitisme qui mettent en cause l'identité culturelle des français et l'unité de la nation ».<sup>290</sup> *Identité* consacre un numéro spécial au thème de l'écologie, et c'est Mégret qui prend la plume pour opposer écologisme et écologie. Il s'agit tout d'abord d'appliquer la stratégie de « retournement » dont nous

<sup>289</sup> *La politique du vivant*, p. 38.

<sup>290</sup> « La parade du chef. 8<sup>ème</sup> Congrès du FN, à Nice », *Le Monde*, 3 avril 1990.

reparlerons, afin de discréditer les Verts, accusés d'être les « fils prodigues du marxisme »,<sup>291</sup> tout en soulignant le lien avec l'identité, tel que le montre Mégret dans son ouvrage *La flamme* :

Les impératifs de l'écologie deviendront prioritaires, car liés à la défense de notre identité. Assurer la protection de nos paysages, préserver la beauté de nos villes, la santé de notre peuple, ainsi que celle de la faune et de la flore qui l'entourent, constitue un autre moyen de préserver ce que nous sommes. Plus fondamentalement, rappelons que l'écologie, c'est la préservation des milieux naturels nécessaires à la survie et au développement des espèces vivantes. Le peuple français, espèce qui nous est particulièrement chère, n'échappe pas à cette règle : si l'on modifie par trop le milieu ethnique et culturel qui est le sien, il dépérira comme ces espèces animales dont on a bouleversé les équilibres de vie. Aussi convient-il de dénoncer le parti des Verts, qui se prétend écologiste tout en prônant le cosmopolitisme, et de mener sans réserve toutes les actions concrètes nécessaires à la préservation de notre environnement naturel, animalier et humain.<sup>292</sup>

Le FN a par la suite multiplié les initiatives « écologistes ». La presse dite « amie » s'est mobilisée en faveur de la défense de l'écosystème par exemple. Le but est toujours de ramener les Français à la conscience de leur identité. Il faut « dépolluer les têtes », et « redécouvrir le sens de notre héritage et les valeurs morales qui s'y attachent, respect du passé, effort et renoncement dans le présent au profit des générations suivantes ». <sup>293</sup> Bruno Mégret reprend les arguments de la Nouvelle droite :

Ecologiquement parlant, aucune espèce n'est nuisible, mais au contraire utile à l'équilibre de la nature. En revanche, elle peut, par la suite de la disparition d'autres espèces animales ou végétales, se retrouver en surnombre, et c'est cette explosion qui peut être nuisible.<sup>294</sup>

De même dans *Identité* : « L'écologie, c'est avant tout la fidélité aux lois de la nature, c'est à dire la prise en compte du refus des mélanges et des pertes d'identité, le respect des territoires, une fidélité acceptant les conflits comme des données naturelles. »<sup>295</sup> Ici, on voit bien comment, pour le dirigeant frontiste, l'écologie permet d'exprimer d'autres tonalités comme le refus du mélange, base de l'argumentaire néo-droitier.

C'est par la dénonciation de ces menaces que l'identité culturelle comme thème politique à utiliser a germé. Cependant, à l'examen précis des menaces, on s'aperçoit que la référence identitaire, si elle est suprême, reste quelquefois approximative. Le principe de notre identité à

<sup>291</sup> MEGRET Bruno, « L'écologisme contre l'écologie », *Identité*, mai-juin 1990, p. 9.

<sup>292</sup> *La flamme*, www.mnr.fr

<sup>293</sup> LE PEN Jean-Marie, « Dépolluer les têtes », *Identité*, mai-juin 1990, p. 3.

<sup>294</sup> *300 mesures pour la renaissance de la France, programme de gouvernement*, p. 119.

défendre étant un thème mobilisateur, il peut servir à dénoncer nombre de choses. La structure de base est que l'identité française est menacée de disparition par submersion, substitution ou subversion : submersion physique et substitution culturelle, d'où la dénonciation de l'immigration-invasion et subversion par les lobbies, constitutifs de l'Anti-France qui favorisent par influence l'invasion de la France. Cette identité nationale menacée permet donc de désigner les « ennemis de la France intérieurs et extérieurs, tous agents du cosmopolitisme ». C'est la désignation de l'immigré d'origine maghrébine, figure mythique de l'étranger qui menace la France « pure » ou la désignation du socialisme par l'intermédiaire du Parti socialiste, agent des « grandes internationales ». La conclusion logique, au nom de la renaissance nationale et de la défense de l'identité, devient alors celle de la préférence nationale. La preuve en est fournie par le numéro d'*Identité* consacré à l'écologie ou figure un article consacré au coût de l'immigration étrangère et dont les arguments sont en droite ligne avec les thèmes identitaires appliqués à l'écologie.

Les propositions du FN en matière de patrimoine culturel reflètent parfaitement le passage du « respect des cultures » au « rejet des cultures non-nationales ». Tout est organisé suivant deux pôles opposés, celui de la différence (ou diversité) qui est valorisé, celui de l'universalité (ou cosmopolitisme, uniformité) qui est la voie vers le « génocide culturel ». Le FN se déclare défendre l'« anti-totalitarisme culturel » contre le « totalitarisme universaliste raciste » des « mondialistes anti-français » destructeurs de la culture nationale. Derrière la dénonciation de la « société multiculturelle » se cache le « rejet de la société multiraciale ». La « déculturation » est associée à la perte de toute « personnalité anthropologique ».

Sur le plan stratégique, il faut noter l'existence de la très gréciste association Nouvelle Ecologie présidée par Laurent Ozon, qui a pour rôle de fournir de nombreux textes argumentaires et de tenter de récupérer des écologistes « de gauche » en tissant des liens avec d'autres associations en multipliant colloques. Il en va de même pour *Eléments*, la revue gréciste de Alain de Benoist qui ouvre volontiers ses pages aux écologistes de gauche.

---

<sup>295</sup> « L'écologisme contre l'écologie », *Identité*, mai-juin 1990, p. 8.

## Chapitre 9. La nouvelle orientation stratégique du parti

En 1991, fort de ses succès, le FN souhaite encore grandir. Mais Mégret, conscient que cela passe par une dédramatisation du FN, va alors jouer sur deux tableaux, en essayant de changer l'image raciste du FN dans l'opinion par une stratégie de retournement de l'accusation, et par le biais d'alliances électorales au sein de la droite.

### **I. Retournement de l'accusation de racisme**

Mégret va effectuer tout un travail afin que l'étiquette de parti raciste et xénophobe ne soit plus appliquée au FN. Il entend convaincre tout d'abord les militants afin que ceux-ci convainquent l'opinion. On trouve trace de ce travail dans le *Guide du militant*. Dans une section intitulée *Objections classiques des détracteurs du Front national et de Jean-Marie Le Pen*, des réponses - qui sont aussi des arguments destinés à convaincre - sont apportés. On y explique que :

Jean-Marie Le Pen n'est pas raciste car il ne prône pas la discrimination entre les Français suivant leur couleur, leur race ou leur religion. Tous les citoyens français ont les mêmes droits et les mêmes devoirs sans discrimination aucune. Ce que dit Jean-Marie Le Pen, c'est que les Français en France doivent passer avant les étrangers. En disant « les Français d'abord », Jean-Marie Le Pen ne fait que reprendre le principe de « préférence nationale. » (...) Depuis quelques années, le mot racisme tend à connaître un succès grandissant, au point d'être employé à toutes les sauces. Une vieille dame de Montpellier, pour avoir demandé dans une petite annonce à louer un studio à un Français, est condamnée pour racisme, tel ou tel est taxé de racisme pour avoir abordé le sujet de l'immigration. Or, les professionnels de l'antiracisme se gardent bien de s'en prendre au véritable racisme anti-français qui touche notre pays : ce racisme là tend insidieusement à faire des Français des êtres abjects par leur histoire, ridicules par leurs coutumes, archaïques par leurs valeurs... De tous les hommes politiques, seul Jean-Marie Le Pen a dénoncé l'impunité de ce racisme là, beaucoup plus étendu qu'on ne le croit.<sup>296</sup>

Mais derrière tout cela il apparaît surtout que c'est un moyen d'insister sur les thèmes du droit à la différence, de la préférence et de l'exclusion. Cela est minutieusement élaboré dans *Identité*, la revue doctrinale. Dans l'éditorial signé Le Pen, mais qui n'est que l'application d'une rhétorique néo-droitière, on lit :

J'ai déjà dit et écrit que l'antiracisme pratiqué par nos adversaires politiques constitue, dans le domaine de la pensée, un formidable saut qualitatif en arrière. La civilisation occidentale s'est en effet construite sur un effort plurimillénaire vers la rationalité. La pensée politique européenne, depuis Athènes et Rome, illustre parfaitement, malgré les avatars de l'histoire, cette préoccupation d'équilibre et de justice dans l'organisation sociale. Athènes combattit les Perses, appelés Barbares, mais ce fut, finalement, pour les helléniser. Rome reprit ce chemin et étendit le droit et la citoyenneté romaine à l'échelle de tout le monde connu alors. Il n'y a donc pas de racisme dans les fondements intellectuels de l'Europe, auxquels le christianisme a ajouté l'égalité spirituelle de tous les hommes. Seul l'abandon de cette philosophie politique classique a amené, par le règne des idéologies constructivistes étatistes ou socialisantes, le retour de la classification des hommes, en races certes, mais surtout en classes. La guerre sociale allumée par l'égalitarisme et le socialisme, puis continuée par le communisme, aura consumé plus de vies humaines que le racisme sous toutes ses formes, y compris dans sa version nationale-socialiste. Autrement dit, le racisme social a plus tué que le racisme ethnique, n'en déplaise à ceux qui tentent aujourd'hui obstinément de salir le sentiment national des peuples d'Europe.<sup>297</sup>

On constate que Le Pen fait référence à la Grèce et à la Rome antique, chères aux grécistes, mais également aux chrétiens dans un souhait de rassemblement des courants du parti, comme Mégret l'a souhaité. Il est d'ailleurs possible que ce texte ait été écrit par un mégrétiste, car même si tous les éditoriaux d'*Identité* sont signés par Le Pen, il est connu que ce dernier n'en est pas toujours l'auteur.

Mais n'oublions pas qu'il s'agit surtout de retourner l'accusation de racisme envers les tenants de l'antiracisme. La démonstration se veut imparable dans l'introduction du dossier consacré au « montage antiraciste » :

Pour la gauche, qui s'est reconvertie au cours des dernières années dans l'idéologie cosmopolite des droits de l'homme, laquelle réduit l'humanité à son plus petit commun dénominateur sans tenir compte des particularités raciales et même culturelles, la dialectique racisme-antiracisme n'est que la traduction manichéenne d'une vue du monde qui fait de la disparition de toutes les différences la condition indispensable de la réussite de son projet : le nivellement par le métissage des nations et des peuples.(...) C'est pourquoi l'antiracisme, aujourd'hui, n'est au fond pas autre chose qu'un racisme anti-français, une forme déguisée d'ethnocide, rendu d'autant plus efficace qu'il s'est élargi à la condamnation de toutes les exclusions, y compris celles dues à la nationalité.(...) Mais l'antiracisme constitue aussi une arme au service des intérêts politiques de la gauche. Moyen de diversion destiné à masquer les véritables problèmes de la société ou les compromissions de la classe politique, il joue également le rôle d'accusateur. Utilisé par la gauche et les autorités morales, comme autrefois l'antifascisme, il a pour fonction de diaboliser et, par voie de conséquence, de discréditer tous ceux qui assurent la défense de

<sup>296</sup> *Guide du militant*, p. 139.

<sup>297</sup> LE PEN Jean-Marie, « Les peuples en accusation », *Identité* n°9, p. 3.

l'identité française. Avec la loi Gayssot il dispose même, depuis peu, des moyens de les faire condamner et éliminer de la vie politique. Parce qu'il est l'expression d'une utopie, l'antiracisme débouche sur l'intolérance et la répression.<sup>298</sup>

Cette démonstration est encore une fois celle du GRECE. L'accent est mis aussi sur la liberté de parole menacée, en prenant pour exemples les attaques contre Le Pen, permet aussi de ne pas se couper des révisionnistes plus ou moins proches du parti. Le chef frontiste est très clair à cet égard :

La contagion de culpabilité s'étend même au vocabulaire : « Quand Le Pen dit « sidaïque », moi j'entends « judaïque » (Laurent Fabius). Sans parler des interprétations abusives données du terme « détail » ou du jeu de mots « Durafour-crématoire » et des poursuites engagées de ce chef. Avec la législation apparue depuis un siècle, qui fait que l'on peut acquérir la nationalité française de façon administrative, le sang français s'est enrichi d'apports européens jusqu'aux années 1950-1960. Mais, depuis cette période, ce droit du sol a produit les effets délétères que nous constatons. C'est la substance même de la nation française qui se modifie, par un métissage imposé par les tenants de l'antiracisme. Dans la théorie des antiracistes sur le brassage des races, il est à noter que l'apport français est systématiquement dévalué, puisque sa défense est assimilée, de jure, à du racisme. Le droit du sol s'est transformé, pour les Français, en droit de l'entresol ou du sous-sol. Or, lorsqu'il devient obligatoire, le métissage est un ethnocide. L'histoire abonde d'assimilations imposées à des peuples devenus minoritaires et disparus depuis. Fondamentalement, l'antiracisme, tel qu'il est codifié par les lois Pleven-Gayssot, détruit donc la citoyenneté conçue dans le cadre national. La nation devient une juxtaposition de tribus, parmi lesquelles la nôtre. L'adhésion à une sensibilité, à une âme, à une culture nationale se révèle inutile. Il ne reste qu'un geste administratif. Nous ne pouvons oublier qu'il a fallu quinze siècles à la nation française pour que se construise, par une osmose lente et difficile entre des populations pourtant peu différentes sur le fond. Voilà pourquoi, à la régression vers la tribu, nous préférons l'œuvre civilisatrice des nations d'Europe.<sup>299</sup>

Dans ce dossier consacré à l'antiracisme, beaucoup de thèmes chers à l'extrême droite et à la Nouvelle droite en particulier sont abordés. Un long article de Didier Lefranc « Patriotisme = racisme ? »<sup>300</sup> distingue les théories racistes « proprement dites » de Gobineau ou de Vacher de Lapouge du racisme aujourd'hui supposé combattu par les chantres de l'antiracisme, c'est à dire « celui qui a pour but d'exclure de la vie politique ceux qui refusent le cosmopolitisme et restent attachés à leurs racines ». La manipulation antiraciste est accusée de « vouloir redonner un nouveau souffle au vieil égalitarisme » puisqu'il s'agit de « réduire la diversité humaine à un modèle assimilateur unique, (...) l'antiracisme égalitaire procédant ainsi du cosmopolitisme utopique ».

---

<sup>298</sup> *Identité*, n°9, p. 4.

<sup>299</sup> *Ibid.*, p. 5.

Dans un souci de faire tenir debout toute la rhétorique néo-droitière, on trouve également un article de Charles Gregor « L'exclusion : une loi de la nature » qui explique que :

L'antiracisme a fait du refus de toutes les exclusions un dogme absolu, introduisant ainsi une exigence morale dans le domaine des rapports sociaux et politiques. Pourtant les sciences démontrent à l'inverse que la survie est conditionnée à tous les niveaux par le rejet de ce qui est étranger, depuis l'être unicellulaire jusqu'aux groupes organisés. L'existence de tout individu et de toute société est jalonnée, qu'on le veuille ou non, par des choix qui obligent à exclure. Il en est ainsi lorsqu'on éconduit un soupirant ou lorsqu'une société secrète comme la franc-maçonnerie récuse un candidat à l'initiation ou lorsqu'une nation protège son identité menacée. La morale de la politique, dont le but est le bien du peuple et non le refus des exclusions propre à l'idéologie cosmopolite des droits de l'homme, exige des hommes politiques qu'ils veillent avec la plus grande attention à préserver l'unité et l'identité du corps social.<sup>301</sup>

Charles Gregor fait référence aux thèses de Konrad Lorenz, à l'éthologie (étude des comportements) et à la sociobiologie (science qui étudie les éventuelles bases biologiques des comportements sociaux des animaux et des hommes) dont se sont servis les grécistes mais aussi à la hiérarchie des préférences chère à Le Pen puisque « amour et exclusion sont un même sentiment ».

## II. Entente avec la droite : les élections régionales de 1998

Là encore le rôle joué par Mégret est primordial. Suite à la radicalisation du FN sur le plan social - qu'il a lui-même contribué à développer - et à la position du FN qui refuse toute alliance avec la droite - position incarnée par le slogan « Ni droite ni gauche, Français », il est intéressant d'observer la position du numéro deux du FN. Bruno Mégret accompagne cette nouvelle orientation durant toute cette période, sans pour autant renoncer à ce qui pour lui demeurerait la seule stratégie porteuse d'avenir, celle de « l'alliance nationale ». C'est ce qu'il laissait nettement transparaître dans sa longue interview du 13 février 1996, dans *Le Monde*. A la question : « Ne craigniez-vous pas, avec le slogan « Ni droite, ni gauche », de vous marginaliser et de réduire vos possibilités d'alliance ? », il répondait :

<sup>300</sup> LEFRANC Didier, « Patriotisme = racisme ? », *Identité* n°9, p. 5-9.

<sup>301</sup> GREGOR Charles, « L'exclusion : une loi de la nature », *Identité* n°9, p. 21-23.

Se marginaliser par rapport à un établissement politique qui se marginalise lui-même par rapport à la population n'est pas un handicap majeur, c'est même un atout. Cela ne fait qu'amplifier notre différence et notre aptitude à incarner l'alternative par le grand changement. En ce qui concerne les alliances, l'histoire montre qu'elles sont toujours presque nécessaires pour prendre le pouvoir, mais nous ne pouvons envisager des alliances qu'avec des fractions de la classe politique qui se seraient émancipées du « politiquement correct » imposé par les grandes structures RPR, UDF, PS. Regardez en Italie, l'alliance avec le MSI s'est faite par le truchement de M. Berlusconi, qui incarnait une fraction renouvelée de la Démocratie chrétienne. Une telle alliance électorale est d'ailleurs, compte tenu du mode de scrutin, la seule possibilité pour une fraction renouvelée de la classe politique d'exister aux prochaines élections législatives.<sup>302</sup>

Constatant sa progression dans le paysage politique français, Mégret souhaite voir le FN encore grandir et tirer bénéfice d'accords ponctuels avec la droite. En évitant ainsi le reproche de faire le jeu de la gauche, Mégret va mettre en œuvre cette stratégie dont le but ultime serait une recomposition de la droite, où le FN jouerait un rôle moteur. Selon lui, qui a théorisé depuis longtemps cette recomposition, la conquête du pouvoir est un but à poursuivre méthodiquement et suppose un changement des mentalités passant par la dédramatisation du FN. En matière de rendez-vous électoraux, chaque pas prépare le suivant au FN : celui des présidentielles prépare celui des municipales, qui lui-même devra préparer les prochaines échéances de 1998. Il s'agira alors naturellement des élections législatives, mais sans modification du mode de scrutin, le FN ne se fait guère d'illusions sur ses chances de figurer dans la prochaine Assemblée. Aussi, l'échéance capitale de 1998 est-elle à ses yeux celle des régionales qui se passent à la proportionnelle, ce qui donne plus de chance au FN de bien figurer.

Le résultat des élections législatives passé, Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret tirent une simple conclusion, d'ailleurs partagée par de nombreux observateurs. Le président de la République affaibli, son camp battu, la gauche élue sans état de grâce, les responsables du FN voient enfin une issue politique à leurs hésitations : le temps du FN est arrivé. C'est Jean-Yves Le Gallou, préposé aux élections, qui va définir devant le bureau politique ce que sera l'orientation à venir.

Au premier tour des législatives la gauche plurielle a obtenu 45 % des suffrages, la majorité de droite sortante 40 % des voix et le FN 15 %. La gauche a donc obtenu une majorité absolue des sièges au second tour, bien que n'étant pas majoritaire au premier. Pour Le Gallou, la victoire de la gauche apparaît donc moins comme le produit de sa propre hégémonie que comme le fruit de l'incapacité de ses adversaires à s'unir. C'est cette idée qu'il veut faire passer

---

<sup>302</sup> *Le Monde*, 13 février 1996.

chez les élus de base de la droite car le prochain combat est bien celui des cantonales et des régionales.

Les dirigeants du FN vont agir dans deux directions : à la base une campagne de déjeuners discrets sur le thème « les raisons de votre échec », et au sommet l'appel à l'union.

Le 11 juin 1997, Bruno Mégret lance l'offensive dans les colonnes du *Monde*. D'abord il pose le décor :

Il ne s'agit pas pour le RPR et l'UDF de mettre en oeuvre un programme commun ou de passer des accords de gouvernement avec le Front national mais, tout simplement, de reconnaître sa légitimité et d'instaurer une discipline nationale de respect mutuel. (...) Le Front national a amélioré son score et il est parvenu à maîtriser l'érosion du second tour. Cela prouve qu'il a fidélisé son électorat et qu'il est devenu une force autonome, dans un système politique désormais tripolaire. Il constitue à présent la troisième force politique du pays. L'heure de vérité est d'autant plus proche que le RPR et l'UDF sont déstabilisés par l'échec qu'ils ont eux-mêmes provoqué. (...) Le RPR et l'UDF sont structurellement minoritaires. Ils sont pris en tenaille entre la gauche et le Front national. Dans une telle situation tripolaire, la formation du centre est amenée à disparaître ou à se rapprocher de l'une des forces qui l'encadrent.<sup>303</sup>

En faisant une lecture tripolaire du paysage politique, Mégret veut indiquer à la droite qu'elle ne peut reconquérir le pouvoir en renvoyant dos à dos PS et FN. Pour faire le compte, le FN est prêt à mettre de l'eau dans son vin :

Ce respect mutuel existe à gauche et se traduit, lors des élections, par un « désistement républicain ». Pourquoi cela n'existerait-il pas à droite ? Je suis tout disposé, par exemple, à mettre en oeuvre une telle « discipline nationale » dans les Bouches-du-Rhône, pour les élections cantonales, en 1998. Ainsi le conseil général, qui est à gauche, pourrait basculer sans difficulté à droite.<sup>304</sup>

Quelques mois plus tard, Le Pen proposera l'alliance dans les conseils régionaux en faisant abstraction de la préférence nationale. Mais l'on ne voudra entendre que la victoire de la ligne Mégret sur celle de Le Pen. Un fait d'importance est à noter : le FN ne demande pas à la droite de se rallier à son programme de préférence nationale. En effet, Bruno Mégret juge qu'il faut « se montrer modestes, et que la préférence nationale n'est pas du ressort des conseils régionaux mais de l'Assemblée nationale ».<sup>305</sup> Cependant le FN ne met pas plus en avant son propre programme élaboré avec tant de soin.

<sup>303</sup> *Le Monde*, 11 juin 1997.

<sup>304</sup> *Ibid.*

<sup>305</sup> *Histoire secrète du Front national*, p. 159.

Une fois remise la préférence nationale, le programme minimum du FN proposé le 16 mars 1998 en échange de son soutien à une droite diminuée, se veut populiste, consensuel et surtout fréquentable : refus de toute hausse d'impôts, priorité à la sécurité, défense de l'identité culturelle et régionale, défense de l'emploi par le développement de l'apprentissage et amélioration des politiques de formation professionnelle, fonctionnement de l'assemblée régionale selon le principe de la représentation proportionnelle.

Voyant les lézardes s'approfondir au sein de la droite sur la question des alliances, Mégret insiste :

Je constate que le RPR, notamment par la bouche de Monsieur Séguin, a expliqué qu'il était sur une position "ni alliance ni diabolisation. Je le prends au mot : Monsieur Séguin, si votre ligne n'est plus la diabolisation du Front national, alors passez aux actes et reconnaissez publiquement que le Front national est bien un mouvement républicain et démocratique, qui a toute sa place dans les institutions de notre pays.<sup>306</sup>

Dans *Le Figaro*, le 2 juin, le sénateur de droite Alain Peyrefitte souhaite que la droite parlementaire n'insulte plus les électeurs du FN et que « pour que les consultations prochaines ne voient pas se répéter les stupides scénarios d'hier, il importe de réduire la fracture politique à droite ». Puis Peyrefitte théorise une posture dont s'inspireront bien des hommes de droite au cours des mois suivants, et qui conduira au plus grand succès stratégique du FN, depuis son émergence de 1984. La démonstration s'articule ainsi : Les électeurs ? Cessons de les excommunier. L'union ? Le PS aurait bonne mine à condamner cette démarche, lui qui s'est allié avec le « stalinien » Georges Marchais. Qui est responsable ? François Mitterrand qui a fait monter le FN. Que doit faire la droite ? Dérober au FN son discours. Les conditions à l'alliance ? Que Le Pen disparaisse ou change de langage :

Tant que M. Le Pen reste à la tête du FN, aucune « alliance » de la droite parlementaire avec ce parti ne paraît acceptable ni par elle ni par lui. M. Le Pen, pour sa part, ne doit pas souhaiter assumer les responsabilités gouvernementales : sinon, il ne tiendrait pas si souvent des propos à l'allure irresponsable. Son jeu, son verbe, recherchent visiblement la satire bouffonne, le bruit polémique, la jubilation de brouiller les cartes. Ses écarts délibérés de langage ne sont en définitive que des dérobadés.<sup>307</sup>

La mise à disposition de la droite classique vis-à-vis du FN date de cet échange entre Brunot Mégret et Alain Peyrefitte. Il est important de prêter attention aux arguments sur lesquels une

---

<sup>306</sup> *Minute* 17 septembre 1997.

<sup>307</sup> *Le Figaro*, 2 juin 1997.

telle alliance tente d'être fondée. Outre l'argument arithmétique présenté par Jean-Yves Le Gallou, les raisons de l'alliance sont au nombre de trois : l'idée de la droite d'affaiblir le FN comme le PS l'a fait avec le PCF, le fait que la droite se soit déjà servie ponctuellement de l'extrême droite depuis la fin de la Libération et qu'enfin elle ait radicalisé son discours notamment en matière d'immigration et de sécurité.

Paradoxalement, c'est à gauche, chez François Mitterrand très précisément, que certains hommes de la droite dure ont entrepris d'aller chercher le remède qui demain est censé les sauver. C'est en effet la stratégie d'union de la gauche mise en oeuvre à partir du congrès d'Épinay de 1971 qui leur sert désormais à légitimer l'accord qu'ils entendent passer un jour prochain avec l'extrême droite. Après tout si hier les socialistes ont pu s'allier avec un parti « stalinien », soutenant jusqu'au dernier instant des régimes qui dans les pays de l'Est bafouaient ouvertement les droits de l'homme, s'ils ont pu ensuite faire de ces hommes-là des ministres sans qu'il leur en soit tenu rigueur, alors au nom de quoi demain devrait-on condamner au tribunal de l'Histoire une droite qui pour les mêmes raisons de pur pragmatisme électoral aurait conclu une alliance à l'autre extrémité du champ politique? Mieux encore, si l'on s'accorde généralement aujourd'hui à reconnaître la part active que prit François Mitterrand au déclin du Parti communiste dans ce pays, on peut alors, « vu de droite », estimer qu'il a servi l'intérêt général. Faisant d'une pierre deux coups, pourquoi s'interdiraient-ils demain, après avoir instrumentalisé le FN pour reprendre le pouvoir, de rendre un service équivalent au pays en le débarrassant du lepénisme ? Cela se résume à appliquer la stratégie de Charles Pasqua consistant à reprendre le discours de Le Pen pour mieux lui prendre ses électeurs.<sup>308</sup>

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la stratégie du mimétisme avec le Front peut aussi banaliser un peu plus le discours lepéniste, le faire pénétrer un peu plus profondément dans l'espace public, le rendant ainsi un peu plus légitime encore. Il existe une différence essentielle avec la stratégie de François Mitterrand à l'égard du PC : le futur président socialiste a construit son alliance à un moment historique d'affaiblissement du PCF.

Selon les auteurs de *la France blafarde*, un autre facteur qui s'il n'est pas revendiqué par la droite, et pour cause, milite sérieusement dans le sens d'une « collaboration » entre la droite et l'extrême droite : le poids d'une histoire qui au cours des cinquante dernières années a vu de façon chronique la première se servir de la seconde.

---

<sup>308</sup> *La France blafarde, une histoire politique de l'extrême droite*, p. 454.

Que ce soit lors du recyclage, au lendemain de la Libération, d'anciens vichystes à l'efficacité éprouvée pour lutter contre l'hégémonie communiste. Que ce soit en 1958, lorsque le général de Gaulle n'hésita pas à s'appuyer sur l'armée et l'extrême droite engagées dans le combat pour l'Algérie française afin de hâter son retour au pouvoir. Que ce soit aux lendemains de mai 1968, lorsque les gouvernements de droite s'appuyaient sur Occident et Ordre nouveau pour tenir tête à la déferlante gauchiste dans les universités. Que ce soit en 1974, lorsque Valéry Giscard d'Estaing eut recours aux troupes de choc de l'extrême droite groupusculaire afin de mener à bien sa campagne présidentielle. Que ce soit enfin à de multiples reprises au cours des quinze dernières années, où la droite s'est acoquinée au FN pour tenter de sauver un siège face à la gauche.<sup>309</sup>

Qu'ils l'approuvent ou qu'ils la rejettent, l'idée d'une collusion avec l'extrême droite ne peut donc pas apparaître à certains dirigeants de l'UDF et du RPR comme une vue de l'esprit.

Ultime argument pour le rapprochement, ce qui devrait logiquement être un contre-argument, à savoir la dimension programmatique. Parce que droite et extrême droite sont deux réalités politiques, historiques et culturelles bien distinctes, la divergence de leurs programmes devrait leur interdire toute entente. Mais depuis plus d'une décennie, dans une course désespérée à la poursuite des électeurs du FN, l'UDF et le RPR ont aussi radicalisé leurs discours notamment en matière d'immigration et de sécurité. Sur ces sujets les points de convergence entre droite et extrême droite sont désormais très nettement supérieurs au nombre des divergences.

L'engouement FN se confirme, relayé par ces associations, clubs dont c'est justement la fonction, tel le Club de l'Horloge qui tenait cette année-là sa convention nationale sur ce thème précis, à Aix-en-Provence. Son président, Henry de Lesquen, confirme l'orientation : « faire l'union de toute la droite pour battre la gauche, il faut constituer une alliance de gouvernement avec le FN » (dans Les quatre vérités, le journal d'Alain Dumait).<sup>310</sup>

Des personnalités de droite se manifestent publiquement en faveur d'alliances avec le FN : Alain Griotteray (ancien député UDF-PR du Val-de-Marne, maire de Charenton, proche de Madelin), Alain Peyrefitte (RPR), Olivier Dassault (RPR), François Guillaume (député RPR Lunéville, ancien ministre de l'Agriculture).

Au soir des élections, le 15 mars 1998, la droite fait son plus mauvais score aux cantonales depuis la Libération. Le FN recueille 15,3% des voix et 275 élus. Le lendemain le bureau politique propose un soutien sans participation à la droite dans les conseils régionaux. Charles

<sup>309</sup> *Ibid.*, p. 455.

<sup>310</sup> BARROUX Rémi, *Droite/Extrême droite, les liaisons dangereuses*, Ras l'Front, n°53, mars 1998.

Baur en Picardie, Jacques Blanc en Languedoc-Roussillon, Bernard Harang en région Centre, Charles Millon en Rhône-Alpes et Jean-Pierre Soisson en Bourgogne sont élus à la présidence de leur région avec les voix du FN quelques jours plus tard. Le FN vient d'obtenir une deuxième victoire stratégique depuis l'élection de Dreux en 1983 : sa mutation en parti candidat au pouvoir, soit en submergeant une droite qui ne pourrait se recomposer, soit en s'alliant avec elle pour mieux affronter la gauche. La gauche, elle, est en passe de gagner dix conseils généraux.

Le lendemain des élections, en Midi-Pyrénées, en Haute-Normandie, en Provence-Côte d'Azur, en Ile-de-France, la droite revient à une position républicaine. Il faut aussi noter que Le Pen avait personnellement proposé à la droite de l'aider à obtenir la présidence de la région Ile-de-France contre celle de la région PACA. La droite refuse ce marché, considérant que voter pour Le Pen est un acte impossible à accomplir. Cela est renforcé par la déclaration de Jacques Chirac, qui désapprouve publiquement « celles et ceux qui ont préféré les jeux politiques à la voix de leur conscience » tout en dénonçant la nature « raciste et xénophobe » du FN.

En voulant faire payer trop vite et trop cher à la droite les services rendus, l'erreur tactique de Le Pen rejette le FN dans l'isolement. Surtout il fait preuve de son incapacité à mettre en œuvre une stratégie que Mégret a mise en musique avec brio. Les militants se rendent compte que Le Pen représente un blocage dès qu'il reprend la main. En validant la méthode de Mégret, la droite renforce l'emprise de ce dernier sur la conduite du FN.

Deux semaines après ce triomphe mégrétiste, le 4 avril, un conseil national se tient pour tirer les leçons du scrutin. Les 300 participants trouvent dans leur dossier une *note d'orientation* de quatre pages rédigée par le délégué général, qui s'intitule : *Elections régionales : une grande victoire pour le Front national*. Mégret s'efforce d'y démontrer que la main tendue à la droite lors des présidents de région n'est en rien une trahison de frontiste. « La ligne qui a été suivie s'inscrit parfaitement dans la stratégie traditionnelle du FN, qui combat l'établissement mais qui, à l'intérieur de celui-ci, établit une hiérarchie entre les adversaires », écrit-il en justifiant les exigences minimalistes posées au RPR et à l'UDF par le fait que le FN est encore minoritaire à droite : « La prise en compte de la totalité de son programme (...) et notamment au premier chef la préférence nationale deviendra possible lorsqu'il sera majoritaire ». Puis Mégret développe l'ensemble d'une stratégie qu'il élabore depuis de nombreuses années et dont il fait désormais la ligne du FN. « Le processus de dédramatisation est engagé », se réjouit-il en soulignant qu'« une brèche a été ouverte dans la ligne d'exclusion dont est victime notre Mouvement ». Misant sur « l'implosion » et « la recomposition » du RPR et de l'UDF, il évoque une refondation de la droite selon un critère déterminant : la question du FN. En

résulterait la création « de deux partis, l'un opposé à toute alliance avec le FN, c'est le projet de François Bayrou, l'autre fondé sur la ligne 'pas d'ennemis à droite'. » Si au bout du compte, cette situation se concrétisait, elle serait favorable au FN, car « le parti opposé au FN sera conduit à rejoindre la gauche et l'autre à devenir l'allié électoral qui nous manque aujourd'hui pour arriver au pouvoir en situation dominante ». <sup>311</sup>

Mais pour le Front, rien n'est encore gagné, loin de là. Il importe avant tout de rappeler ici que ce séisme politique est le produit de la faillite de la classe politique de droite mais qu'il est également dû au talent de Bruno Mégret et de ses lieutenants.

---

<sup>311</sup> *Histoire secrète du Front national*, p. 163-164.

## TROISIEME PARTIE : LES CAUSES DE LA SCISSION DU FN

L'année 1998 est à considérer comme un tournant majeur de l'histoire du Front National. L'Histoire retiendra deux dates clés : tout d'abord le 20 mars 1998, jour où le FN a atteint son apogée à la suite de l'élection de quatre Présidents de région UDF grâce aux voix des élus d'extrême droite, cela malgré l'intervention solennelle de Jacques Chirac. Puis le 5 décembre 1998 qui restera comme le jour de l'implosion du FN lors de l'ultime réunion des membres du conseil national du parti.

Si Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret sont deux êtres que tout oppose physique et personnalité, éducation et carrière politique, c'est la question du rapport au pouvoir qui est à l'origine du conflit. La lutte entre le Président et le Délégué Général du FN n'a alors pour seul enjeu que la question de la succession de Jean-Marie Le Pen à la tête de l'extrême droite française.

Si l'existence de rivalités est reconnue dès 1994, le point de départ est 1995 où les 15% de Le Pen aux élections présidentielles (une progression de seulement 0,6% par rapport à 1988) est mal vécu par certains membres du parti. L'emprise croissante de Bruno Mégret sur l'appareil est marquée par la victoire de son épouse à Vitrolles en février 1997 et l'élection du délégué général au Comité Central au congrès de Strasbourg deux mois plus tard. Désormais réputés majoritaires au Comité Central, les mégrétistes poussent le pari à changer de stratégie : le FN passe d'une campagne législative anticipée souhaitant la victoire de la gauche à une campagne régionale tendant la main à la droite pour mieux la faire implorer. Par la suite, la condamnation de Le Pen le 2 avril 1998 à deux ans d'inéligibilité suite aux événements de Mantes-la-Jolie<sup>312</sup> pousse Bruno Mégret à croire que son heure est arrivée. Le Pen réplique en proposant la candidature de sa femme Jany comme tête de liste des européennes, ce qui finit de mettre le feu aux poudres. Faisant publiquement part de son désaccord<sup>313</sup> et de sa propre candidature, Mégret soulève l'ire de son président qui active la « démegrétisation » du parti. Afin de marginaliser Mégret, le FN lance un « pré-gouvernement » n'alignant à deux exceptions près que des lepénistes. Officiellement chargé de faire passer le FN du statut de « parti d'opposition » à celui de « parti de proposition et de gouvernement », il n'a pour véritable but que de doubler la délégation générale contrôlée par Bruno Mégret. Instituant un contre-pouvoir aux mégrétistes, le pré-gouvernement prive peu à peu la délégation générale de ses moyens et de son influence.

<sup>312</sup> Le 30 mai 1997 Jean-Marie Le Pen agressait une élue PS.

<sup>313</sup> « La candidature de Jany Le Pen n'est pas une bonne idée », *Le Parisien*, 24 août 1998.

En novembre 1998, l'allégement de la sanction judiciaire envers Le Pen lui permet de prendre part aux élections européennes et aux prochaines élections présidentielles. Malgré cet apaisement, Le Pen entend toujours « rocardiser » Mégret, lui faire subir le même sort que François Mitterrand avait infligé à son ancien Premier Ministre. Le vieux chef entend retrouver toute son autorité et son prestige à coups de licenciements, menaces, sanctions et humiliations envers ses adversaires. Dans cette période de crise Le Pen laisse libre court à une mégalomanie délirante qui finit de pousser à bout cadres et militants.

Le Front National éclate officiellement lors du Conseil National du 5 décembre 1998. L'autorité du Président est fortement contestée et la réunion tourne à une incroyable foire d'empoigne.<sup>314</sup> La scission est inévitable. Le Pen refuse un congrès extraordinaire demandé par les mégrétistes (en vertu des statuts du parti) et exclu au fur et à mesure les « félons », puis Bruno Mégret, qu'il surnomme « Brutus ». <sup>315</sup>

Le 23 janvier 1999 à Marignane Mégret lance le Congrès du FN. Congrès dissident, il est placé sous le signe de « l'avenir et du renouveau » mais tourne au congrès anti-Le Pen. Le parti est rebaptisé Front National-Mouvement National pour se distinguer de l'autre<sup>316</sup> et assurer une position de repli au cas où la justice réserverait l'appellation « FN » à Le Pen.<sup>317</sup> FN-MN et FN-UF peuvent se lancer dans une nouvelle bataille, celle des européennes. Il convient dès lors de s'intéresser à l'état du rapport de force entre les deux Front National.

Bruno Mégret peut compter sur un capital humain qu'il a su entraîner avec lui : plus de la moitié du Comité Central et une majorité de secrétaires départementaux et de conseillers régionaux. Moins soucieux de légitimité frontiste que leurs aînés, une nouvelle génération de cadres, élus, responsables, militants et membres du service d'ordre (DPS) a préféré suivre Mégret. Le « maire-consort » de Vitrolles dispose également avec le Club de l'Horloge d'un capital intellectuel de premier rang. Les membres de la Nouvelle droite ont suivi leur chef de file, lui permettant de bénéficier de personnalités dont l'efficacité en matière politique n'est plus à démontrer. Il peut également compter sur un capital de réseaux tissé depuis des années et dont les ramifications s'étendent jusqu'aux abords de la droite parlementaire.

Le Pen, lui, détient un capital symbolique qui lui confère une légitimité de chef de l'extrême droite française qu'il incarne physiquement et humainement. Il détient également un capital

<sup>314</sup> *Histoire secrète du Front National*, p. 256-69.

<sup>315</sup> « Ce qui me différencie de César qu'approchait Brutus, le couteau à la main, et qui releva sa toge pour se couvrir la tête, c'est que moi, je sors mon épée et je tue Brutus avant qu'il ne me tue. »

<sup>316</sup> Le FN lepéniste prend aussitôt le nom de Front National pour l'Unité Française.

<sup>317</sup> Ce qui sera fait le 11 mai 1999, le tribunal jugeant également le congrès de Marignane « nul et non avenu ».

statutaire lié à sa personne. A cela s'ajoute un capital matériel (moyens financiers,<sup>318</sup> propriété et jouissance de la marque FN, logo etc....) Pourtant, les fidèles de Le Pen, de part leur manque de crédibilité en matière intellectuelle et stratégique, continuent de représenter un handicap majeur pour le FN.

Ce ne sont pas des « politiques » mais des hommes et des femmes qui incarnent cet aspect « folklorique » du FN que Mégret n'a cessé de dénoncer. De plus, la stratégie du parti ne semble pas se tourner vers l'accès au pouvoir. Depuis des années déjà, le FN semble renoncer à l'exercice du pouvoir et se complaît dans un rôle contestataire et parasite de la vie politique française.

Début 1999, les sondages montrent que cette guerre intestine et ce divorce inéluctable laissent les sympathisants dans un grand désarroi. Elevés dans le culte du chef, les adhérents se trouvent totalement déstabilisés par une bataille des chefs sans merci. Les deux partis rivaux vont s'affronter tout au long de la campagne pour les élections européennes, la lutte prenant la forme d'un feuilleton politique où fusent les petites phrases assassines qui ravissent les médias.

Qu'en est-il des programmes respectifs ? Si Mégret veut représenter « l'avenir d'une droite nationale », Le Pen ressort le slogan de 1983 « national, populaire et social ». Mais les programmes sont rigoureusement les mêmes. « Nous n'abandonnerons pas un iota du programme du FN. J'en ai été le maître d'œuvre, je l'assume pleinement », déclare Bruno Mégret.<sup>319</sup> Par conséquent les mégrétistes mettent l'accent sur la préférence nationale, « principe fondateur de [leur] programme et de [leur] vision de la société ». Les deux formations développent le thème de la France et l'Europe « subissant désormais l'assaut de deux empires : l'empire américain et l'empire musulman ». <sup>320</sup> Le Pen et Mégret condamnent ainsi l'intervention de l'Alliance atlantique en Yougoslavie, la « sale guerre » du Kosovo, « fruit du nouvel ordre mondial ». <sup>321</sup> Les deux chefs se déclarent d'accord sur le danger d'une « balkanisation de la France si des immigrés extra-européens devenus majoritaires se mettaient à réclamer l'autorité du territoire, l'indépendance de la Provence ». <sup>322</sup> L'Europe de Bruxelles est accusée de tous les maux : « L'Europe fédérale qui se met en place sournoisement de puis des années et à laquelle ont fini par souscrire tous les politiciens français [...] cette Europe est une erreur fatale, un crime contre les nations d'Europe, un crime

---

<sup>318</sup> Une aide publique de 41 millions de francs lui sera allouée début juin 99 en vertu de la subvention accordée par l'Etat aux partis politiques, après consultation du Conseil d'Etat par le ministre des finances Dominique Strauss-Kahn suite au verdict du 11 mai 1999.

<sup>319</sup> *Le Monde*, 19 mai 1999.

<sup>320</sup> *Le Monde*, 4 mai 1999.

<sup>321</sup> LE PEN Jean-Marie, Fête de Jeanne d'Arc du FN-UF 1<sup>er</sup> mai 1999.

<sup>322</sup> *Le Monde*, 30 mai 1999.

contre la France ». <sup>323</sup> « Nous ne voulons pas de cette Europe de Bruxelles qui est à la fois bureaucratique, mondialiste et américaine ». <sup>324</sup> Rien de bien nouveau en somme et les deux partis rivaux ne développent que très peu des thèmes en rapport avec le caractère spécifique des élections européennes. Le Pen déclare s'opposer à « l'Europe mondialiste » <sup>325</sup> tandis que Mégret est pour « l'Europe des Nations ». <sup>326</sup>

Si les deux rivaux proposent un programme électoral identique, c'est dans la manière de mener campagne qu'ils se distinguent. Le Pen se doit de mener deux campagnes simultanément. L'une de reconquête des militants, l'autre de séduction de l'électorat. Afin de renouer avec des militants perturbés, il mise sur le réflexe extrémiste de la mise en rang derrière le chef incontestable et compte sur ses talents de bateleur dans les dîners-débats et les meetings. Le Pen offre un véritable show à ses sympathisants, plus proches de la variété que de la lutte politique. Chansons, humour grinçant envers les mégrétistes forment l'essentiel d'un discours vide et sont autant de signes de faiblesse. Condamné à des opérations spectaculaires afin d'être écouté, il rallie sur sa liste Charles de Gaulle, petit-fils du Général, député européen élu sur la liste de Philippe de Villiers en 1994. En deuxième place sur la liste FN-UF, il y côtoie Jean-Jacques Susini, ancien membre éminent de l'OAS... également membre fondateur du « FN historique », ce qui permet à Le Pen de lancer un « appel à la réconciliation nationale », appel concernant les Français d'Algérie, mais aussi les « repentis » de droite comme de gauche et les abstentionnistes, notamment ceux que la scission intervenue entre lepénistes et mégrétistes pourrait décourager d'aller voter.

Bruno Mégret, lui, table sur une campagne de proximité avec les représentants locaux de son parti qui veulent trancher avec les gesticulations de Le Pen. Le style est sobre et froid et l'ancien polytechnicien argumente, démontre, explique qu'il faut être « européens d'accord », mais « Français d'abord ». La campagne de Mégret, au contraire de celle de Le Pen, est très idéologique. Son discours n'est pas centré sur « le boulet Le Pen » : L'immigration et les thèmes sécuritaires sont au premier plan de ses préoccupations. Le FN-MN lance un projet, « 50 propositions pour rétablir la sécurité », qui renforce le programme des 300 mesures adoptées par le FN en 1993. Ce projet stigmatise les immigrés comme des délinquants en puissance, envisage une politique ultra-répressive contre les jeunes et leurs familles et appelle les citoyens à la légitime défense. Il reprend ainsi l'imagerie de l'extrême droite à son compte : mépris pour la prévention, apologie de la répression, rappel aux valeurs qui ont fait les grandes civilisations et désignation d'un bouc émissaire : l'immigré. Le discours mégrétiste se radicalise au fur et à mesure qu'avance la campagne. Mégret tente de doubler Le Pen par la

<sup>323</sup> LE PEN Jean-Marie, Fête de Jeanne d'Arc du FN-UF 1<sup>er</sup> mai 1999.

<sup>324</sup> MEGRET Bruno, Fête de Jeanne d'Arc du FN-MN 1<sup>er</sup> mai 1999.

<sup>325</sup> LE PEN Jean-Marie, Fête de Jeanne d'Arc du FN-UF 1<sup>er</sup> mai 1999.

droite : quand Le Pen admet que la France est un pays multi-confessionnel dont la deuxième religion est la religion musulmane, Mégret l'accuse de trahir le programme du Front National et dénonce la présence d'un français d'origine algérienne (et musulman) sur la liste Le Pen.

Le 13 juin 1999, les résultats tombent : 5,69% et 5 élus pour le FN-UF, 3,28% et aucun élu pour le FN-MN. Ensemble, les deux listes n'obtiennent même pas 9% des voix, le plus mauvais score de l'extrême droite depuis 1984. Pour Le Pen, c'est une victoire à la Pyrrhus, pour Mégret c'est une défaite cinglante. Ils reconnaissent leurs échecs respectifs mais insistent sur l'échec du concurrent. Mégret ne devance Le Pen dans aucun département et résiste tant bien que mal dans le sud et s'écroule dans les régions à fortes difficultés sociales. Seulement un quart des électeurs du FN ont choisi de suivre Mégret. Le Pen n'a réussi à fidéliser que 50% de ses électeurs. Son seul motif de satisfaction est la défaite de son rival. Le FN est à ce moment là la huitième force politique française. Dans une perspective générale, l'extrême droite perd partout sauf dans huit départements. Aucun département n'est à plus de 20% (13 auparavant). Dans ses bastions (les municipalités FN et les régions PACA, Rhône-Alpes et Ile de France) l'effondrement est important et laisse entendre un mécontentement des électeurs vis à vis de la politique menée depuis les municipales de 1995.

## CONCLUSIONS

On peut soutenir que le FN a grandement bénéficié de la reformulation du débat politique et plus spécifiquement de la modération d'un discours de droite explicitement exclusionniste formulé par le GRECE, un groupe qui se déclare clairement intellectuel. En résumé, alors que le FN et le GRECE ont toujours déclaré être à l'opposé l'un de l'autre, on peut néanmoins les considérer comme largement complémentaires, le GRECE effectuant un travail préparatoire de légitimation et le Front National capitalisant sur une nouvelle image.<sup>327</sup> Malgré la modération de ce discours exclusionniste, il est néanmoins clair que le GRECE distille habilement certains thèmes et principes basés sur une idéologie dure.

Peter Fysh et Jim Wolfreys estiment que l'évolution de la doctrine du FN peut être comprise dans les termes de la réconciliation partielle entre les ailes activistes et idéologiques de l'extrême droite qui s'étaient séparées dans les années 60 au moment de la fondation du GRECE.<sup>328</sup> Certaines idées du GRECE apparaissent d'emblée comme incompatibles avec les idées défendues par d'autres courants du FN, notamment son hostilité au libéralisme économique et ses attaques sur la chrétienté. On aurait pu croire qu'il était impossible pour le FN d'établir une cohérence doctrinale avec la coexistence de multiples courants idéologiques qui ont rallié le FN sans s'être mélangés dans un moule unique. Il aurait été aussi facile de croire que la seule présence de Le Pen était le seul facteur permettant de préserver l'unité entre les différentes factions du FN. La principale erreur de ces analyses a probablement été de sous-estimer non-seulement la capacité des leaders des différents courants à s'entendre, mais aussi l'importance et l'efficacité du cadre doctrinal commun fournit pour eux par le GRECE. Par exemple, la question du libéralisme était traitée par les penseurs du Club de l'Horloge, qui ont aussi théorisé une acceptation hautement conditionnelle de la Révolution française afin d'apaiser les partisans de la tradition contre-révolutionnaire maurrassienne. Ainsi est apparue une doctrine frontiste caractéristique, suffisamment éclectique pour rassembler les différentes factions, et cependant suffisamment cohérente pour être interprétée et utilisée par les membres du parti dans leurs activités de propagande quotidiennes.<sup>329</sup>

---

<sup>327</sup> FIESCHI Catherine, *Fascism, populism and the French fifth republic*, Manchester University Press, Manchester, 2004, p. 153.

<sup>328</sup> FYSH Peter and WOLFREYS Jim, *The politics of racism in France*, p. 108.

<sup>329</sup> FYSH Peter and WOLFREYS Jim, *The politics of racism in France*, p. 109.

Peut-on pour autant conclure que le FN s'est durci sous l'influence des idées de la Nouvelle droite apportées par les mégrétistes ? Il est certain que l'on assiste à un durcissement, à un retour en arrière, vers les années trente mais aussi vers les premières années du FN. Le néofascisme qui a présidé à la naissance du FN, en a tout de même façonné certains traits : l'affirmation d'une identité populaire s'opposant à la fois à l'« égalitarisme niveleur » et aux « oligarchies occupant injustement les postes de commande », la volonté de reconstituer une élite, l'exaltation de la vitalité et des vertus viriles, le souci de promouvoir un Etat fort, le culte du chef, non explicitement encouragé par le président du FN mais qui transparaît au travers des écrits de ses thuriféraires, etc. Il faut noter que certaines de ces caractéristiques sont très mises en avant dans l'idéologie mégrétiste, comme l'identité populaire s'opposant à « l'égalitarisme ».

Nous avons vu que toute l'idéologie et la rhétorique du FN sont basées sur l'identité. L'idée est déclinée sur tous les fronts : pour justifier l'exclusion, principe à la base de la préférence nationale, l'anti-égalitarisme, l'anti-cosmopolitisme culturel, l'anti-mondialisme économique, l'antiaméricanisme - à la fois économique et culturel mais aussi politique et anti-israélien - et l'Europe des patries. Sans oublier l'écologie qui est à la fois un thème politique nouveau et un outil servant à renforcer l'idée d'une vision identitaire du monde.

Le nouveau programme économique du FN, appelé troisième voie, est proche de celui des mouvements des années trente. Par troisième voie il faut entendre un champ de constructions politiques qui essaient de trouver une solution médiane entre le libéralisme débridé et un socialisme niveleur. Même si les politiques de troisième voie ne sont pas limitées à l'extrême droite, citons par exemple la troisième voie entre le collectivisme et le capitalisme de De Gaulle ainsi que la philosophie politique et économique située entre le socialisme démocratique et le néo-libéralisme de la fin des années 1990 où le terme de « Centre Radical » a d'abord été utilisé pour décrire la pensée troisième voie. L'ancien Président américain Bill Clinton, l'ancien Chancelier allemand Gerhard Schröder et le Premier ministre britannique Tony Blair ont jusqu'ici été les promoteurs les plus éminents de la troisième voie en politique.

On trouve néanmoins le concept de troisième voie dans une variété de courants d'extrême droite comme les solidaristes ou la Nouvelle droite. La synthèse programmatique de la troisième voie rédigée par Bruno Mégret et son équipe a comme objectif de recréer une cohérence entre les discours économiques trop disparates professés jusqu'alors par le FN. Elle permet au FN et à Mégret de présenter des propositions d'apparence constructive et de

formuler un corps de doctrine en apparence cohérent et modéré. Opposée au libéralisme comme au socialisme, la troisième voie sert de clef de voûte à l'aggiornamento idéologique du FN. Notons par ailleurs que l'orientation est assumée dans sa version Mégret par une formulation en des termes moins agressifs que le « ni droite ni gauche » choisi par l'équipe Le Pen.

Comme le remarque Peter Fysh, la crise monétaire du début des années 90, la chute du bloc de l'Est et le déclin du parti communiste français ont poussé le FN à changer de tactique et à incorporer une critique du libre échangeisme dans son programme, et à mettre l'emphase sur le protectionnisme et la politique sociale, tout en incluant une défense du salaire minimum et de la semaine de 39 heures.

Cette troisième voie consiste à défendre à la fois l'emploi et le niveau des salaires et de la protection sociale, en établissant un « nouveau protectionnisme ». Il s'agit de fermer les frontières afin de maintenir le niveau de vie et de réduire le chômage. La politique en matière sociale - articulée autour des besoins de la nation et des Français - se veut aussi plus interventionniste.

Quant à la dénonciation du libéralisme, elle s'articule avant tout sur la désignation de boucs émissaires : les « oligarchies apatrides », la « société marchande », le « libre échangeisme » prennent le relais des « deux cent familles ». Une tradition qui a été portée en son temps par Henry Coston et son école, et qui incarne la continuité physique entre les mouvements fascistes français des années trente et le FN. L'anti-capitalisme et l'anti-libéralisme du FN se marient cependant avec une défense de la propriété privée et des entrepreneurs. Mais cette apparente inconséquence était tout autant manifeste dans l'idéologie des mouvements autoritaires des années trente.

L'anti-libéralisme idéologique du FN a aussi pour avantage de fédérer les cultures politiques présentes au FN : monarchistes, intégristes catholiques, nostalgiques des mouvements autoritaires des années trente et grecistes. Cet anti-libéralisme culturel et politique plus encore qu'économique est une donnée qui structure l'identité politique du FN. Aucun courant du FN ne se réclame plus du libéralisme.

De plus, c'est lorsqu'il implique la question identitaire à la question sociale que le FN se radicalise : en effet, on constate que c'est lors des conflits sociaux du milieu des années quatre-vingt-dix que le parti fait le plus preuve de son radicalisme et de sa proximité

idéologique avec le national-socialisme. Les « intellectuels organiques » du FN ont étudié l'histoire européenne des années vingt et trente afin d'en tirer les enseignements pour aujourd'hui. Ils croient à une droite stratégiquement révolutionnaire, socialement populaire, idéologiquement identitaire. L'acteur principal est la « communauté populaire », sorte d'organisme vivant potentiellement éternel mais aujourd'hui menacé de mort immédiate. Ces idéologues du FN pensent donc retrouver la dynamique qui porta au pouvoir fascisme et nazisme dans l'alliance de l'exaltation xénophobe et du ressentiment social.

Ils n'espèrent cependant pas que cela produise un retour à l'identique du fascisme historique. Ils parient en revanche sur un programme politique à deux composantes : nationale et sociale, pour installer un système autoritaire monopolisant tous les pouvoirs.

Les intellectuels du FN n'hésitent pas à reprendre à leur compte des analyses, voire même le vocabulaire de courants intellectuels politiquement étrangers au FN, mais dont ils essaient d'instrumentaliser certains développements. Ce travail a progressivement bâti en l'espace de quelques années un corpus idéologique très proche d'éléments essentiels de l'idéologie fasciste française d'avant-guerre. Mégret, en plaçant à la fin des années quatre-vingt-dix sa tentative de synthèse économique sous le thème de la « troisième voie », contribue à inscrire ce nouveau corpus dans cette filiation.

C'est d'ailleurs ce qu'explique René Monzat :

Les cadres du FN cherchent à créer un « carburant politique » à deux composants : capter l'énergie de la contestation sociale et la lier à la force d'un nationalisme et d'une xénophobie alimentés par la peur. Les dirigeants du FN savent (...) que cette « recette » donna leur force aux régimes autoritaires d'entre les deux guerres, au national-socialisme comme au fascisme italien. (...) En adoptant un programme « social » le FN se durcit. Il réalise sur le terrain social comme dans d'autres domaines une synthèse et une mise à jour. Loin d'aller vers la gauche, il se réapproprie l'héritage de la droite « révolutionnaire » comme de la « droite contre-révolutionnaire. » (...) Adoptant un nouveau positionnement politique, cohérent avec son évolution idéologique comme avec le comportement de son électorat, il devient « préfasciste. » Caractérisé par ce pré-fascisme aux antipodes de toute quête de respectabilité, le Front national a besoin de Le Pen pour le porter et l'incarner presque physiquement. De plus, cela lui permet de s'imposer face à Bruno Mégret.<sup>330</sup>

Cette posture pré-fasciste du FN qui est la traduction politique de son offensive sociale, marque aussi la conviction qui prédomine désormais au Front, selon laquelle n'ayant plus rien à attendre de la droite il faut maintenant s'employer à la détruire par tous les moyens. C'est aussi une idée contraire à Mégret.

<sup>330</sup> « Un zeste de 'social' sur la préférence nationale », *Les idées en mouvement*.

Le premier pas allant dans ce sens est accompli au lendemain immédiat de l'élection présidentielle où le nouveau mot d'ordre du FN devient : « Ni droite, ni gauche, Français ». Comme souvent, c'est tout d'abord le FNJ qui a la charge de l'expérimenter. C'est ainsi qu'après la « vague rebelle, la vague Le Pen » et « Populistes et fiers de l'être », Samuel Maréchal en sa qualité de directeur national du FNJ fait endosser ce nouveau slogan par ses militants, avant d'en faire un livre. Dans son éditorial du numéro 219 de *La Lettre de Jean-Marie Le Pen* en date de la première quinzaine du mois de juillet 1995, Le Pen s'explique sur le sens de cette double négation :

Oui nous sommes la seule réelle opposition, celle qui demain se substituera massivement à la classe politique inefficace, décadente et corrompue d'aujourd'hui. Désormais, ni la gauche ni la droite ne sont plus capables de rassembler seules la majorité. (...) Ainsi, le clivage droite-gauche a bel et bien cessé de dominer la vie politique française. Le choix est aujourd'hui entre les divers représentants de la social-démocratie mondialiste au pouvoir et nous. Nous sommes bien les seuls à trancher radicalement sur le reste de la classe politique. (...) Plus que jamais, une évidence s'impose : le Front national n'est ni de droite, ni de gauche, il est français.<sup>331</sup>

Le 22 mars 1996, Le Pen déclare : « Si les structures de l'État ne permettent plus l'expression de la volonté réelle du peuple, il appartient à celui-ci d'invoquer le droit à l'insurrection, prévu dans le préambule de la Constitution ». Le 13 avril 1996 lors d'un meeting réunissant environ 1 500 personnes, Le Pen lance à l'attention de la classe politique : « Députés et politiciens peuvent partir pacifiquement tant qu'il en est encore temps. (...) Je ne suis pas certain que, en des temps futurs, ils en auront le loisir tant la colère légitime du peuple sera exigeante. » L'appel à l'insurrection est une caractéristique des ligues fascistes des années trente, beaucoup moins de la Nouvelle droite.

Une autre caractéristique d'un durcissement du FN sous l'influence de la Nouvelle droite est son anti-américanisme, marqué par la position pro-Saddam lors de la guerre du Golfe et après - le FN critiquant les sanctions économiques prises contre l'Irak et accusant les Etats-Unis de génocide.<sup>332</sup> En même temps, le parti continu de critiquer le communisme et maintient qu'il existe toujours une menace communiste en Europe.<sup>333</sup>

<sup>331</sup> *La lettre de Jean-Marie Le Pen*, juillet 1995.

<sup>332</sup> « L'Amérique adversaires des peuples », *Identité* n°23, juillet-septembre 1996.

<sup>333</sup> « Le communisme, crime contre l'humanité », *Identité* n°24.

En matière de racisme, il est très clair que l'on assiste à l'intégration d'un néo-racisme culturel et différentialiste de type gréciste dans le nationalisme. La stigmatisation, la discrimination et l'exclusion se pratiquent au nom de valeurs et de normes comme la tolérance, le respect de l'autre, le droit à la différence.

D'autre part, la stratégie de retournement de l'accusation de racisme et surtout la dénonciation de l'idéologie socialiste - « qui porte en germe le totalitarisme » - rappelle encore une fois les années trente où Drieu la Rochelle et Brasillach parlaient de « fascisme rouge ». C'était le thème des années trente utilisé pour établir un lien entre des régimes qui étaient anti-libéraux, anti-démocratiques, anti-socialistes.

Le FN présentant un nouveau visage, les mouvements néo-fascistes se sentent plus proches de lui, surtout depuis qu'ils y trouvent des échos de leurs idées en des termes qui leur conviennent mieux. Surtout au moment de la guerre du Golfe où le tournant anti-israélien et anti-américain initié par Mégret a permis au FN de rassembler autour de lui les multiples groupuscules extrémistes qui, jusque là, reprochaient à Le Pen d'être pro-américain et un pro-israélien, voire un sioniste. En 1997 le groupuscule Nouvelle Résistance appelle à une fin des hostilités avec le FN et déclare que les membres de NR sont libres de rejoindre le parti de Le Pen, arguant qu'il a détecté un changement d'orientation au sein du FN.<sup>334</sup> Par sa prise de position pro-irakienne, le FN a donc accéléré le processus d'homogénéisation idéologique des droites radicales. Notons également qu'à cette période les clins d'œil aux vichystes et aux partisans de l'Algérie française se multiplient.

La mise en avant d'arguments identitaires et la référence à des idées comme l'Europe des patries, mais aussi l'importance prise par certaines personnes comme Pierre Vial et Jean Mabire au sein du FN, personnalités aux discours radicaux et nostalgiques de l'époque nazie montre une dérive fascisante assez nette qui d'ailleurs ne plaît pas à Le Pen. Par la suite, les premières années du 21<sup>ème</sup> siècle verront le MNR de Bruno Mégret devenir un groupuscule, tandis que le FN, tout en conservant la même idéologie, ne va plus chercher à la populariser comme avant. Le FN ne théorise plus, il se contente d'intervenir médiatiquement au gré de l'actualité. Cette absence pourtant visible de programme dans les débats ne l'empêche pas d'asseoir sa position de parti contestataire. Les thèmes de l'immigration et de la corruption des élites sont les seuls qui soient véritablement mis en avant, tout comme au début de l'existence du parti. Incarnés par le tribun Le Pen, cela suffit pourtant au FN de secouer

dramatiquement la politique française le soir des élections présidentielles du 21 avril 2002. Malgré l'absence d'exposition médiatique d'un programme et d'une idéologie clairement définie, le FN reste présent. Il se contente de la personnalité de Le Pen pour assurer des scores importants. Cela prouve l'importance d'un leader dans un mouvement politique d'extrême droite et qu'il suffit de jouer avec les peurs collectives pour que les résultats suivent.

Mégret a apporté une organisation, un discours idéologique mais cela n'a que très peu d'importance au regard des scores électoraux. Le FN ne s'en sert plus. En technocrate avisé, Bruno Mégret croit aux vertus de l'organisation et à la métapolitique tandis que Le Pen se contente du pouvoir attractif de sa personnalité.

Il est évident qu'un FN au discours théorique en apparence achevée porté par un leader charismatique et organisation efficace en ferait un parti peut-être encore plus redoutable sur le plan électoral. C'est ce que souhaitait Mégret, mais cela ne s'est pas produit, Mégret et Le Pen n'ayant su - ou pu - s'entendre. On peut parler d'échec pour la stratégie mégrétiste et pour les idées de la Nouvelle droite qui n'ont pas encore réussi à s'implanter durablement dans un parti de droite ou d'extrême droite. Au final, la scission mégrétiste aura très peu pesé sur l'audience globale de la mouvance national-populiste à l'occasion des consultations du printemps 2002, démontrant l'échec patent de la tentative de l'ancien délégué général du FN de constituer cet espace de la droite nationale républicaine aux confins de l'extrême droite et de la droite classique. Le mégrétisme aura surtout échoué à tenter de résoudre une contradiction fondamentale entre le populisme anti-système et une forme de respectabilité et de recherche de crédibilité technocratique.

Quant à la Nouvelle droite, n'ayant pas pu accéder au pouvoir grâce à la métapolitique, elle a aujourd'hui beaucoup perdu de son importance et de sa crédibilité. Elle est « en sommeil », et il semble que ses idées n'aient que peu de chances de trouver un écho favorable dans un parti de droite radicale dans l'immédiat.

Qu'en est-il de la rupture entre Le Pen et Mégret ? S'il est évident que les deux hommes n'ont pas les mêmes idées et les mêmes vues, leur désaccord repose avant tout sur une lutte intestine pour le pouvoir se traduisant notamment par des divergences de points de vue sur la position à adopter vis-à-vis de la droite.

Les élections présidentielles de 2002 ont confirmé l'ancrage de l'extrême droite au sein du jeu partisan national. La présence inattendue du leader frontiste au second tour de l'élection présidentielle a provoqué un véritable traumatisme dans la société française. Les performances du FN enregistrées depuis (lors du second tour présidentiel et du scrutin

---

<sup>334</sup> CHOMBEAU C., « Plusieurs groupuscules d'extrême droite se rapprochent du Front national », *Le Monde*,

législatif de 2002, ainsi qu'à l'occasion des élections du printemps 2004) ont éclairé le dilemme profond d'une extrême droite, en mesure de réaliser de bons scores, occasionnellement même de conquérir de nouveaux territoires, en surfant sur une opposition critique à l'ensemble de l'élite politique, mais qui se montre toutefois incapable de concrétiser son influence en faisant élire de nombreux représentants et en participant à l'exercice des pouvoirs. Trois ans après la scission de janvier 1999, ces consultations ont également achevé de consacrer l'hégémonie du FN de Jean-Marie Le Pen et l'absence d'espace électoral pour le Mouvement national républicain rival de Bruno Mégret.

Au détour des années 1990, l'attitude somme toute assez ferme de rejet de toute conciliation de la part des partis traditionnels de droite a largement contribué à isoler le FN en tant que troisième pôle au sein du système, distinct à la fois de la gauche et de la droite parlementaire. En retour, le parti de Jean-Marie Le Pen a réorienté ses stratégies à partir de 1995 et a choisi la ligne du refus quasi systématique de l'alliance à droite; ce dernier avait été clairement illustré entre les deux tours de la présidentielle de 1995 ou des législatives de 1997 par la nouvelle rhétorique du « Ni droite, ni gauche, Français! », développée par Samuel Maréchal, qui était alors président du FN jeunesse (FNJ).

Les élections régionales de 1998 ont correspondu à une certaine inflexion de cette stratégie oppositionnelle de Jean-Marie Le Pen, sous l'influence de Bruno Mégret. Cet épisode préfigurait ainsi la crise qui opposera le leader à son second quelques mois plus tard. Ce dernier parvint à imposer progressivement fin 1997 que la stratégie du « non » catégorique à l'alliance avec la droite fasse place à une recherche de contacts au cas par cas. Face à la fermeté des grands ténors parisiens de la droite, il s'agit de séduire des élus UDF et RPR en région, inquiets pour leur réélection, et tenter ainsi de précipiter l'implosion de la droite au niveau local. À quelques jours des régionales, le délégué général peut ainsi proposer ouvertement des accords avec la droite, acceptant de donner, pour l'élection des présidents de région, les suffrages des élus FN à la droite sans exiger de fortes contre-parties dans les exécutifs. Cette évolution stratégique n'a pas permis au FN de sortir de son isolement et d'accéder à des positions de pouvoirs plus importantes, mais elle a réussi à affaiblir la droite, au moins pour un temps.

On peut aussi se demander si les idées de Mégret représentent un héritage durable pour le FN et si, en particulier, elles ont contribué au succès de Le Pen au premier tour des élections présidentielles de 2002.

La réponse est oui si on l'estime que le fait d'avoir structuré le FN afin de le rapprocher d'un modèle de parti de gouvernement a aidé à donner une crédibilité au FN sur le plan électoral. Le FN a d'ailleurs gardé la même organisation. Cependant Mégret a dû quitter le FN avec une partie de l'appareil politique du parti et peu de mégretistes sont restés au FN. La scission n'a pourtant pas nui durablement au FN. Elle a paradoxalement permis à son président de lisser son image en gardant un discours invariant. En effet, les cadres partis au MNR, s'ils étaient plus souples que ceux du FN sur la tactique à tenir face à la droite républicaine, étaient idéologiquement plus radicaux, en particulier sur la question identitaire. De plus, la réduction de l'appareil a facilité le contrôle exercé par Jean-Marie Le Pen sur toutes les décisions.

La réponse est également affirmative si l'on considère que le tournant social, anti-américain, anti-mondialiste initié par Mégret est un des facteurs ayant contribué au vote Le Pen.

Mais cela n'est pas tant vrai si l'on se penche sur les statistiques qui montrent que le vote Le Pen est grandement axé sur la personnalité du leader frontiste. En outre, Mégret a réalisé un score extrêmement faible aux présidentielles avec le même programme que celui du FN. Paradoxalement, les idées de Mégret ont eu plus d'impacts positifs sur le FN et sa crédibilité sur l'échiquier politique que sur son propre parti.

Les facteurs explicatifs du vote d'extrême droite ont été très largement discutés et mis en évidence par l'important volume de recherches consacrées à l'émergence puis le développement du parti de Jean-Marie Le Pen.<sup>335</sup> Le vote extrémiste traduit, depuis plus de quinze ans déjà, les inquiétudes et les traumatismes d'une France post-industrielle urbaine, privée de ses repères sociaux identitaires traditionnels, minée par la récession et le chômage, et confrontée à la modernité et aux changements de mode de vie que cette dernière implique. Les préoccupations liées à l'emploi, à l'immigration et à l'insécurité arrivent régulièrement en tête des motivations de vote des électeurs frontistes.

---

<sup>335</sup> Voir en particulier PERRINEAU Pascal, *Le symptôme Le Pen : radiographie des électeurs du Front national*, Fayard, Paris, 1997; MAYER Nonna, *Ces Français qui votent FN*, coll. « Documents », Flammarion, Paris, 2002.

Sur le plan politique, ce succès se nourrit depuis toujours du rejet des partis traditionnels et de l'absence d'alternative claire. La reproduction des alternances et des coexistences gauche/droite pendant plus d'une décennie a présidé à la dilution des repères essentiels et à l'affaiblissement du principe d'opposition. La stratégie électorale du Front républicain a renforcé ce malaise<sup>336</sup>. Plus généralement, la multiplication des révélations sur les affaires politico-financières donne force à la rhétorique anti-establishment et la dénonciation récurrente de l'effondrement moral des élites traditionnelles. Au-delà du chômage, de l'immigration ou de l'insécurité, le vote d'extrême droite est peut-être plus généralement l'aboutissement de la rupture du pacte de confiance et de solidarité nationale qui unissait les élites politiques aux citoyens en France et ailleurs en Europe. L'augmentation du chômage et de la précarité sociale, avec tous les malaises qui en découlent, les menaces sur les fondements du modèle français de justice sociale et l'apparente impuissance des principales formations de gouvernement à faire face à la dualisation grandissante de la société remettent en cause ce contrat tacite originel.

Enfin, le vote en faveur du FN semble bien continuer d'exprimer une inquiétude latente face à la nouvelle donne mondiale, à la globalisation croissante du monde contemporain, à l'émergence de nouveaux enjeux liés à l'intégration supranationale, à la place et au rôle de la France au sein de l'Union européenne et à la nature des liens de souveraineté qu'implique la participation au projet communautaire. Le vrai succès de l'entreprise lepéniste est sans doute d'être progressivement parvenue à accréditer l'idée d'une alternative aux politiques classiques de gauche et de droite qui se sont succédé à la tête de l'État depuis 1981. La récurrence de la thématique du « changement » au cœur de la doctrine frontiste est à ce titre plus que significative. Le FN a articulé les malaises sociaux existants aux troubles de la représentation politique; il est parvenu à fidéliser d'importants segments de l'électorat en proposant de nouveaux modes d'identification collective et en suggérant de rénover un pacte de solidarité nationale mis à mal par les années de crise économique.

En termes strictement organisationnels, le FN lepéniste a conservé presque à l'identique les structures partisans qu'il présentait avant la scission, se contentant de remplacer les dirigeants partis avec la sécession mégrétiste.

À l'issue de la sécession de 1999, la situation place face à face deux partis dont tout indique qu'ils partagent peu ou prou le même patrimoine idéologique et proposent une offre programmatique pratiquement identique. Depuis la création de son mouvement en janvier

---

<sup>336</sup> Alliances, dans certaines circonscriptions ou municipalités, entre les partis traditionnels de droite et de gauche

1999, Bruno Mégret veut en effet privilégier l'orthodoxie doctrinale – jusqu'à la surenchère parfois – et aller provoquer les lepénistes sur leur propre terrain.

Le programme du FN, intitulé *Pour un avenir français*, adopté à l'approche des élections de 2002, continue de formuler les principales propositions du mouvement lepéniste, en mettant peut-être l'accent sur les mesures de protection sociale apte à séduire sa clientèle populaire. Le MNR demeure également sur le créneau traditionnel de l'extrême droite et des idées-forces du national-populisme, d'autant plus que Bruno Mégret et ses amis ont très largement contribué à l'élaboration du corpus idéologique de l'ex-FN à partir du début des années 1990. De fait, la *Charte des valeurs* adoptée au congrès de Marignane en janvier 1999 ou les *50 propositions pour rétablir la sécurité* présentées le 18 février 1999 par Jean-Yves Le Gallou, délégué général du parti mégrétiste, ne rompent en rien avec les thèmes fétiches de l'ancien FN. Et ni le programme du MNR (*L'alternative nationale : les priorités du Mouvement national républicain*), présenté à Vitrolles en mai 1999, ni le programme *Pour que vive la France*, adopté à Poitiers par le comité national du mouvement le 30 septembre 2000, n'introduisent de changement significatif par rapport à la ligne classique d'argumentation national-populiste.

Sous l'angle économique, le FN a longtemps adhéré aux thèses ultra-libérales et s'est opposé à toute forme d'interventionnisme économique de l'État. La transformation et la prolétarianisation du soutien électoral frontiste au détour des années 1990 ont induit un virage idéologique, un certain détachement vis-à-vis des thèmes libéraux et le retour à la rhétorique classique de la recherche d'une « troisième voie » entre capitalisme et marxisme. Plus récemment est venue se surajouter une inclination plus nette en faveur d'une certaine forme de protectionnisme économique. En réalité, la « troisième voie » lepéno-mégrétiste s'apparente surtout au mélange idéologique de mesures d'inspiration libérale et d'une tentative pour affirmer un ensemble de préoccupations « sociales ». Dès novembre 1992, les *300 propositions* du FN trahissaient déjà la difficulté, pour l'extrême droite, de fonder une doctrine économique cohérente. En 2002, cette synthèse hétéroclite a été très largement mise en avant par le leader frontiste au travers de sa formule : « socialement, je suis de gauche, économiquement de droite et nationalement, je suis de France ». Cette approche correspond à la nature profonde d'un électorat lepéniste reposant sur ses deux socles majeurs : le monde ouvrier et la petite-bourgeoise (artisans, commerçants, petits entrepreneurs).

Le FN continue de dénoncer « le libre-échange mondial et l'étatisme socialiste », plaide pour une régulation du commerce mondial, le rétablissement des frontières économiques, et

de taxes à l'importation. En même temps, le parti de Jean-Marie Le Pen entend « lutter contre l'étatisme », « défendre le service public » face à la « dérégulation voulue par Maastricht ». En 2002, le FN dit vouloir « sortir la France de la zone Euro et de l'Europe ». S'adressant au segment petit-bourgeois de son électorat, le mouvement lepéniste veut encore « réduire les impôts et les charges des entreprises », « supprimer progressivement l'impôt sur le revenu et suspendre l'impôt sur les successions ».

Parallèlement, le FN entend

mener d'urgence une nouvelle et grande politique sociale : réévaluation des bas salaires, augmentation du Smic, création d'un grand service national de fraternité française, allocation de solidarité, revenu parental, création d'une caisse de Sécurité sociale spéciale pour les étrangers, affirmation du principe d'une protection obligatoire commune à tous les Français et garantie des retraites.<sup>337</sup>

Dernier univers clé de la représentation national-populiste du monde, l'intégration européenne constitue depuis plusieurs années un défouloir favori de l'extrême droite française, partie en croisade contre « l'Europe de Maastricht » et la « bureaucratie bruxelloise ». Depuis la rupture de janvier 1999, FN et MNR se sont tous deux réappropriés l'enjeu pour tenter de capitaliser sur les craintes d'une partie de l'électorat face à la construction de l'Union européenne, et réclamer l'alternative d'une « Europe des nations et des patries ».

Le parti mégrétiste dénonce à l'envi cette « Europe de Bruxelles qui se comporte comme une oligarchie aux pouvoirs de plus en plus étendus ».<sup>338</sup> Le programme de Poitiers suggère en outre

de remettre en cause les traités communautaires de façon à libérer l'Europe du fédéralisme et de la bureaucratie (...) de négocier un nouveau traité européen pour fonder la Communauté des nations d'Europe et la substituer à toutes les organisations européennes existantes (...) et d'affirmer l'identité européenne de la Communauté des nations d'Europe, laquelle ne pourra comprendre que des nations clairement européennes à la fois par l'histoire, la géographie, le peuplement et la culture.<sup>339</sup>

Du côté du FN, l'hostilité affichée face à l'« euro-fédéralisme »<sup>340</sup> continue d'animer la lutte contre la poursuite du processus d'intégration. Pour les caciques du lepénisme, « l'Europe de Bruxelles et de Maastricht est une machine à broyer les nations et les peuples; elle fabrique du chômage, du fiscalisme, de la bureaucratie et de la récession. Le pouvoir est dans les mains

---

<sup>337</sup> Front national, programme *Pour que vive la France*, septembre 2000.

<sup>338</sup> Ibid.

<sup>339</sup> Ibid.

<sup>340</sup> Front national, *Argumentaire du patriote*, 2000.

d'une poignée de hauts fonctionnaires anonymes et irresponsables ». <sup>341</sup> Dès avril 2000, le congrès du FN avait été organisé autour du thème « sortir de l'Europe », contre le « complot mondialiste dont le cheval de Troie est l'Union européenne de Bruxelles. En 2002, le FN entend dénoncer pêle-mêle les traités de Maastricht, Schengen et Amsterdam, supprimer la Commission de Bruxelles et organiser un référendum populaire sur la sortie de la zone Euro. On se souvient ici, par exemple, des mots sévères de Jean-Marie Le Pen à l'encontre de « Maastricht, ce cadavre qui empeste, véritable crime contre la France prémédité par les eurofédérastes et les banquiers apatrides ». <sup>342</sup> On notera cependant que pendant la campagne européenne de 2004, le MNR semble avoir insisté non seulement sur le rejet de l'Europe de Bruxelles mais sur la nécessité d'une Europe puissante, fondée sur les valeurs chrétiennes. Alors que le FN mettait l'accent sur la défense des nations contre une Europe technocratique. Cette distance pourrait être plus apparente que réelle et s'expliquer par une stratégie de démarcation.

Conjointement aux thématiques anti européennes s'est développée, depuis plusieurs années, une attitude ouvertement anti américaine, très fortement ancrée dans le refus d'un nouvel ordre mondial. L'antiaméricanisme du FN s'était déjà exprimé en 1990-1991, lors de la guerre du Golfe, avec le soutien public apporté par Jean-Marie Le Pen à Saddam Hussein et la visite très remarquée du premier au second. L'intervention de l'Otan au Kosovo, en 1999, avait également fourni à l'extrême droite une nouvelle opportunité d'attaquer de front la « domination » américaine. Jean-Marie Le Pen s'était indigné : « le spectacle de l'Europe (et de la France!) à la botte de Clinton dans cette guerre de lâches et de barbares moralisants est écœurant, ignoble, insupportable ». <sup>343</sup> De son côté, s'agissant de l'intervention des forces de l'Otan au Kosovo, Bruno Mégret avait dénoncé « La vulgaire et sanglante opération de police du nouvel ordre mondial », <sup>344</sup> déclarant par ailleurs : « Les Américains sont l'ennemi! ». <sup>345</sup> En 2002, le FN dénonce une fois encore « le comportement barbare du monde anglo-saxon » et demande « la levée immédiate et sans contrepartie de l'embargo » contre l'Irak. Désireux de se démarquer de son rival frontiste, le MNR a tenté pour sa part un soutien timide aux Etats-Unis au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 pour mieux souligner à ses yeux le parallèle entre la lutte contre l'islamisme intégriste terroriste au plan international et la question de l'Islam en France.

---

<sup>341</sup> Front national, *Pour que vive la France*.

<sup>342</sup> *Le Monde*, 3-4 mai 1992.

<sup>343</sup> *National hebdo*, 22 avril 1999.

<sup>344</sup> *Le Monde*, 24 avril 1999.

<sup>345</sup> *Libération*, 17-18 avril 1999.

A quelques mois des présidentielles de 2007, rien n'a vraiment changé au FN. Marine Le Pen, fille du leader du FN, tente depuis 2002 de déringardiser le FN pour le rendre plus fréquentable. Cette quête de banalisation n'est pas nouvelle : en 1998, Bruno Mégret rêvait déjà de faire du FN un parti de gouvernement doté d'alliés mais la rupture avec Le Pen l'a freiné dans ses projets.

Le FN travaille actuellement à l'élaboration d'un programme qui servira pour les campagnes présidentielles et législatives. Le mot d'ordre est : « une révolution douce ». « Révolutionnaire », ce programme l'est dans la mesure où il propose une société radicalement différente de celles qui existent aujourd'hui. Il l'est moins en regard des programmes antérieurs puisqu'il repose toujours sur la préférence nationale qui distingue les Français des étrangers pour donner aux premiers la priorité en matière d'emploi et de logements sociaux et leur réserver les prestations familiales et les aides sociales. Son inscription dans la constitution est toujours d'actualité.<sup>346</sup>

Le programme de 2007 envisage toujours de renégocier les traités européens pour créer une Europe dans laquelle les nations reprendraient leur souveraineté, récupérerait le contrôle de leurs frontières, troquerait l'euro monnaie unique contre un euro monnaie commune.

Enfin l'immigration zéro figure toujours au programme, tout comme la fin du regroupement familial, l'expulsion des familles des délinquants ou l'abandon du droit du sol au profit de la loi du sang pour l'acquisition de la nationalité. La naturalisation est plus que jamais soumise à la preuve de l'assimilation dans la société française des postulants.

La nouveauté réside essentiellement dans l'adjectif « douce » par lesquels le FN veut caractériser sa révolution. Plus question de heurter. Désormais, M. Le Pen s'efforce de mettre l'accent sur les à-côtés du projet frontistes.

L'enquête réalisée en décembre 2006 par TNS-SOFRES pour *Le Monde* et RTL sur l'image du FN permet de comprendre l'évolution récente du FN.<sup>347</sup> Elle confirme le succès de la stratégie de dédramatisation encouragée par Marine Le Pen qui estompe les positions les plus extrémistes du FN (par exemple sur l'immigration) et promeut une image plus positive notamment à droite. Ainsi, la défense des valeurs traditionnelles par le FN est désormais approuvée par 39 % des sondés, en progression de six points en un an. Ses positions sur la situation dans les banlieues sont approuvées par 33 %, sur la sécurité et la justice par 32 %. Ses critiques contre la classe politique sont partagées par 29 % des sondés, soit un niveau

<sup>346</sup> *Le Monde*, « M. Le Pen adoucit le ton mais le programme reste le même », 22 décembre 2006.

record pour ce thème typiquement poujadiste. Enfin 22 % approuvent ses positions sur les impôts. Sur tous ces sujets, le niveau d'approbation enregistre des progressions significatives de quatre à huit points en un an.

En revanche, les crédos fondamentaux du FN n'exercent plus le même attrait. C'est particulièrement net pour ses positions sur les immigrés, approuvé par 24 % des sondés, soit un étiage au plus bas par rapport aux années 1990. Plus nettement encore, la préférence nationale - qui est au cœur du projet du parti d'extrême droite - fait beaucoup moins recette. Pour 18 % des personnes interrogées, on doit « donner la priorité à un Français sur un immigré en situation régulière en matière d'emploi ». C'est le cas pour 22 % en matière de prestations sociales. En 1991, 45 et 43 % des sondés étaient d'accord avec ces revendications du FN et ils étaient encore 31 % en 1998. On le voit, la préférence nationale, concept issu du Club de l'Horloge et Le Gallou n'est plus la préoccupation des électeurs FN.

Notons aussi que des retrouvailles entre Mégret et Le Pen ont eu lieu en décembre 2006. Elles ont été organisées dans le cadre de «l'union patriotique», une idée lancée par Olivier Martinelli, le directeur de cabinet de Le Pen, qui vise à rassembler personnalités et formations d'extrême droite, afin d'empêcher la candidature de Philippe de Villiers. En guise de cadeau de retrouvailles, Mégret déclare déposer au pied de Le Pen 140 promesses de parrainage. Il ne réintègre pas le FN pour autant et le MNR continue d'exister. Mais cette réconciliation avec Le Pen ne fait pas que des heureux au FN. Marine Le Pen et Louis Alliot, le secrétaire général du mouvement d'extrême droite, n'ont pas hésité à afficher leurs réserves vis-à-vis de Mégret et surtout de ses soutiens dont Le Pen avait stigmatisé les idées proches du nazisme au moment du divorce de 1998. La fille de Le Pen s'inquiète aujourd'hui de voir ses efforts pour rendre le FN respectable anéantis par la présence de Mégret.

Le FN et l'extrême droite française sont à quelques mois d'un tournant de leur histoire. Les élections présidentielles de 2007 verront certainement Le Pen y jouer un dernier rôle avant que le FN n'envisage l'avenir sans lui. Il est difficile de croire que Mégret puisse récupérer l'héritage frontiste de quelque manière que ce soit ( en tant que membre du FN ou bien à la tête de son parti), Marine Le Pen semblant être destinée à prendre la succession de son père. Le FN est aujourd'hui un parti suffisamment structuré pour être efficace et envisager un avenir malgré l'absence de Jean-Marie Le Pen à sa tête. L'efficacité du FN en tant que parti

---

<sup>347</sup> *Le Monde*, « La banalisation des idées de M. Le Pen le fait progresser », 15 décembre 2006.

doit beaucoup à Mégret. L'ironie est que ce dernier n'a jamais véritablement pu personnellement tirer partie du travail qu'il a accompli lors de son passage au FN.

## GLOSSAIRE

- CAR : Comités d'Action Républicaine
- CEA : Centre d'études et d'analyses
- CEE : Communauté économique européenne
- CFDT : Confédération française démocratique du travail
- cFNt : Coordination française nationale des travailleurs
- CGT : Confédération générale du travail
- CNI : Centre national des indépendants
- CNRS : Centre national de la recherche scientifique
- CNTS : Cercle national des travailleurs syndiqués
- CODAR : Confédération des associations républicaines
- EML : Entreprises modernes et libertés
- FN : Front national
- FNJ : Front national de la jeunesse
- FO : Force ouvrière
- GAJ : Groupe Action Jeunesse
- GAP : Groupe d'action parlementaire
- GRECE : Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne
- GUD : Groupement union défense
- IFN : Institut de formation nationale
- INED : Institut national d'études démographiques
- LICRA : Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme
- LVF : Légion des volontaires français
- MEN : Mouvement pour un enseignement national
- MNR : Mouvement national républicain
- MRAP : Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

MSI : Movimento sociale italiano

OAS : Organisation de l'armée secrète

PFN : Parti des forces nouvelles

PME : Petite et moyenne entreprise

RATP : Régie autonome des transports parisiens

RE : Renouveau étudiant

RIF : Rock identitaire français

RIP : Référendum d'initiative populaire

RPR : Rassemblement pour la république

UDF : Union pour la démocratie française

## BIBLIOGRAPHIE

ADLER Franklin Hugh, *Racism, 'différence' and the Right in France*, in *Modern and Contemporary France*, volume NS 3, number 4, 1995

BASTOW Steve, *The radicalisation of Front national discourse: a politic of the 'Third Way'?* in *Patterns of Prejudice*, vol. 32, n° 3, 1998 ISSN: 0031 322 X

BASTOW Steve, *The ideological mobility of Front national discourse*, in Sub-series in ideology and discourse analysis, Department of Government, University of Essex, 1998, ISBN: 1 898280 43 6

BASTOW Steve, *Front national economic policy: from neo-liberalism to protectionism*, in *Modern and Contemporary France*, vol. 5, n° 1, février 1997 ISSN: 0963 9489

BERNSTEIN Serge et MILZA Pierre, *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme*, Editions Complexes, Bruxelles, 1992 ISBN : 2 87027 463 7

BERNSTEIN Serge et MILZA Pierre, *Qu'est-ce que le fascisme ?*, Editions Complexe, Bruxelles, 1999

BIHR Alain, *Le Front national face à l'Europe*, in *Celsius*, n° 50, mai-juin 1992

BIHR Alain, *La campagne du Front national contre le traité de Maastricht*, *Celsius*, n° 53, octobre 1992

BIRENBAUM Guy, *Le Front national en politique*, Balland, Paris, 1992

BIRNBAUM Pierre, *La France aux Français, Histoire des haines nationalistes*, Editions Seuil, 1993

BOURSEILLER Christophe, *Extrême droite : l'enquête*, Editions François Bourin, Paris, 1991, ISBN : 2 87686 099 6

- BOURSEILLER Christophe, *La nouvelle extrême droite*, Editions du Rocher, Monaco, 2002, ISBN : 2 26804419 X
- BOUTIN Christophe, *L'extrême droite française au-delà du nationalisme*, in Revue d'Histoire des Idées Politiques, n° 3, 1<sup>er</sup> semestre 1996
- BRISSAUD Jean-Marc, *La France en danger. Non à l'Europe de Maastricht*, Editions nationales, 1994
- CAMBADELIS Jean-Christophe et OSMOND Eric, *la France blafarde, une histoire politique de l'extrême droite*, Plon, Paris, 1998
- CAMUS Jean-Yves, *Le Front national, Histoire et analyses*, Editions Laurens, 1997
- CHARLOT Jean, *La politique en France*, Editions Fallois, Paris, 1994
- CHEBEL D'APPOLLONIA Ariane, *L'extrême droite en France. De Maurras à Le Pen, Complexe*, Bruxelles, 1988
- CHEBEL D'APPOLLONIA Ariane, *Les racismes ordinaires*, Presses de Sciences Politiques, Paris, 1998, ISBN : 2 7246 0748 1
- CHERON François, DUBOIS Jean-Michel, MILLOZ Pierre, *Pour l'emploi. L'entreprise familiale, un outil économique à la française*, Editions nationales, 1995
- CHOMBART DE LAUWE Marie-José, *Vigilance, Vieilles traditions extrémistes et droites nouvelles*, in Ligue des Droits de l'Homme, Editions ouvrières, septembre 1986, ISBN : 2 85139 078 3
- Le Club de l'Horloge et LE GALLOU JEAN-YVES, *Les racines du futur, Demain la France*, Albatros, 1977
- Le Club de l'Horloge, *Le péril bureaucratique*, Editions Club de l'Horloge, 1979
- Le Club de l'Horloge, *Le défi démographique*, Editions Club de l'Horloge, 1979

Le Club de l'Horloge et Henry de Lesquen, *La politique du vivant*, Albin Michel, 1979

Le Club de l'Horloge, *Le grand tabou*, Albin Michel, 1981, ISBN : 2 226 01086 6

Le Club de l'Horloge, *Echecs et injustices du socialisme, suivi d'un projet républicain pour l'opposition*, Albin Michel, 1982

Le Club de l'Horloge, *Quelle université pour la France ? Guérir du socialisme*, Editions Club de l'Horloge, 1983

Le Club de l'Horloge et MONTENAY Yves, *Le socialisme contre le tiers-monde*, Albin Michel, 1983

Le Club de l'Horloge et MAUPAS Didier, *L'école en accusation*, Albin Michel, 1984

Le Club de l'Horloge, *Socialisme et fascisme : une même famille ?*, Albin Michel, 1984

Le Club de l'Horloge BERTHU Georges, *Vive la propriété !* Albin Michel, 1984

Le Club de l'Horloge, *lettre d'information n°20*, 1<sup>er</sup> trimestre 1985, réponses à l'immigration

Le Club de l'Horloge, *L'identité de la France*, Albin Michel, 1985

Le Club de l'Horloge et J-Y Le Gallou, *La préférence nationale : réponse à l'immigration*, Albin Michel, 1985

Le Club de l'Horloge, *Socialisme et religion sont-ils compatibles ?*, Albatros, 1986

Le Club de l'Horloge, *Rompre avec 50 ans de socialisme*, Contrepoint, 1986

Le Club de l'Horloge et LEROY Michel, *L'occident sans complexes*, Carrère, 1987

Le Club de l'Horloge, *Un nouveau printemps pour l'éducation*, Editions Club de l'Horloge, 1989

DESBUISSONS Ghislaine, *la Nouvelle droite (1968-1984) Contribution à l'étude des idées de droite en France*, Thèse de l'IEP de Grenoble, 1986, exemplaire dactylographié

DELY Renaud, *Histoires secrètes du Front national*, Grasset, Paris, 1999, ISBN : 2 246 57841 8

DURANTON-CRABOL Anne-Marie, *Visages de la Nouvelle droite. Le GRECE et son histoire*, Presses de la Fondation National de Sciences Politiques, Paris, 1988, ISBN : 2 7246 0561 6

DU VERDIER Jean, *Rapport du Verdier. Eléments de réflexion sur la défense de la France*, Editions nationales, 1991

EATWELL Roger et WRIGHT Anthony (sous la direction de), *Contemporary Political Ideologies*, Pinter Publishers, Londres, 1993, ISBN: 0 86187 096 4

FIESCHI Catherine, *Fascism, populism and the French fifth republic*, Manchester University Press, Manchester, 2004, ISBN : 0 7190 6208 X

FREEDEN M., *Political concepts and ideological morphology*, in *Journal of Political Philosophy*, 2, 1994, p. 140-164

FN, *Programme des législatives de 1973 : « Défendre les Français »*, 1973

FN, *Ce que veut le Front national, programme du Front national*, 1978, 2<sup>ème</sup> édition : 1984

FN, *La vraie opposition : le Front national* (1984)

FN, Institut de formation nationale (IFN), *Cycle du militant*, Les Editions nationales, 1991

FN, *Famille : pour une politique familiale*, 1992

FN, *300 mesures pour la renaissance de la France, programme de gouvernement*, Editions nationales, 1993, ISBN : 2 909 178 15 3

FN, Conseil scientifique du FN, XIII<sup>e</sup> Colloque, Recueil des actes, *Pour un nouveau protectionnisme*, Editions nationales, 1997, ISBN : 2 909 178 20 X

FYSH Peter and WOLFREYS Jim, *The politics of racism in France*, Macmillian Press Ltd, London, 1998, ISBN : 0 333 63893 X

GRAMSCI Antonio, *Lettres de la Prison*, traduit de l'italien par Jean Noaro, 1953. Version électronique dans le cadre de la collection "les classiques des sciences sociales", Université du Québec, Chicoutimi

GRECE, *Contestations et décadence*, 1973

GRECE, *Pour une renaissance culturelle : le GRECE prend la parole*, Paris, Copernic, 1979

GRECE, *la fin d'un monde : crise ou déclin*, 1984

GRIFFIN Roger, *Modernity under the new order: the fascist project for managing the future*, publié par Politics Department of Oxford Brookes University, 1994

GULAND Olivier, *Le Pen, Mégret et les juifs. L'obsession du complot mondialiste*, La Découverte, 2000 ISBN : 2 7071 3061 3

HAMEAU Christophe, *La campagne de Jean-Marie Le Pen pour l'élection présidentielle de 1988*, Travaux et recherches Panthéon-Assas, Paris II, 1992, ISBN : 2 275 00623 0

LECOEUR Erwan, *Un néo-populisme à la française, trente ans de Front national*, Editions La Découverte, Paris, 2003 ISBN : 2-7071-3931-9

LE GALLOU Jean-Yves, *Immigration : le FN fait le point*, Editions nationales, 1992

LE GALLOU Jean-Yves, *Discours contre l'impérialisme américain en Europe, meeting Clinton, touche pas à l'Europe*, Paris, Concorde-Lafayette, 15 avril 1999

LE GALLOU Jean-Yves, *discours, Préférence nationale et préférence de civilisation*, Deuxième université d'été du MNR, Quimper, 28 août 2000

LE GALLOU Jean-Yves, *discours, Préférence nationale : quand ceux qui dénoncent aujourd'hui, la votaient hier*, Conseil régional d'Ile-de-France, session du 21 septembre 2000

LE GALLOU Jean-Yves, *discours, L'identité est l'alpha et l'oméga de notre programme, présentation du programme du MNR*, Poitiers, 30 septembre 2000

LE PEN Jean-Marie, *Europe, discours et interventions 1984-89*, Editions Groupe des droites européennes

LE PEN Jean-Marie, *Pour la France, programme du Front national*, Editions Albatros, 1986

LE PEN Jean-Marie, *La France est de retour*, Carrère-Lafon, 1985

LE PEN Jean-Marie, *L'espoir*, entretien avec JP Gabriel et P. Gannat, Editions Albatros, 1989

LE PEN Jean-Marie, *Le Pen 90, analyses et propositions*, Editions de Présent, 1991

LE PEN Jean-Marie, *Le Pen 91, analyses et propositions*, Editions de Présent, 1992

LE PEN Jean-Marie, *Le contrat pour la France avec les Français : Le Pen président*, 1995

LE PEN Jean-Marie, *discours de la XVII<sup>e</sup> Fête des BBR*, septembre 1997

LE PEN Jean-Marie, *discours de la fête de Jeanne d'Arc*, 1<sup>er</sup> mai 1998

LE PEN Jean-Marie, *discours de clôture de l'université d'été du Front national*, 1998

LE PEN Jean-Marie, *discours, manifestation contre le traité d'Amsterdam*, Versailles, 17 janvier 1999

LORIEN Joseph, CRITON Karl, DUMONT Serge, *Le système Le Pen*, Editions EPO, Anvers, 1985 D : 2204 1985 21

MARRICOURT Thierry, *les nouvelles passerelles de l'extrême droite*, interview in Celsius, n° 57, avril-mai 1993

MARTIN Virginie, *Toulon la noire, le Front national au pouvoir*, Denoël, Paris, 1996 ISBN : 2 207 24475 X

MARTINEZ Jean-Claude, *100 discours pour la France, le FN à Strasbourg*, 1994

MARTINS Carlos Alberto, *Communication, morphogenèse et identité culturelle*, Editions CIACO, Louvain-la-Neuve, 1988

MEGRET Bruno, *L'impératif du renouveau*, Editions Albatros, 1986

MEGRET Bruno, *Immigration : les solutions du Front national*, in *Ecrits de Paris*, n° 528, décembre 1997

MEGRET Bruno, discours, Université d'été du MNR, Quimper, 27 août 2000

MEGRET Bruno, *Pour que vive la France*, présentation du programme du MNR, Poitiers, 30 septembre 2000

MEGRET Bruno, *La Troisième Voie, pour un nouvel ordre économique et social*, Editions nationales, 1997

MEGRET Bruno, *La nouvelle Europe : pour la France et l'Europe des nations*, 1998

MEGRET Bruno, *L'alternative nationale, les priorités du Front national*, Editions nationales, 1997, ISBN : 2 909178 29 3

MILLOZ Pierre, *Le coût de l'immigration*, Editions du CEA, 1990

MILLOZ Pierre, *Les étrangers et le chômage en France*, Editions nationales, 1991

MILZA Pierre, *Fascisme français, Passé et Présent*, Flammarion, Paris, 1991

MILZA Pierre, *L'Europe en chemise noire, les extrêmes droites européennes de 1945 à aujourd'hui*, Fayard, Paris, 2002, ISBN : 2 213 61343 5

MONZAT René et CAMUS Jean-Yves, *Les droites nationales et radicales en France : répertoire critique*, Presses Universitaires de Lyon, 1992

MONZAT René, *Enquête sur la droite extrême*, Le Monde Editions, 1992

MONZAT René, *FN contre USA*, in Limes, Revue française de géopolitique, n°1, Gallimard, Paris, 1997

MOSSUZ-LAVEAU Janine, *Les clubs et la vie politique en France*, Arman Colin, Paris, 1972

MNR, *Pour que vive la France, programme du MNR*, novembre 2000

PLENEL Edwy et ROLLAT Alain, *La République menacée. 10 ans d'effet Le Pen*, Le Monde éditions, Paris, 1992 ISBN : 2 87899 046 3

PERRINEAU Pascal, *Le symptôme Le Pen, Radiographie des électeurs du Front national*, Fayard, Paris, 1988 ISBN : 300 2 213 00309 7

PERRINEAU Pascal et MEYER Nonna, *Le Front national à découvert*, Presses de Sciences Politiques, Paris, 1996 ISBN : 2 7246 0696 5

PICHON Olivier, *Education. Pour une instruction nationale*, Editions nationales, 1991

Olivier Pichon, *Le grand changement*, Editions nationales, 1997

Parti socialiste, *Rapport d'orientation du PS : pour un combat efficace contre le FN*, in Revue Politique et Parlementaire, Extrême droite : la radicalisation, n° 995, juillet-août 1998  
ISBN : 2 85702 107 0

REMOND René, *Les droites en France*, Editions Aubier/Montaigne, Paris, 1983,

ISBN : 2 7007 0260 3

ROBICHEZ Jacques, *Le mondialisme, mythe et réalité*, Editions nationales, 1992 (préface de B. Mégret)

ROLLAT Alain, *Les hommes de l'extrême droite, Le Pen, Marie, Ortiz et les autres*, Calmann Lévy, Paris, 1985

ROUTHIER P., *Contrepoisons : les sciences de la vie et l'histoire parlent pour le FN*, Editions nationales, 1998

SAMSON Michel, *Le Front national aux affaires, deux ans d'enquête sur la vie municipale à Toulon*, Calmann-Lévy, Paris, 1997 ISBN : 2 7021 2759 2

SCHNAPPER Dominique, *Le discours du Front national*, in *Commentaires*, n° 75, automne 1996, Plon

SIRINELLI Jean-François, *Histoire des droites en France*, Gallimard, Paris, 1992, ISBN : 2 07 072640 1

SOUCHARD Maryse, WAHNICH Stéphane, CUMINAL Isabelle, WATHIER Virginie, *Le Pen-Les mots, analyse d'un discours d'extrême droite*, Le Monde éditions, Paris, 1997 ISBN : 2 87899 154 40

STERNHELL Zeev, *Socialisme n'égale pas fascisme*, interview in *Le Monde*, 11-12 mars 1984

STERNHELL Zeev, *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Editions Complexes, Bruxelles, 1987

STIRBOIS JP et JALKH JF, *Dossier immigration, archives ouvertes de National Hebdo*, 1985

TAGUIEFF Pierre-André, *Sur la Nouvelle droite. Jalons d'une analyse critique*, Editions Galilée, Paris, 1994 ISBN : 2 910301 02 8

TAGUIEFF Pierre-André et TRIBALAT Michèle, *Face au Front national : arguments pour une contre-offensive*, 1998

TAGUIEFF Pierre-André, *L'illusion populiste*, Editions Berg International, Paris, 2002  
ISBN : 2 911289 48 X

TARDY Laurence et PICCAMIGLIO Muriel, *L'identité nationale dans le FN. L'utilisation politique du thème*, in *Celsius*, n° 47-48, février-mars 1992

VILLEROSE Marcel, *Petit vade-mecum de la stratégie lepéniste*, in *Celsius*, n° 49, avril 1992

WINOCK Michel, *Histoire de l'extrême droite*, Editions du Seuil, 1994

WOLFREYS Jim, *An Iron Hand in a Velvet Glove: the program of the French Front national*, in *Parliamentary Affairs*, vol. 46, n° 3, juillet 1993 ISSN: 0031 2290